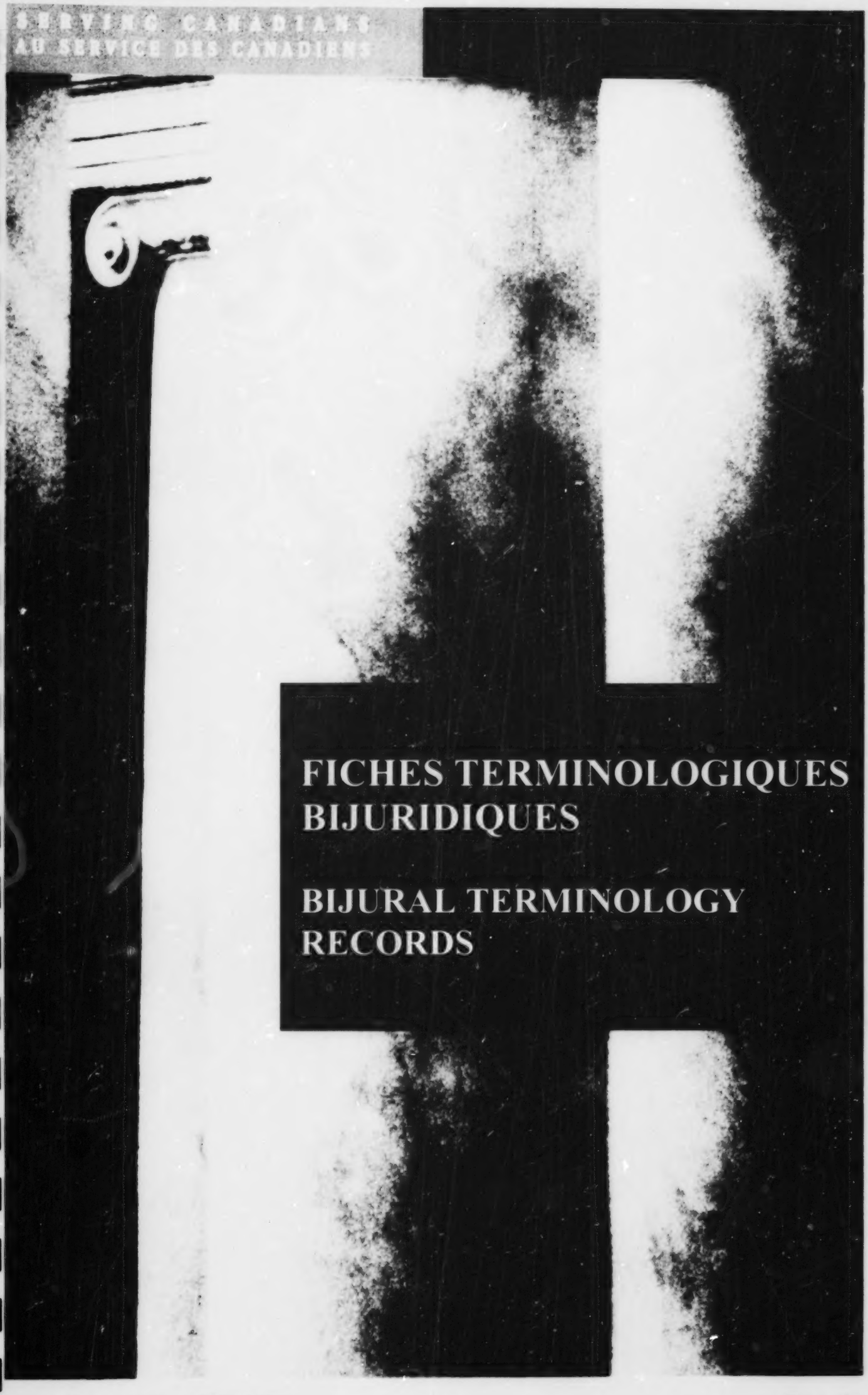
SERVING CANADIANS
AU SERVICE DES CANADIENS



FICHES TERMINOLOGIQUES BIJURIDIQUES

BIJURAL TERMINOLOGY RECORDS

Ministère de la Justice Canada
Department of Justice Canada

Canada

102-04898/

Fiches terminologiques bijuridiques
Bijural Terminology Records

NOTES INTRODUCTIVES

La *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*[1] est entrée en vigueur le 1er juin 2001, au chapitre 4 des Lois du Canada 2001. C'est la première d'une série de lois qui harmoniseront des centaines de lois et règlements fédéraux. Cet exercice fait partie du Programme d'harmonisation entrepris suite à l'entrée en vigueur en 1994 du *Code civil du Québec*, qui modifie substantiellement les concepts, les institutions et la terminologie du droit civil.

Compte tenu du caractère innovateur du bijuridisme législatif, des fiches terminologiques bijuridiques sont publiées sur le site Internet du ministère de la Justice du Canada [2] pour expliquer les dispositions d'harmonisation découlant de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*. Les dispositions d'harmonisation tiennent également compte de la common law en français. Les modifications d'harmonisation découlant des lois fiscales figurent aussi sur le site Internet. D'autres fiches seront ajoutées au site au fur et à mesure de l'adoption de nouvelles dispositions d'harmonisation.

- **Une fiche pour toutes les occurrences d'une même solution**

Les fiches portent sur les changements destinés à refléter la terminologie appropriée du droit civil et de la common law. Même si un terme ou une expression ayant fait l'objet d'harmonisation se retrouve à plusieurs reprises dans la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil* ou dans les lois fiscales, il ne fera l'objet que d'une fiche si le problème d'harmonisation soulevé reçoit la même solution. Par exemple, on ne retrouvera qu'une fiche pour :

immeuble/ bien réel *real property /immovable*

même si ces termes se retrouvent dans plusieurs dispositions législatives harmonisées. Les mots en caractères gras représentent les mots de la disposition d'origine qui ont fait l'objet d'harmonisation ainsi que la solution adoptée dans la loi d'harmonisation pour le droit civil et la common law.

INTRODUCTORY NOTES

The *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*[3] came into force on June 1, 2001, as chapter 4 of the Statutes of Canada 2001. This Act is the first in a series of Acts that will harmonize hundreds of federal statutes and regulations. This exercise is part of the Harmonization Program undertaken as a result of the coming into force of the *Civil Code of Québec* in 1994, which substantially changed the concepts, institutions and terminology of civil law.

Given the innovative character of bijural drafting, bijural terminology records have been published on the Department of Justice Internet website[4], as a guide to explain the harmonization provisions brought about by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*. The harmonization provisions also take into account common law in French. Harmonization changes made in tax legislation are included on the Internet website as well. Additional terminology records will be published as further harmonization changes are made.

- **One record for all occurrences of the same solution**

These records deal with changes made to reflect appropriate civil and common law terminology. There is only one record per term or phrase, if the harmonization problem raised has been solved in the same way, even if it occurs more than once in the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1* or in tax legislation. For example, there is only one record for :

real property /immovable *immeuble/ bien réel*

even though these terms are found in several harmonized legislative provisions. Words taken from the original provision that have been harmonized as well as the solutions adopted in the *Harmonization Act* are in bold print.

---

[1] http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/S-4/S-4_4/S-4_cover-F.html
[2] http://lois.justice.gc.ca/fr/index.html, voir **Autres ressources relatives à la législation**
[3] http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/S-4/S-4_4/S-4_cover-E.html
[4] http://laws.justice.gc.ca/en/index.html, see **Related Statutory Resources**

- **Des termes appropriés pour chaque système de droit**

Parfois la loi utilise une terminologie commune pour le droit civil et la common law (acquisition/*acquisition*), parfois il aura fallu employer des termes différents pour refléter les concepts de l'un et l'autre système. Par exemple, les expressions :

pour le droit civil :
« perte pécuniaire antérieure au procès » /
pre-trial pecuniary loss,

pour la common law :
special damages /
« dommages-intérêts spéciaux »

- **Préséance des termes de droit civil en français et préséance des termes de common law en anglais**

En général, dans les dispositions où une notion juridique s'exprime par des termes différents pour le droit civil et la common law, le terme de droit civil est mentionné le premier dans la version française et le terme de common law, le premier dans la version anglaise. Par exemple, on retrouvera «immeuble» suivi de «bien réel» dans la version française et *real property* suivi de *immovable* dans la version anglaise.

- **Des concepts sans notion correspondante d'un système à l'autre**

Dans certains cas, une notion dans un système donné n'aura pas de notion correspondante dans l'autre système. Par exemple la compétence en *equity*, propre au droit anglais et applicabledans les provinces de common law , n'est pas reconnue au Québec dans la matière relevant du droit privé. Le cas échéant, la mention **s.o.** (sans objet) ***n/a*** (*not applicable*) apparaîtra dans le système où il n'y a pas de notion correspondante.

- **Règles d'interprétation : tradition bijuridique du Canada**

L'opportunité d'utiliser les solutions adoptées dans la *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil* dans d'autres contextes devra être examinée cas par cas.

Lors de la lecture des lois fédérales, il y a lieu de toujours garder à l'esprit les nouvelles règles d'interprétation qui ont été apportées à la *Loi d'interprétation* par l'article 8 de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*. Il s'agit de l'article 8.1 qui reconnaît la tradition bijuridique du Canada et l'application du droit provincial à titre supplétif ainsi que l'article 8.2 qui est l'outil

- **Appropriate terms for each legal system**

In some cases, common terminology is used for both common law and civil law (acquisition/*acquisition*); in other cases, different terms must be used in order to reflect the concepts of each legal system. For example, the terms:

for the common law:
"special damages" /
dommages-intérêts spéciaux,

for the civil law:
"pre-trial pecuniary loss" /
perte pécuniaire antérieure au procès.

- **Precedence of common law terms in English and precedence of civil law terms in French**

Generally, in provisions that describe a legal concept by using distinct common law and civil law terminology, the common law term appears first in the English version and the civil law term appears first in the French version. Examples of this are "real property and immovable" in the English version and *immeuble et bien réel* in the French version.

- **Concepts with no corresponding concept in the other system**

In certain cases, a concept found in one legal tradition may have no corresponding concept in the other. For example, while jurisdiction in equity is relevant in common law provinces, it is not recognized in the private law matters in Quebec. In such a case, the note "n/a" (not applicable) / *s.o.* (*sans objet*) will appear for the legal system which does not have the corresponding concept.

- **Rules of interpretation: the bijural tradition in Canada**

The appropriateness of using the solutions adopted in the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1* in other contexts will need to be examined on a case-by-case basis.

When reading federal legislation, one should always keep in mind the new rules of interpretation that have been brought to the *Interpretation Act* by section 8 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*. More particularly, section 8.1 recognizes the bijural legal tradition in Canada and the application of provincial law in a suppletive manner; section 8.2 is an interpretative tool for bijural legislative provisions.

d'interprétation des dispositions bijuridiques.

Ces nouveaux articles de la *Loi d'interprétation* se lisent comme suit :

> **8.1** Le droit civil et la common law font pareillement autorité et sont tous deux sources de droit en matière de propriété et de droits civils au Canada et, s'il est nécessaire de recourir à des règles, principes ou notions appartenant au domaine de la propriété et des droits civils en vue d'assurer l'application d'un texte dans une province, il faut, sauf règle de droit s'y opposant, avoir recours aux règles, principes et notions en vigueur dans cette province au moment de l'application du texte.
>
> **8.2** Sauf règle de droit s'y opposant, est entendu dans un sens compatible avec le système juridique de la province d'application le texte qui emploie à la fois des termes propres au droit civil de la province de Québec et des termes propres à la common law des autres provinces, ou qui emploie des termes qui ont un sens différent dans l'un et l'autre de ces systèmes.

- **Modification à une version seulement**

Dans les cas où une modification est apportée à une version linguistique de la loi seulement, la version linguistique non modifiée est néanmoins reproduite pour faciliter la consultation, avec référence à la disposition modifiée de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*.

These new sections of the *Interpretaion Act* are as follows:

> **8.1** Both the common law and the civil law are equally authoritative and recognized sources of the law of property and civil rights in Canada and, unless otherwise provided by law, if in interpreting an enactment it is necessary to refer to a province's rules, principles or concepts forming part of the law of property and civil rights, reference must be made to the rules, principles and concepts in force in the province at the time the enactment is being applied.
>
> **8.2** Unless otherwise provided by law, when an enactment contains both civil law and common law terminology, or terminology that has a different meaning in the civil law and the common law, the civil law terminology or meaning is to be adopted in the Province of Quebec and the common law terminology or meaning is to be adopted in the other provinces.

- **Amendment to one linguistic version only**

In cases where an amendment is made to only one linguistic version, the other linguistic version is nevertheless reproduced for ease of consultation, with reference to the amended provision of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*.

Fiches terminologiques bijuridiques

Bijural Terminology Records

Droit civil	accessoires et dépendances
Common law	accessoires
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**19.** (1) Les immeubles mentionnés à l'annexe de la *Loi des terres de l'Artillerie et de l'Amirauté*, chapitre 115 des Statuts revisés du Canada de 1927, qui, le 1er juin 1950, étaient dévolus à Sa Majesté, indépendamment du mode de cession employé pour leur acquisition ou leur prise de possession, que ce soit en pleine propriété, en jouissance viagère, pour un certain nombre d'années ou autrement, ainsi que **tous les droits accessoires**, demeurent absolument dévolus à Sa Majesté dans l'intérêt du Canada, de la même manière et dans la même mesure qu'à cette date, sauf s'ils ont été aliénés depuis.
Problème	La terminologie du droit civil est utilisée uniquement dans la version française et la terminologie de la common law est utilisée uniquement dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, les termes « les droits accessoires » sont remplacés par « leurs accessoires et toutes leurs dépendances » pour refléter à la fois la réalité du droit civil et celle de la common law et correspondre au concept d'*appurtenances* utilisé dans la version anglaise. Dans la version anglaise, on ajoute, après *all the appurtenances*, les termes *of the real property*, pour refléter la réalité de la common law et *and the accessories and dependencies of the immovables* pour refléter la réalité du droit civil.
Disposition harmonisée	**19.** (1) Les immeubles et les biens réels mentionnés à l'annexe de la *Loi des terres de l'Artillerie et de l'Amirauté*, chapitre 115 des Statuts revisés du Canada de 1927, qui, le 1er juin 1950, étaient dévolus à Sa Majesté, indépendamment du mode d'acquisition ou de prise de possession, que ce soit en pleine propriété, en jouissance viagère, pour un certain nombre d'années ou autrement, ainsi que **tous leurs accessoires et toutes leurs dépendances**, demeurent absolument dévolus à Sa Majesté dans l'intérêt du Canada, de la même manière et dans la même mesure qu'à cette date, sauf s'il en a été disposé depuis. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 21

Common Law	appurtenances
Civil Law	accessories and dependencies
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**19.** (1) Such of the real property mentioned in the schedule to the *Ordnance and Admiralty Lands Act*, chapter 115 of the Revised Statutes of Canada, 1927, as was on June 1, 1950 vested in Her Majesty, by whatever mode of conveyance it was acquired or taken and whether in fee, for life, for years or otherwise, and **all the appurtenances** thereof, unless disposed of since that date, continues absolutely vested in Her Majesty for the purposes of Canada in the same manner and to the same extent as on June 1, 1950.
Problem	Only civil law terminology is used in the French version and only common law terminology is used in the English version.
Solution	In the French version, the term *les droits accessoires* is replaced by the phrase *leurs accessoires et toutes leurs dépendances* to reflect both common and civil law and correspond to the concept of "appurtenances" used in the English version. In the English version, the term "of the real property" is added after "all the appurtenances" to reflect the common law, and the phrase "and the accessories and dependencies of the immovables" are added to reflect the civil law.
Harmonized Provision	**19.** (1) Such of the real property and immovables mentioned in the schedule to the *Ordnance and Admiralty Lands Act*, chapter 115 of the Revised Statutes of Canada, 1927, as was on June 1, 1950 vested in Her Majesty, by whatever mode of conveyance it was acquired or taken and whether in fee, for life, for years or otherwise, and **all the appurtenances of the real property and the accessories and dependencies** of the immovables, unless disposed of since that date, continue absolutely vested in Her Majesty for the purposes of Canada in the same manner and to the same extent as on June 1, 1950. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 21

Droit civil	acquisition ou location
Common law	acquisition ou location
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut [...] *b*) autoriser **l'achat, la location ou autre forme d'acquisition** d'immeubles au nom de Sa Majesté;
Problème	En droit civil et en common law, le concept d'acquisition inclut celui de l'achat. Par contre, le concept de location ne peut être assimilé à une forme d'acquisition en droit civil.
Solution	Dans la version française, les termes « achat » et « autre forme d' » sont supprimés. Dans la version anglaise, les termes *purchase* et *other* sont supprimés.
Disposition harmonisée	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut [...] *b*) autoriser **l'acquisition ou la location** d'immeubles ou de biens réels au nom de Sa Majesté; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	acquisition or lease
Civil Law	acquisition or lease
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may ... (*b*) authorize **the purchase, lease or other acquisition** of any real property on behalf of Her Majesty;
Problem	In both civil and common law, the concept of "acquisition" includes that of "purchase". However, the concept of "lease" cannot be assimilated to a form of acquisition in civil law.
Solution	In the French version, the terms *achat* and *autre forme d'* are deleted. In the English version, the terms "purchase" and "other" are deleted.
Harmonized Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may ... (*b*) authorize **the acquisition or lease** of real property or immovables on behalf of Her Majesty; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	acte
Common law	acte
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : *a*) déterminer le modèle à utiliser et, en ce qui concerne les concessions de l'État ou autres **actes**, en fixer et en approuver la forme et la teneur juridique;
Problème	Le terme *instrument* utilisé dans la version anglaise est incomplet pour le droit civil puisqu'il ne désigne que les *notarial instruments* alors que les autres *acts* sont aussi visés par la présente disposition.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *act* est ajouté après le terme *instrument* pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : *a*) déterminer le modèle d'**acte** à utiliser et, en ce qui concerne les concessions de l'État ou autres **actes**, en fixer et en approuver la forme et la teneur juridique; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	instrument
Civil Law	instrument or act
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty, (*a*) determine the type of **instrument** to be used therefor and settle and approve the form and legal content of any Crown grant or other **instrument**;
Problem	The term "instrument" used in the English version is incomplete for civil law purposes, as it refers only to notarial instruments, whereas other acts (in civil law) are covered by this provision.
Solution	In the English version, the term "act" is added after "instrument" for civil law purposes.
Harmonized Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty, (*a*) determine the type of **instrument or act** to be used for those purposes and settle and approve the form and legal content of any Crown grant or **other instrument or act**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	acte de concession
Common law	acte de concession
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**5.** (1) Les immeubles fédéraux peuvent être concédés de l'une des façons suivantes : [...] *b*) **acte de concession** fait en la forme jugée satisfaisante par le ministre de la Justice et présenté expressément comme ayant la même valeur que des lettres patentes.
Problème	Seule la terminologie de la common law (*instrument of grant*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	L'expression *act of concession* est ajoutée dans la version anglaise pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **5.** (1) Les immeubles fédéraux peuvent être concédés de l'une des façons suivantes : [...] *b*) **acte de concession** fait en la forme jugée satisfaisante par le ministre de la Justice et présenté expressément comme ayant la même valeur que des lettres patentes. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(2)

Common Law	instrument of grant
Civil Law	act of concession
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**5.** (1) Federal real property may be granted ... (*b*) by an **instrument of grant**, in a form satisfactory to the Minister of Justice, stating that it has the same force and effect as if it were letters patent.
Problem	Only common law terminology ("instrument of grant") is used in the English version.
Solution	The term "act of concession" is added to the English version in order to reflect civil law.
Harmonized Provision	**5.** (1) Federal real property may be granted and federal immovables may be conceded ... (*b*) by an **instrument of grant** or an **act of concession**, in a form satisfactory to the Minister of Justice, stating that it has the same force and effect as if it were letters patent. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 15(2)

Droit civil	acte de transfert
Common law	acte de transport
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour : [...] *f*) régir l'acceptation, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, des transferts — notamment par voie de concession, de dévolution ou de tout autre **acte de cession** — jugés satisfaisants par le ministre de la Justice, de la gestion et de la maîtrise d'un immeuble par Sa Majesté de tout autre chef;
Problème	Dans la version française, le terme « cession » est inapproprié dans le contexte, à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression *conveyancing instrument* ne reflète pas le droit civil.
Solution	Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert ou de transport ». Pour le droit civil, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission du droit de propriété dans un immeuble, ce dont il est question dans le contexte. Le terme « cession » vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Le terme « transport » est ajouté à la version française pour la common law afin de mieux refléter la notion de *conveyance* exprimée dans la version anglaise. Dans la version anglaise, les termes *transfer act* sont ajoutés afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**16.** (2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour : [...] *f*) régir l'acceptation, au nom de Sa Majesté, des transferts — notamment par voie de concession, d'ordonnance de dévolution ou de tout autre **acte de transfert ou de transport** — jugés satisfaisants par le ministre de la Justice, de la gestion et de la maîtrise d'un immeuble ou d'un bien réel par Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	conveyancing instrument
Civil Law	transfer act
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations ... (*f*) respecting the acceptance, on behalf of Her Majesty, of transfers of administration and control satisfactory to the Minister of Justice of real property from Her Majesty in any right other than Canada, including such transfers made by grant, vesting order or other **conveyancing instrument**;
Problem	In the French version, the term *cession* is inappropriate for both civil law and common law. In the English version the term "conveyancing instrument" is inappropriate for civil law purposes.
Solution	In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert ou de transport*. For civil law purposes, it is more appropriate to use the word *transfert*, which deals with the transmission of the right of ownership in an immovable, which is the notion to be expressed in the context. In the French version, the term *cession* deals rather with the transmission of rights and obligations. In the French version, the term *transport* is added for common law purposes in order to more clearly reflect the notion of "conveyance" expressed in the English version. In the English version, the term "transfer act" is added in order to reflect the civil law.
Harmonized Provision	**16.** (2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations ... (*f*) respecting the acceptance, on behalf of Her Majesty, of transfers of administration and control satisfactory to the Minister of Justice of real property or immovables from Her Majesty in any right other than Canada, including any such transfer made by grant, concession, vesting order, other **conveyancing instrument or other transfer act**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	actes constitutifs d'hypothèque
Common law	actes de fiducie
Titre du texte législatif	*Loi sur Bell Canada*, L.C. 1987, ch. 19
Disposition	**14.** (1) Tout **acte de fiducie** créant des hypothèques, charges ou servitudes sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...]
Problème	Une incompatibilité avec une nouvelle règle de droit civil et un problème de désuétude terminologique sont causés par l'utilisation de l'expression « acte de fiducie » (*deed of trust*). Bien que les expressions « acte de fiducie » et *deed of trust* valent pour la common law dans le contexte, le concept correspondant pour l'application du droit civil est désormais celui de « hypothèque »/*hypothec*.
Solution	La formulation « dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque » (*in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs*) est ajoutée conformément à la nouvelle règle de droit civil. La précision relative au *Code civil du Québec* est nécessaire puisque ce concept existe aussi en common law, bien qu'il ne soit pas visé dans cette disposition.
Disposition harmonisée	**14.** (1) **Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque et, dans les autres provinces, les actes de fiducie** créant des hypothèques, charges ou grèvements, sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 62

Common Law	deed of trust
Civil Law	act constituting hypothecs
Title of the Legislative Text	*Bell Canada Act*, S.C. 1987, c.19
Provision	**14.** (1) Every **deed of trust** creating mortgages, charges or encumbrances on the whole or any part of the property of the Company ...
Problem	Incompatibility with a new principle of civil law and a problem of obsolete terminology are caused by the use of the term "deed of trust" / *acte de fiducie*. Although "deed of trust" / *acte de fiducie* are appropriate in common law in this context, the corresponding concept for civil law purposes is now "hypothec"/*hypothèque*.
Solution	The phrase "or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs" / *Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèques* is added to reflect the current civil law. Reference to the *Civil Code of Québec* is necessary here since the concept of a hypothec is also known to common law, but is not the notion intended here.
Harmonized Provision	**14.** (1) **A deed of trust** creating mortgages, charges or encumbrances — **or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs** — on the whole or any part of the property of the Company ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 62

Droit civil	action en responsabilité
Common law	action en responsabilité
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**10.** L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement de l'alinéa 3*a*), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une **action en responsabilité civile délictuelle** contre leur auteur ou ses représentants.
Problème	La terminologie de la common law est utilisée uniquement dans la version anglaise (*cause of action in tort*) alors que la terminologie utilisée dans la version française (« action en responsabilité civile délictuelle ») est désuète en droit civil.
Solution	Dans la version anglaise, l'expression *cause of action in tort* est remplacée par *cause of action for liability* et, dans la version française, l'expression « action en responsabilité civile délictuelle » est remplacée par « action en responsabilité », conformément à la nouvelle définition de « responsabilité »/*liability* prévue à l'article 2 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, tel que modifié par le paragraphe 34(2) de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4. Le concept de « responsabilité »/*liability* vaut pour les deux systèmes juridiques.
Disposition harmonisée	**10.** L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement des sous-alinéas 3*a*)(i) ou *b*)(i), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une **action en responsabilité** contre leur auteur, ses représentants personnels ou sa succession. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 40

Common Law	cause of action for liability
Civil Law	cause of action for liability
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act* , R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**10.** No proceedings lie against the Crown by virtue of paragraph 3(*a*) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would apart from the provisions of this Act have given rise to a **cause of action in tort** against that servant's personal representative.
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("cause of action in tort") and the terminology used in the French version (*action en responsabilité délictuelle*) has become obsolete in civil law.
Solution	In the English version, the term "cause of action in tort" is replaced by "cause of action for liability". In the French version, the term *action en responsabilité civile délictuelle* is replaced by *action en responsabilité*. This term is in accordance with the new definition of "liability"/*responsabilité* in section 2 of the *Crown Liability and Proceedings Act,* as amended by subsection 34(2) of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, S.C. 2001, c. 4. The concept of "liability"/*responsabilité* is appropriate for both legal traditions.
Harmonized Provision	**10.** No proceedings lie against the Crown by virtue of subparagraph 3(*a*)(i) or (*b*)(i) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would, apart from the provisions of this Act, have given rise to a **cause of action for liability** against that servant or the servant's personal representative or succession. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S. C. 2001, c. 4, s. 40

Droit civil	administrateur des biens de la compagnie
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**29.** (1) Seules les compagnies ont le droit de construire ou d'exploiter un pipeline. [...] (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies :
Problème	L'administration du bien d'autrui est un nouveau régime juridique introduit dans le *Code civil du Québec* en 1994 et ne se retrouve pas expressément à la disposition.
Solution	Étant donné l'objet de cette disposition, il y a lieu de créer le paragraphe 29(3.1), incluant le concept d'« administrateur des biens de la compagnie » dans la version française et de *administrator of the property of the company* dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**29.** (1) Seules les compagnies ont le droit de construire ou d'exploiter un pipeline. [...] (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies : [...] (3.1) Dans la province de Québec, est également assimilé à une compagnie **l'administrateur des biens de la compagnie** nommé par un tribunal compétent pour exercer les activités de la compagnie. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 102(2)

Common Law	n/a
Civil Law	administrator of the property of the company
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**29.** (1) No person, other than a company, shall construct or operate a pipeline. ... (3) For the purposes of this Act, ... is deemed to be a company.
Problem	The "administration of the property of others" is a new juridical regime introduced in the *Civil Code of Québec* in 1994 and is not expressly provided for in the provision.
Solution	Given the purpose of this provision, it was appropriate to create subsection 29(3.1) in order to include the concept of an "administrator of the property of the company" in the English version and an *administrateur des biens de la compagnie* in the French version.
Harmonized Provision	**29.** (1) No person, other than a company, shall construct or operate a pipeline. ... (3) For the purposes of this Act, ... is deemed to be a company. (3.1) In the Province of Quebec **the administrator of the property of the company** appointed by a court of competent jurisdiction to carry on the business of the company is also deemed to be the company. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 102(2)

Droit civil	appartenant
Common law	appartenant
Titre du texte législatif	*Loi sur le ministère des Anciens combattants*, L.R.C. (1985), ch. V-1
Disposition	**5.** (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : *a*) en ce qui concerne la gestion et le contrôle de tout hôpital, atelier, foyer, école ou autre établissement **possédé en propriété** ou utilisé par Sa Majesté, [...]
Problème	La possession et la propriété sont des concepts distincts. Le concept visé par cette disposition est celui de la propriété.
Solution	Dans la version française, les termes « possédé en propriété » sont remplacés par « appartenant » pour refléter l'utilisation du terme *owned* dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**5.** (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : *a*) en ce qui concerne la gestion et le contrôle de tout hôpital, atelier, foyer, école ou autre établissement **appartenant** à Sa Majesté ou utilisé par elle, [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 126(1)

Common Law	owned
Civil Law	owned
Title of the Legislative Text	*Department of Veterans Affairs Act*, R.S.C. (1985), c. V-1
Provision	**5.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable (*a*) for the control and management of any hospital, workshop, home, school or other institution, **owned**, acquired or used by Her Majesty ...
Problem	Possession and ownership are distinct concepts. The concept referred to in this provision is that of property.
Solution	In the French version, the term *possédé en propriété* is replaced by *appartenant* in order to reflect the use of the term "owned" in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **5.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable (*a*) for the control and management of any hospital, workshop, home, school or other institution, **owned**, acquired or used by Her Majesty ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 126(1)

Droit civil	avocat ou notaire
Common law	avocat
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition — ou de l'aliénation d'immeubles ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : [...] *c*) prendre envers des **conseillers juridiques** et accepter de leur part les engagements que nécessite ou que comporte incidemment, à son avis, la réalisation d'une opération immobilière, notamment quant à la remise d'actes et au versement du prix d'achat ou de toute autre somme d'argent.
Problème	La disposition actuelle ne reflète pas l'organisation particulière de la profession juridique au Québec, laquelle se divise entre avocats (*advocates*) et notaires (*notaries*) . Alors qu'au Québec, tant les avocats que les notaires sont autorisés à passer les actes dont il est question ici, dans les provinces de common law, seuls les avocats (*barristers and solicitors*) y sont autorisés.
Solution	Dans la version française, l'expression « conseillers juridiques » est remplacée par « avocats ou notaires de la province de Québec ou des avocats des autres provinces ». Dans la version anglaise, le terme *solicitors* est remplacé par *advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province*.
Disposition harmonisée	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la disposition d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : [...] *c*) prendre envers **des avocats ou notaires de la province de Québec ou des avocats des autres provinces** et accepter de leur part les engagements que nécessite ou que comporte incidemment, à son avis, la réalisation d'une opération relative à un immeuble ou à un bien réel, notamment quant à la délivrance d'actes et au versement du prix d'achat ou de toute autre somme d'argent. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	barrister or solicitor
Civil Law	advocate or notary
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty, ... (*c*) give and accept such **solicitors'** undertakings as are in the opinion of the Minister of Justice necessary for or incidental to the completion of a real property transaction, including **solicitors'** undertakings respecting the delivery of any instrument and the payment of any purchase price or other moneys.
Problem	The current provision does not reflect the organization of the legal profession in Quebec, which is composed of advocates (*avocats*) and notaries (*notaires*). Whereas both notaries and advocates in Quebec are authorized to make the undertakings mentioned in the section, only barristers and solicitors (*avocats*) in the common law provinces are so authorized.
Solution	In the French version of paragraph 15(1)(*c*) of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, the term *conseillers juridiques* is replaced by *avocats ou notaires de la province de Québec ou des avocats des autres provinces*. In the English version, the term "solicitors" is replaced by "from an advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province".
Harmonized Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property or immovable, on behalf of Her Majesty, ... (*c*) give and accept any undertakings from an **advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province** that are in the opinion of the Minister of Justice necessary for or incidental to the completion of a transaction concerning real property or immovables, including undertakings respecting the delivery of any instrument or act and the payment of any purchase price or other moneys. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	ayant cause
Common law	titulaire d'un intérêt
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art.10
Disposition	**12.** La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son **ayant droit** au titre du bail ou le **titulaire d'un droit** d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le locataire ou son **ayant droit**, du sous-locataire ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.
Problème	Un problème est causé par l'utilisation de la terminologie du droit civil uniquement dans la version française et l'utilisation de la terminologie de la common law uniquement dans la version anglaise. De plus, l'expression «ayant droit» est désormais désuète en droit civil.
Solution	Dans la version française, l'expression « ayant droit » est remplacée par « ayant cause » afin de respecter la terminologie utilisée dans le *Code civil du Québec*. Dans la version anglaise, le terme *successor* est ajouté pour refléter le droit civil. De plus, la formulation « le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail » est ajoutée comme équivalent en common law d'expression française à *person holding who holds an interest derived from such a lease*.
Disposition harmonisée	**12.** Le locataire d'un immeuble d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou **ayant cause** au titre du bail, le **titulaire d'un intérêt découlant de ce bail** ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est : *a*) en faveur de Sa Majesté; *b*) en faveur de la personne de qui provient le droit ou l'intérêt; *c*) en ce qui concerne le locataire ou son **ayant cause** ou le cesssionnaire ou le **titulaire de l'intérêt découlant du bail**, en faveur du sous-locataire de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	person who holds an interest
Civil Law	successor
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12.** A **person who holds** a lease of any real property from Her Majesty or **an interest derived from such a lease**, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of (*a*) Her Majesty; (*b*) any person through whom that interest or right was derived; or (*c*) in the case of a **person holding such a** lease or **interest**, any subtenant or licensee of that person.
Problem	Only civil law terminology is used in the French version and only common law terminology is used in the English version.
Solution	In the French version *ayant droit* is replaced by *ayant cause* in order to respect the terminology of the *Civil Code of Québec*. In the English version, the term "successor" is added for civil law purposes. Also, the phrase *titulaire d'un intérêt découlant de ce bail* is added as the equivalent in common law in French, to the phrase "person who holds an interest derived from such a lease".
Harmonized Provision	**12.** A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the **successor**, sublessee or assignee of such a lessee, a **person who holds an interest derived from such a lease** or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of (*a*) Her Majesty; (*b*) any person through whom that interest or right was derived; or (*c*) in the case of such a lessee, successor or assignee or **person holding such an interest**, any sublessee or licensee of that person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	ayants cause
Common law	ayants droit
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, **ayants droit**, bénéficiaires testamentaires ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.
Problème	Le *Code civil du Québec* utilise maintenant l'expression « ayant cause » en remplacement d'« ayant droit ». Dans la version anglaise, le terme *assigns* en est un de common law seulement.
Solution	Dans la version française, l'expression « ayants cause » est ajoutée. Dans la version anglaise, le terme *successor* est ajouté pour refléter la terminologie de droit civil. Les termes « ayants droit » /*assigns* sont toutefois conservés pour la common law.
Disposition harmonisée	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, **ayants droit ou ayants cause**, légataires ou légataires à titre particulier, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 22

Common Law	assigns
Civil Law	successors
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the heirs, **assigns**, devisees or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.
Problem	In the English version, the term assigns is known only to the common law. The *Civil Code of Quebec* now uses the term *ayant cause* as a replacement for *ayant droit*. The term "successor" is the translation for *ayant cause*.
Solution	In the English version, the term "successors" is added to reflect civil law terminology. In the French version, the term *ayants cause* is added as translation for "successors". The terms "assigns"/ *ayants droit* are kept for the common law.
Harmonized Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, **assigns or successors**, legatees or legatees by particular title, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 22

Droit civil	bail
Common law	bail
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**5.** (4) Les **droits de locataire** sur un immeuble fédéral situé au Canada peuvent aussi être concédés [...]
Problème	L'expression « droits de locataire » est inappropriée et l'expression *leasehold estate* [...] *granted by a lease* n'a aucune signification en droit civil.
Solution	Dans la version française, les termes « droits de locataire » sont remplacés par « bail », un terme approprié à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression *leasehold estate* est remplacée par *lease*, qui vaut tant pour le droit civil que pour la common law.
Disposition harmonisée	**5.** (4) Le **bail** d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral situé au Canada peut aussi être concédé [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par.15(3)

Common Law	lease
Civil Law	lease
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**5.** (4) A **leasehold estate** in federal real property within Canada may also be **granted by a lease** ....
Problem	The term *droits de locataire* is inappropriate and the term "leasehold estate, ..., granted by a lease" has no meaning in civil law.
Solution	In the French version, the term *droits de locataire* is replaced by the term *bail,* which is appropriate to both civil and common law. In the English version the term "leasehold estate" is replaced by the term "lease" which is applicable to both civil and common law.
Harmonized Provision	**5.** (4) A **lease** of federal real property or of a federal immovable within Canada may also be granted .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 15(3)

Droit civil	biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire
Common law	propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**3.** En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour : *a*) les délits civils commis par ses préposés; *b*) les manquements aux obligations liées à la **propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens**.
Problème	Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.
Solution	L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique par alinéas distincts. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3*a*)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (ss-al. 3*b*)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3*a*)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. L'équivalent de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouve au sous-alinéa 3*b*)(ii).
Disposition harmonisée	**3.** En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour : *a*) dans la province de Québec : (i) le dommage causé par la faute de ses préposés, (ii) le dommage causé par le fait des **biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire** ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres; *b*) dans les autres provinces : (i) les délits civils commis par ses préposés, (ii) les manquements aux obligations liées à la **propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

Common Law	ownership, occupation, possession or control of property
Civil Law	thing in the custody of or owned by
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**3.** The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (*a*) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (*b*) in respect of a breach of duty attaching to the **ownership, occupation, possession or control of property**.
Problem	Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.
Solution	Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province. For Quebec, subparagraph 3(*a*)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/ *délits civils* committed by its servants (subpar. 3(*b*)(ii)). In relation to liability concerning property, subparagraph 3(*a*)(ii) indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The equivalent of this clause for the common law provinces is found in subparagraph 3(*b*)(ii).
Harmonized Provision	**3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable (*a*) in the Province of Quebec, in respect of (i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or (ii) the damage resulting from the act of a **thing in the custody of or owned by** the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and (b) in any other province, in respect of (i) a tort committed by a servant of the Crown, or (ii) a breach of duty attaching to the **ownership, occupation, possession or control of property**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Droit civil	cause de préférence
Common law	privilège
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**14.** La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser les actions réelles visant des demandes contre l'État, non plus que la saisie, détention ou vente d'un navire, d'un aéronef, d'une cargaison ou d'autres biens appartenant à l'État, ni de conférer à quiconque un **privilège** sur un tel bien.
Problème	Le terme « privilège » utilisé dans la version française, qui rend bien le concept de common law de *lien*, est désuet en droit civil. Les privilèges ont été abolis et certains ont été remplacés par les notions de priorité ou d'hypothèque qui sont les causes de préférences reconnues en droit civil. La paire de termes « privilège »/*lien* constitue la terminologie appropriée pour la common law, alors que « cause de préférence » / *cause of preference* constitue celle appropriée pour le droit civil.
Solution	Dans la version française, la phraséologie « ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard » est ajoutée. Dans la version anglaise, la phraséologie *or cause of preference on or in respect of* est ajoutée.
Disposition harmonisée	**14.** La présente loi n'a pas pour effet : *a*) d'autoriser les actions réelles visant des demandes contre l'État; *b*) d'autoriser la saisie, détention ou vente d'un navire, d'un aéronef, d'une cargaison ou d'autres biens appartenant à l'État; *c*) de conférer à quiconque un **privilège** sur un navire, un aéronef, une cargaison ou un autre bien appartenant à l'État, **ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 42

Common Law	lien
Civil Law	cause of preference
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**14.** Nothing in this Act authorizes proceedings *in rem* in respect of any claim against the Crown, or the arrest, detention or sale of any Crown ship or aircraft, or of any cargo or other property belonging to the Crown, or gives to any person any **lien** on any such ship, aircraft, cargo or other property.
Problem	The term *privilège* used in the French version as the corresponding term for the common law term "lien" is obsolete in civil law. Privileges were abolished and some of them replaced with the notions of "prior claim" and "hypothec", which are causes of preference recognized in civil law. The appropriate terminology in common law is "lien"/ *privilège*. For civil law, "cause of preference" / *cause de préférence* is the appropriate term.
Solution	In the French version, the phrase *ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard* is added. In the English version, the phrase "or cause of preference on or in respect of" is added.
Harmonized Provision	**14.** Nothing in this Act (*a*) authorizes proceedings *in rem* in respect of any claim against the Crown; (*b*) authorizes the arrest, detention or sale of any Crown ship or aircraft, or of any cargo or other property belonging to the Crown; or (*c*) gives to any person any **lien** on, **or cause of preference on or in respect of**, any ship, aircraft, cargo or other property belonging to the Crown. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 42

Droit civil	cautionnement
Common law	cautionnement
Titre du texte législatif	*Loi sur les semences*, L.R.C. (1985), ch. S-8
Disposition	**4.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement [...] *h*.5) prévoir les cas où, sous le régime de la présente loi, les semences doivent être transportées et entreposées dès leur importation, de même que les conditions de ce transport et de cet entreposage, y compris la fourniture d'une **caution**;
Problème	Dans la version anglaise, seule la terminologie de common law (*bond*) est utilisée. De plus, dans la version française, le terme « caution » est inapproprié, celui-ci désignant la personne qui s'engage envers le créancier en cas de défaut du débiteur et non le contrat de cautionnement qui est visé à cette disposition.
Solution	Dans la version française, le terme « caution » est remplacé par « cautionnement », qui vaut à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, le terme *suretyship* est ajouté pour les fins du droit civil.
Disposition harmonisée	**4.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement [...] *h*.5) prévoir les cas où, sous le régime de la présente loi, les semences doivent être transportées et entreposées dès leur importation, de même que les conditions de ce transport et de cet entreposage, y compris la fourniture d'un **cautionnement**; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 117

Common Law	bond
Civil Law	suretyship
Title of the Legislative Text	*Seeds Act*, R.S.C. (1985), c. S-8
Provision	**4.** (1) The Governor in Council may make regulations ... (*h*.5) determining the cases in which and the conditions, including provision of a **bond**, under which seeds shall, for the purposes of this Act, be transported and stored on importation;
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("bond"). In addition, in the French version, the term *caution* is inappropriate. *Caution* refers to the person who undertakes, in favour of the creditor, to honour the debtor's obligations when the debtor fails to do so, and not to the contract of *cautionnement* envisioned by this provision.
Solution	In the French version, the term *caution* is replaced by *cautionnement*, which is appropriate for both common law and civil law. In the English version, the term "suretyship" is added for civil law purposes.
Harmonized Provision	**4.** (1) The Governor in Council may make regulations ... (*h*.5) determining the cases in which and the conditions, including provision of a **bond or suretyship**, under which seeds shall, for the purposes of this Act, be transported and stored on importation; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, S.C. 2001, c. 4, s. 117

Droit civil	cession
Common law	cession
Titre du texte législatif	*Loi sur Bell Canada*, L.C. 1987, ch. 19
Disposition	**14.** (1) Tout acte de fiducie créant des hypothèques, charges ou servitudes sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie, présents ou futurs, qui peuvent y être désignés **et tout transport de cet acte** ou tout autre instrument affectant de quelque manière que ce soit [...]
Problème	Le terme « transport » est inapproprié pour désigner la transmission de droit tant en ce qui a trait aux actes constitutifs d'hypothèque (droit civil) qu'aux actes de fiducie (common law).
Solution	Le terme approprié pour désigner la transmission de droit, tant en droit civil qu'en common law, est « cession ». L'expression « et tout transport de cet acte » est remplacée par « les actes de cession » dans la version française.
Disposition harmonisée	**14.** (1) Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque et, dans les autres provinces, les actes de fiducie créant des hypothèques, charges ou grèvements, sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie, présents ou futurs, qui peuvent y être désignés, **les actes de cession** et les autres actes ou instruments affectant de quelque manière que ce soit [...] *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 62

Common Law	assignment
Civil Law	assignment
Title of the Legislative Text	*Bell Canada Act*, S.C. 1987, c. 19
Provision	**14.** (1) Every deed of trust creating mortgages, charges or encumbrances on the whole or any part of the property of the Company, present or future, as may be described therein and every **assignment** or other instrument in any way affecting ....
Problem	The term *transport* used in the French version does not appropriately denote the assignment of rights referred to in the English version, regarding either deeds of trust creating mortgages (common law) or acts constituting hypothecs (civil law).
Solution	The appropriate term to refer to the assignment of rights is *cession* for both common and civil law. The phrase *et tout transport de cet acte* is replaced by *les actes de cession* in the French version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **14.** (1) A deed of trust creating mortgages, charges or encumbrances— or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs—on the whole or any part of the property of the Company, present or future, as may be described in the deed or act and an **assignment** or other instrument or act in any way affecting .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 62

Droit civil	cessionnaire
Common law	cessionnaire
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**12.** La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, […]
Problème	Compte tenu de la portée et du contexte de la disposition, il est opportun d'ajouter le concept de « cession »/*assignment*.
Solution	Dans la version française, le terme « cessionnaire » est ajouté. Dans la version anglaise, l'expression *assignee of such a lessee* est ajoutée. Ces changements visent à faire en sorte que la terminologie appropriée du droit civil et de la common law en matière de location et de sous-location soit utilisée.
Disposition harmonisée	**12.** Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son **cessionnaire**, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est : *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	assignee
Civil Law	assignee
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12.** A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of ....
Problem	Given the scope and the context of this provision, it is preferable to add the concept of "assignment"/*cession*.
Solution	In the French version, the term *cessionnaire* is added. In the English version, the term "assignee of such a lessee" is added. These amendments are made in order to use appropriate common law and civil law terminology in matters of lease and sublease.
Harmonized Provision	**12.** A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or **assignee of such a lessee**, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	charge
Common law	charge
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**111.** *b*) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés de privilèges ou de sûretés.
Problème	Il y a disparité de contenu entre les versions linguistiques. Le terme *charge* n'est utilisé que dans la version anglaise. Ce concept, bien que compris en droit civil, est superflu dans le contexte de cette disposition. Il est cependant nécessaire pour l'auditoire de la common law.
Solution	Dans la version française, le terme « charge » est ajouté pour l'auditoire de la common law afin de refléter le concept de *charge* utilisé dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**111.** *b*) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés d'hypothèques, de privilèges, de **charges** ou d'autres sûretés par la compagnie. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 105

Common Law	charge
Civil Law	charge
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**111.** (*b*) subject to the provisions of this Act, the company may create any lien, mortgage, **charge** or other security on the pipeline or on that part of it.
Problem	There is a disparity between linguistic versions. The notion of "charge" only appears in the English version. This concept, although understood in civil law, is superfluous in the context of this provision. It is, however, necessary for a common law audience.
Solution	In the French version, the word *charges* is added to better reflect the common law concept of "charge" used in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **111.** (*b*) subject to the provisions of this Act, the company may create a lien, mortgage, **charge** or other security, or the company may constitute a hypothec, on the pipeline or on that part of it. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s.105

Droit civil	charge
Common law	charge
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**75.** Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, un acte, transport, transfert, contrat de vente, **privilège** ou hypothèque, consenti à un acheteur ou à un créancier hypothécaire de bonne foi, ou consenti en sa faveur, pour contrepartie valable et suffisante, et couvrant des biens immeubles visés par une ordonnance de séquestre ou une cession en vertu de la présente loi, est valable et efficace selon sa teneur et selon les lois de la province dans laquelle ces biens sont situés, aussi pleinement et efficacement, et pour toutes fins et intentions, que si aucune ordonnance de séquestre n'avait été rendue ou cession faite en vertu de la présente loi, à moins que l'ordonnance de séquestre, la cession, ou un avis de cette ordonnance ou de cette cession, ou un avis, n'ait été enregistré contre les biens au bureau approprié, antérieurement à l'enregistrement de l'acte, du transport, transfert, contrat de vente, **privilège** ou de l'hypothèque, conformément aux lois de la province où sont situés les biens.
Problème	En droit civil, la notion de « privilège »/*privilege* a été abolie et certains privilèges ont été remplacés par des priorités ou des hypothèques. Dans le contexte du présent article, le terme « hypothèque » et son équivalent anglais *hypothec*, déjà utilisés, sont suffisants pour le droit civil. Le terme « privilège », dans la version française de la common law, peut être retiré car cette notion est couverte par le terme « charge ». D'ailleurs, la notion de *lien*, qui traduit le « privilège » de la common law, ne se retrouve pas dans la version anglaise. Bien qu'ils soient utilisés avant tout pour l'auditoire de la common law, les termes « charge » et *charge* ont aussi un sens pour l'auditoire du droit civil.
Solution	Dans la version française, le terme « privilège » est supprimé et le terme « charge » est ajouté comme correspondant au terme *charge* qui se retrouve dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**75.** Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, un acte, transport, transfert, contrat de vente, **charge** ou hypothèque, consenti à un acheteur ou à un créancier hypothécaire de bonne foi, ou consenti en sa faveur, pour contrepartie valable et suffisante et couvrant des biens immeubles visés par une ordonnance de séquestre ou une cession en vertu de la présente loi, est valable et efficace selon sa teneur et selon les lois de la province dans laquelle ces biens sont situés, aussi pleinement et efficacement, et pour toutes fins et intentions, que si aucune ordonnance de séquestre n'avait été rendue ou cession faite en vertu de la présente loi, à moins que l'ordonnance de séquestre, la cession, ou un avis de cette ordonnance ou de cette cession, ou un avis, n'ait été enregistré contre les biens au bureau approprié, antérieurement à l'enregistrement de l'acte, du transport, du transfert, du contrat de vente, de la **charge** ou de l'hypothèque, conformément aux lois de la province où sont situés les biens. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 28

Common Law	charge
Civil Law	charge
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**75.** Notwithstanding anything in this Act, a deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec made to or in favour of a *bona fide* purchaser or mortgagee for adequate valuable consideration and covering any real property affected by a receiving order or an assignment under this Act is valid and effectual according to the tenor thereof and according to the laws of the province in which the property is situated as fully and effectually and to all intents and purposes as if no receiving order or assignment had been made under this Act, unless the receiving order or assignment or notice thereof, or caution, has been registered against the property in the proper office prior to the registration of the deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec in accordance with the laws of the province in which the property is situated.
Problem	In civil law, the notion of "privilege"/*privilège* has been abolished and some "privileges"/*privilèges* have been replaced by prior claims or hypothecs. In the context of the present section, the term "hypothec" and its French equivalent *hypothèque*, already used, are sufficient for civil law purposes. The term *privilège*, as it is understood in common law in French, can be deleted since the notion is already covered by the term *charge*. Moreover, the notion of "lien", which would normally be used to translate *privilège* for common law purposes, does not appear in the English version. Although used primarily for a common law audience, the term "charge"/*charge* also has meaning in civil law.
Solution	In the French version, the term *privilège* is deleted and the term *charge* is added to correspond to the term "charge" found in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **75.** Notwithstanding anything in this Act, a deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec made to or in favour of a *bona fide* purchaser or mortgagee for adequate valuable consideration and covering any real property affected by a receiving order or an assignment under this Act is valid and effectual according to the tenor thereof and according to the laws of the province in which the property is situated as fully and effectually and to all intents and purposes as if no receiving order or assignment had been made under this Act, unless the receiving order or assignment or notice thereof, or caution, has been registered against the property in the proper office prior to the registration of the deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec in accordance with the laws of the province in which the property is situated. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 28

Droit civil	concéder
Common law	concéder
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**10.** Sa Majesté peut se **concéder** des immeubles fédéraux.
Problème	Le terme *grant* ne reflète pas le droit civil d'expression anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *concede* est ajouté pour refléter le droit civil. Aucun changement à la version française n'est nécessaire puisqu'en droit civil et en common law, le terme « concéder » reflète ces deux réalités.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **10.** Sa Majesté peut se **concéder** des immeubles fédéraux et des biens réels fédéraux. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	grant
Civil Law	concede
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**10.** Her Majesty may **grant** federal real property to Herself.
Problem	The term "grant" does not reflect the civil law in English.
Solution	In the English version, the term "concede" is added to reflect the civil law. No change to the French version is necessary as the term *concéder* reflects both the civil and common law.
Harmonized Provision	**10.** Her Majesty may **grant** federal real property **and concede** federal immovables to Herself. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	concession
Common law	concession
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**11.** (2) La **concession**, la dévolution ou tout autre acte de cession à Sa Majesté du chef du Canada d'un immeuble qui appartient à Sa Majesté de tout autre chef est, lors de son acceptation, un transfert de la gestion et de la maîtrise de l'immeuble.
Problème	Le terme *grant* est inapproprié en droit civil d'expression anglaise dans ce contexte.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *concession* est ajouté pour refléter le droit civil. Cependant, le terme *grant* est conservé pour l'auditoire de la common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **11.** (2) La **concession**, l'ordonnance de dévolution ou tout autre acte de transfert ou de transport à Sa Majesté d'un immeuble ou d'un bien réel qui appartient à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada est, lors de son acceptation, un transfert de la gestion et de la maîtrise du bien. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	grant
Civil Law	concession
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**11.** (2) A **grant**, vesting order or other conveyancing instrument in favour of Her Majesty in respect of any real property belonging to Her Majesty in any right other than Canada results, on its acceptance, in Her Majesty having administration and control of the property.
Problem	The term "grant" is not appropriate in civil law in English in this context.
Solution	In the English version, the term "concession" is added to reflect the civil law in English. However, the term "grant" is maintained for a common law audience.
Harmonized Provision	**11.** (2) A **grant**, **concession**, vesting order or other conveyancing instrument or transfer act in favour of Her Majesty in respect of any real property or immovable belonging to Her Majesty in any right other than Canada results, on its acceptance, in Her Majesty having administration and control of the property. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	concessionnaire
Common law	concessionnaire
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**22.** (1)*d*) lorsque l'immeuble n'est plus en la **possession du détenteur** initial ou a fait l'objet d'améliorations avant que l'erreur ne soit découverte, ou lorsque la concession initiale était une concession à titre gratuit, ordonner la concession d'un nouvel immeuble fédéral qu'il estime juste et équitable dans les circonstances au **détenteur** initial.
Problème	L'utilisation des termes « possession du détenteur » dans la version française est inappropriée puisqu'ils ne correspondent pas en droit civil au concept de *holder* retrouvé dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, le terme « détenteur » est remplacé par « concessionnaire ». La phraséologie « n'est plus en la possession du détenteur initial » est remplacée par « le bien a été transféré du concessionnaire initial ou par celui-ci ». La terminologie du droit civil est ainsi reflétée.
Disposition harmonisée	**22.** (1)*d*) lorsque le bien a été transféré du **concessionnaire** initial ou par celui-ci avant que l'erreur ne soit découverte ou lorsqu'il a fait l'objet d'améliorations avant cette découverte, ou lorsque la concession initiale était une concession à titre gratuit, ordonner la concession d'un nouvel immeuble fédéral ou d'un nouveau bien réel fédéral qu'il estime équitable dans les circonstances au **concessionnaire** initial. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 24

Common Law	holder
Civil Law	holder
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**22.** (1)(*d*) where the property has passed from the original **holder** or has been improved before the discovery of the error, or where an original Crown grant was a free grant, order a new grant of such federal real property as the Governor in Council considers just and equitable to be made to the original **holder**.
Problem	The use of the term *possession du détenteur* in the French version is inappropriate, since it does not correspond to the term "holder" found in the English version.
Solution	In the French version, the term *détenteur* is replaced by *concessionnaire*. The phrase *n'est plus en la possession du détenteur initial* is replaced by the phrase *le bien a été transféré du concessionnaire initial ou par celui-ci*. Civil law terminology is used to reflect civil law in the provision.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **22.** (1)(*d*) where the property was transferred by or from the original **holder** or has been improved before the discovery of the error, or where an original Crown grant was a free grant, order a new grant of any federal real property, or a new concession of any federal immovable, that the Governor in Council considers just and equitable to be made to the original **holder**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 24

Droit civil	concessions
Common law	concessions
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**CONCESSIONS** **5.** [...]
Problème	Seule la terminologie de la common law (*grants and instruments*) est utilisée dans la version anglaise de l'intertitre.
Solution	Dans l'intertitre de la version anglaise, le terme *instruments* est remplacé par *concessions* pour les fins du droit civil. En droit civil d'expression anglaise, le terme *concession* est utilisé s'il s'agit de la concession de terres du domaine public, comme il en est le cas à l'article 5 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **CONCESSIONS** **5.** [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 14

Common Law	grants
Civil Law	concessions
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**GRANTS** AND **INSTRUMENTS** **5.** ....
Problem	Only common law terminology (grants and instruments) is used in the heading of the English version.
Solution	In the heading of the English version, the term "instruments" is replaced by "concessions" for civil law purposes. In civil law in English, the term "concession" is used when referring to the concession of lands of the public domain, as provided by section 5 of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*.
Harmonized Provision	**GRANTS** AND **CONCESSIONS** **5.** .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 14

Droit civil	contravention (droit pénal)
Common law	contravention (droit pénal)
Titre du texte législatif	*Loi sur l'aéronautique*, L.R.C. (1985), ch. A-2
Disposition	**5.7** (1) Dans le cas d'un bien-fonds ou d'éléments qui s'y trouvent, utilisés ou détenus en violation d'un règlement de zonage, le ministre peut, par avis écrit, informer leur propriétaire ou locataire que si, [...] il n'y a pas cessation définitive de l'**usage délictuel** [...] il a l'intention d'entrer sur le bien-fonds et de prendre les mesures justifiables en la circonstance pour faire cesser cet **usage** [...]
Problème	L'expression « usage délictuel » est utilisée pour décrire le non-respect d'un règlement de zonage et n'a rien à voir avec la notion de délit ou de quasi-délit du *Code civil du Bas-Canada* ou avec le « délit » (*tort*) de la common law. Le terme « contravention » correspond à l'expression *contravening use*, qui est une notion utilisée en droit pénal. Il ne s'agit donc pas d'une notion de droit privé.
Solution	Dans la version française, l'expression « usage délictuel » est remplacée par « contravention ».
Disposition harmonisée	**5.7** (1) Dans le cas d'un bien-fonds ou d'éléments s'y trouvant qui sont utilisés ou détenus en violation d'un règlement de zonage, le ministre peut, par avis écrit, informer leur propriétaire ou locataire que si, [...] il n'y a pas cessation définitive de la **contravention** [...] il a l'intention d'entrer sur le bien-fonds et de prendre les mesures justifiables en la circonstance pour faire cesser cette **contravention** [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 54

Common Law	contravening use (penal law)
Civil Law	contravening use (penal law)
Title of the Legislative Text	*Aeronautics Act*, R.S.C. (1985), c. A-2
Provision	**5.7** (1) The Minister may by notice in writing to an owner or lessee who ... (*b*) has a building, structure or object on any lands, in contravention of a zoning regulation, advise the owner or lessee that unless ... the **contravening use** is permanently discontinued ... the Minister intends to enter on the lands and take such steps as may be reasonably necessary to prevent the continuation of the **contravening use**....
Problem	The term *usage délictuel* is used to describe the contravention of a zoning regulation and has nothing to do with the notion of *délit* or *quasi-délit* of the *Civil Code of Lower Canada* or with the common law notion of "tort" (*délit*). The term *contravention* corresponds to the term "contravening use", which is used in penal law. This is not a private law notion.
Solution	In the French version, the term *usage délictuel* is replaced by the term *contravention*.
Harmonized Provision	(Amendment to the French version only) **5.7** (1) The Minister may by notice in writing to an owner or lessee who ... (*b*) has a building, structure or object on any lands, in contravention of a zoning regulation, advise the owner or lessee that unless ... the **contravening use** is permanently discontinued ... the Minister intends to enter on the lands and take such steps as may be reasonably necessary to prevent the continuation of the **contravening use**.... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 54

Droit civil	copropriété
Common law	copropriété
Titre du texte législatif	*Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)
Disposition	**248.** (21)*c*) les subdivisions d'un bâtiment ou les lotissements d'une parcelle de fonds de terre effectués dans le cadre d'un partage ou en vue d'un partage et qui sont la **propriété conjointe** des mêmes personnes qui étaient copropriétaires du bâtiment ou de la parcelle de fonds de terre, ou de leurs cessionnaires, sont considérés comme un seul bien;
Problème	Le concept de « propriété conjointe » / *joint ownership* est propre à la common law en ce qu'il réfère habituellement au concept de « tenance conjointe » qui n'existe pas en droit civil.
Solution	Dans la version française, les termes « propriété conjointe » sont remplacés par « copropriété ». Dans la version anglaise, les termes *jointly owned* sont remplacés par *co-owned*. Le concept de « copropriété »/*co-ownership* est neutre et vaut pour les deux systèmes juridiques. Il est assez large pour englober les notions de « tenance conjointe » et de « tenance commune » en common law.
Disposition harmonisée	**248.** (21)*c*) les subdivisions d'un bâtiment ou les lotissements d'une parcelle de fonds de terre effectués dans le cadre d'un partage ou en vue d'un partage et qui sont la **copropriété** des mêmes personnes qui étaient copropriétaires du bâtiment ou de la parcelle de fonds de terre, ou de leurs cessionnaires, sont considérés comme un seul bien; *Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu*, L.C. 2001, ch. 17, par. 230(5)

Common Law	co-ownership
Civil Law	co-ownership
Title of the Legislative Text	*Income Tax Act*, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)
Provision	**248.** (21)(*c*) subdivisions of a building or of a parcel of land that are established in the course of, or in contemplation of, a partition and that are **jointly owned** by the same persons who **jointly owned** the building or the parcel of land, or by their assignee, shall be regarded as one property, and ...
Problem	The concept of "joint ownership" / *propriété conjointe* is unique to common law as it usually refers to the concept of "joint tenancy", which does not exist in civil law.
Solution	In the French version, the term *propriété conjointe* is replaced by *copropriété*. In the English version, the term "jointly owned" is replaced by "co-owned". The concept of "co-ownership"/*copropriété* is neutral and appropriate for both legal systems. It is also broad enough to include both the common law concepts of "joint tenancy" and "tenancy in common".
Harmonized Provision	**248.** (21)(*c*) subdivisions of a building or of a parcel of land that are established in the course of, or in contemplation of, a partition and that are **co-owned** by the same persons who **co-owned** the building or the parcel of land, or by their assignee, shall be regarded as one property, and ... *Income Tax Amendments Act, 2000*, S.C. 2001, c. 17, s. 230(5)

Droit civil	copropriété divise
Common law	condominium
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (7) Lorsque l'achat, la location ou toute autre forme d'acquisition d'un immeuble en **copropriété divise**, d'un immeuble d'une coopérative ou d'un immeuble de nature semblable est autorisé sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition [...]
Problème	Seule la terminologie du droit civil (« copropriété divise ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (*condominium*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Le terme « condominium » est ajouté à la version française pour refléter la common law et les termes *divided co-ownership* sont ajoutés à la version anglaise pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**16.** (7) Lorsque l'acquisition ou la location d'un immeuble en **copropriété divise**, d'un bien réel en **condominium**, d'un immeuble ou d'un bien réel d'une coopérative ou d'un immeuble ou d'un bien réel de nature semblable est autorisée sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(2)

Common Law	condominium
Civil Law	divided co-ownership
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (7) Where a purchase, lease or other acquisition of real property in a **condominium** project, co-operative project or similar project is authorized under this Act, that authorization also constitutes the authority for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant condominium corporation, co-operative corporation ....
Problem	Only civil law terminology (*copropriété divise*) is used in the French version and only common law terminology ("condominium") is used in the English version.
Solution	The term *condominium* is added to the French version for common law purposes and the term "divided co-ownership" is added to the English version for civil law purposes.
Harmonized Provision	**16.** (7) Where an acquisition or a lease is authorized under this Act in relation to (*a*) real property in a **condominium** project or an immovable under **divided co-ownership**, (*b*) real property or an immovable in a co-operative project, or (*c*) real property or an immovable in any similar project, that authorization also constitutes the authorization for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant condominium corporation, syndicate of co-owners, co-operative corporation .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s.18(2)

Droit civil	créance garantie
Common law	créance garantie
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**136.** (1) [...] les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant : [...] *e*) les taxes municipales établies ou perçues à l'encontre du failli dans les deux années précédant sa faillite et qui ne constituent pas **un droit ou charge privilégié** sur les biens immeubles du failli, mais ne dépassant pas la valeur de l'intérêt du failli dans les biens à l'égard desquels ont été imposées les taxes telles qu'elles ont été déclarées par le syndic;
Problème	Un problème de désuétude terminologique en droit civil est causé par l'expression « charge privilégiée ». En droit civil, la notion de privilège a été abolie. Eu égard aux taxes municipales grevant des immeubles, le privilège a été remplacé par la créance prioritaire constitutive de droit réel. De plus, le terme *lien*, dans la version anglaise, n'a de sens qu'en common law.
Solution	Les termes appropriés sont « priorité constitutive de droit réel » / *prior claim constituting a real right* et « privilège »/*lien* pour la common law. Cependant, les détenteurs de ces droits sont visés par la définition de « créancier garanti » (*secured creditor*) du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, telle que modifiée par la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*. Pour cette raison, les termes « droit ou charge privilégié » / *preferential lien or charge* sont remplacés par « créance garantie » / *secured claim*.
Disposition harmonisée	**136.** (1) [...] les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant : [...] *e*) les taxes municipales établies ou perçues à l'encontre du failli dans les deux années précédant sa faillite et qui ne constituent pas une **créance garantie** sur les immeubles ou les biens réels du failli, mais ne dépassant pas la valeur de l'intérêt du failli dans les biens à l'égard desquels ont été imposées les taxes telles qu'elles ont été déclarées par le syndic; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 31

Common Law	secured claim
Civil Law	secured claim
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**136.** (1) ... the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows: ... (*e*) municipal taxes assessed or levied against the bankrupt, within the two years immediately preceding his bankruptcy, that do not constitute a **preferential lien or charge** against the real property of the bankrupt, but not exceeding the value of the interest of the bankrupt in the property in respect of which the taxes were imposed as declared by the trustee;
Problem	A problem of obsolete terminology in civil law is caused by the term *charge privilégiée*. In civil law, the notion of privilege has been abolished. The municipal tax privilege on immovables has been replaced with the notion of a prior claim that constitutes a real right. Furthermore, the term "lien" in the English version has meaning only in common law.
Solution	The appropriate terms would be "prior claim constituting a real right" / *priorité constitutive de droit réel* for civil law and "lien"/*privilège* for common law. However, the holders of these rights are included in the definition of "secured creditor" (*créancier garanti*) in subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as amended by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*. Therefore, the phrase "preferential lien or charge"/ *droit ou charge privilégié* is replaced by "secured claim" / *créance garantie*.
Harmonized Provision	**136.** (1) ... the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows: ... (*e*) municipal taxes assessed or levied against the bankrupt, within the two years immediately preceding the bankruptcy, that do not constitute a **secured claim** against the real property or immovables of the bankrupt, but not exceeding the value of the interest of the bankrupt in the property in respect of which the taxes were imposed as declared by the trustee; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 31

Droit civil	créance hypothécaire
Common law	créance hypothécaire
Titre du texte législatif	*Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5e supp.)
Disposition	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) une **hypothèque** (à l'exclusion d'une **hypothèque** garantie en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*), ou un droit sur une **hypothèque** [...]
Problème	Seule la terminologie de la common law (*mortgage*) est utilisée dans la version anglaise. De plus, puisque cette disposition vise plutôt la créance qui est garantie par hypothèque ou *mortgage* plutôt que l'hypothèque elle-même, l'expression correspondante pour le droit civil est « créance hypothécaire ». Le terme « hypothèque » utilisé dans la version française n'est donc pas suffisamment précis.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *hypothecary claim* est ajouté pour refléter le droit civil. Dans la version française, le terme « hypothèque » est remplacé par « créance hypothécaire ».
Disposition harmonisée	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) une **créance hypothécaire** (à l'exclusion d'une **créance hypothécaire** garantie en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* [...]), ou un droit sur une **telle créance** [...] *Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu*, L.C. 2001, ch. 17, par. 224(3)

Common Law	mortgage
Civil Law	hypothecary claim
Title of the Legislative Text	*Income Tax Act*, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)
Provision	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) a **mortgage** (other than a **mortgage** insured under the *National Housing Act*), or an interest therein ...
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("mortgage"). Since the provision is directed at the claim which is guaranteed by a mortgage or *hypothèque* rather than the mortgage or *hypothèque* itself, the corresponding civil law term is "hypothecary claim". In the French version, *hypothèque* is therefore not sufficiently precise.
Solution	In the English version, the term "hypothecary claim" is added to reflect civil law. In the French version, the term *hypothèque* is replaced by *créance hypothécaire*.
Harmonized Provision	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) a **mortgage or hypothecary claim** (other than a **mortgage or hypothecary claim** insured under the *National Housing Act* ...), or an interest therein .... *Income Tax Amendments Act, 2000*, S.C. 2001, c. 17, s. 224(3)

Droit civil	créance liquide
Common law	créance liquide
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**31.** (2) Dans une instance visant l'État devant le tribunal et dont le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dont les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, les intérêts avant jugement sont calculés au taux que le tribunal estime raisonnable dans les circonstances et : *a*) s'il s'agit d'une **créance d'une somme déterminée**, depuis la ou les dates du ou des faits générateurs jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement; *b*) si la **somme n'est pas déterminée**, depuis la date à laquelle le créancier a avisé par écrit l'État de sa demande jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement.
Problème	Dans la version française, les termes « somme déterminée » et « somme n'est pas déterminée » sont imprécis. La terminologie consacrée, en droit civil et en common law d'expression française, est « créance liquide ».
Solution	Dans la version française, les termes « somme déterminée » et « somme n'est pas déterminée » sont respectivement remplacés par les termes « liquide » et « créance n'est pas liquide ». Aucun changement n'est requis à la version anglaise.
Disposition harmonisée	**31.** (2) Dans une instance visant l'État devant le tribunal et dont le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dont les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, les intérêts avant jugement sont calculés au taux que le tribunal estime raisonnable dans les circonstances et : *a*) s'il s'agit d'une **créance liquide**, depuis la ou les dates du ou des faits générateurs jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement; *b*) si la **créance n'est pas liquide**, depuis la date à laquelle le créancier a avisé par écrit l'État de sa demande jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 51(1)

Common Law	liquidated claim
Civil Law	liquidated claim
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**31.** (2) A person who is entitled to an order for the payment of money in respect of a cause of action against the Crown arising outside any province or in respect of causes of action against the Crown arising in more than one province is entitled to claim and have included in the order an award of interest thereon at such rate as the court considers reasonable in the circumstances, calculated (*a*) where the order is made on a **liquidated claim**, from the date or dates the cause of action or causes of action arose to the date of the order; or (*b*) where the order is made on an **unliquidated claim**, from the date the person entitled gave notice in writing of the claim to the Crown to the date of the order.
Problem	The use in the French version of the terms *somme déterminée* and *somme n'est pas déterminée* is imprecise. The accepted terminology for both civil and common law in French is *créance liquide*.
Solution	In the French version, the terms *somme déterminée* and *somme n'est pas déterminée* are respectively replaced by the terms *liquide* and *créance n'est pas liquide*. No change is required to the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **31.** (2) A person who is entitled to an order for the payment of money in respect of a cause of action against the Crown arising outside any province or in respect of causes of action against the Crown arising in more than one province is entitled to claim and have included in the order an award of interest thereon at such rate as the court considers reasonable in the circumstances, calculated (*a*) where the order is made on a **liquidated claim**, from the date or dates the cause of action or causes of action arose to the date of the order; or (*b*) where the order is made on an **unliquidated claim**, from the date the person entitled gave notice in writing of the claim to the Crown to the date of the order. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 51(1)

Droit civil	créancier hypothécaire
Common law	créancier hypothécaire
Titre du texte législatif	*Loi sur les syndicats ouvriers*, L.R.C. (1985), ch. T-14
Disposition	**15.** (2) Nul acquéreur, cessionnaire, **créancier hypothécaire** ou locataire, n'est tenu de demander aux administrateurs justification de leur pouvoir de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou de louer l'immeuble, et la quittance de ces administrateurs vaut décharge des deniers en provenant.
Problème	Seule la terminologie de la common law (*mortgagee*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, l'expression *hypothecary creditor* est ajoutée pour refléter le droit civil. Aucune modification n'est nécessaire à la version française puisque l'expression « créancier hypothécaire » vaut pour les deux systèmes de droit.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **15.** (2) Nul acquéreur, cessionnaire, **créancier hypothécaire** ou locataire, n'est tenu de demander aux administrateurs justification de leur pouvoir de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou de louer l'immeuble, et la quittance de ces administrateurs vaut décharge des deniers en provenant. *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 125

Common Law	mortgagee
Civil Law	hypothecary creditor
Title of the Legislative Text	*Trade Unions Act*, R.S.C. (1985), c. T-14
Provision	**15.** (2) No purchaser, assignee, **mortgagee** or tenant is bound to inquire whether the trustees of a trade union registered under this Act have authority for any sale, exchange, mortgage or letting, and the receipt of the trustees is a discharge for the money arising therefrom.
Problem	Only common law terminology ("mortgagee") is used in the English version.
Solution	The term "hypothecary creditor" is added to the English version to reflect civil law. No change is necessary to the French version, since the term *créancier hypothécaire* is appropriate for both legal systems.
Harmonized Provision	**15.** (2) No purchaser, assignee, **mortgagee, hypothecary creditor** or tenant is bound to inquire whether the trustees of a trade union registered under this Act have authority for any sale, exchange, mortgage, hypothec or lease, and the receipt of the trustees is a discharge for the money arising from the sale, exchange, mortgage, hypothec or lease. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 125

Droit civil	créancier hypothécaire
Common law	créancier hypothécaire
Titre du texte législatif	*Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} supp.)
Disposition	**13.** (21) Définitions. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. [...] « produit de disposition » Le produit de disposition de biens comprend : [...] *g*) le montant de la réduction de la dette dont un contribuable est débiteur envers un **créancier hypothécaire** découlant de la vente du bien hypothéqué en vertu d'une clause du contrat d'hypothèque, plus la partie du produit d'une telle vente reçue par le contribuable;
Problème	Dans la version anglaise, l'utilisation du terme *mortgagee* est problématique puisque le terme ne renvoie qu'à la common law. Le concept correspondant en droit civil est *hypothecary creditor*. Dans la version française, le problème ne se pose pas étant donné que le terme « créancier hypothécaire » désigne tant la notion du droit civil que celle de la common law.
Solution	Dans la version anglaise, les termes *hypothecary creditor* sont ajoutés pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **13.** (21) Définitions. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. [...] « produit de disposition » Le produit de disposition de biens comprend : [...] *g*) le montant de la réduction de la dette dont un contribuable est débiteur envers un **créancier hypothécaire** découlant de la vente du bien hypothéqué en vertu d'une clause du contrat d'hypothèque, plus la partie du produit d'une telle vente reçue par le contribuable; *Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu*, L.C. 2001, ch. 17, par. 196(2)

Common Law	mortgagee
Civil Law	hypothecary creditor
Title of the Legislative Text	*Income Tax Act*, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)
Provision	**13.** (21) Definitions. In this section, ... "proceeds of disposition" of property includes ... (*g*) an amount by which the liability of a taxpayer to a **mortgagee** is reduced as a result of the sale of mortgaged property under a provision of the mortgage, plus any amount received by the taxpayer out of the proceeds of the sale, and ...
Problem	In the English version, the use of the term "mortgagee" is problematic in that it refers only to common law. The corresponding concept in civil law is "hypothecary creditor". In the French version, no such problem occurs since the term *créancier hypothécaire* is appropriate for both common law and civil law.
Solution	In the English version, the term "hypothecary creditor" is added to reflect civil law.
Harmonized Provision	**13.** (21) Definitions. In this section, ... "proceeds of disposition" of property includes ... (*g*) an amount by which the liability of a taxpayer to a **mortgagee** or **hypothecary creditor** is reduced as a result of the sale of mortgaged or hypothecated property under a provision of the mortgage or hypothec, plus any amount received by the taxpayer out of the proceeds of the sale, and ... *Income Tax Amendments Act, 2000*, S.C. 2001, c. 17, s. 196(2)

Droit civil	débiteur hypothécaire
Common law	débiteur hypothécaire
Titre du texte législatif	*Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)
Disposition	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) une hypothèque [...] dont le **débiteur hypothécaire** est soit le rentier d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite, soit une personne avec qui le rentier a un lien de dépendance, si des fonds d'une fiducie régie par un tel régime ou fonds ont été utilisés pour l'acquisition d'une participation dans la requérante, [...]
Problème	Seule la terminologie de la common law (*mortgagor*) est utilisée dans la version anglaise. Le concept correspondant en droit civil est « débiteur hypothécaire ». Dans la version française, le problème ne se pose pas étant donné que l'expression « débiteur hypothécaire » désigne autant la notion du droit civil que celle de la common law.
Solution	Dans la version anglaise, l'expression *hypothecary debtor* est ajoutée pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **204.4** (2)(*a*)(viii)(A) une créance hypothécaire [...] dont le **débiteur hypothécaire** est soit le rentier d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite, soit une personne avec qui le rentier a un lien de dépendance, si des fonds d'une fiducie régie par un tel régime ou fonds ont été utilisés pour l'acquisition d'une participation dans la requérante, [...] *Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu*, L.C. 2001, ch. 17, par. 224(3)

Common Law	mortgagor
Civil Law	hypothecary debtor
Title of the Legislative Text	*Income Tax Act*, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)
Provision	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) a mortgage ... in respect of which the **mortgagor** is the annuitant under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, or a person with whom the annuitant is not dealing at arm's length, if any of the funds of a trust governed by such a plan or fund have been used to acquire an interest in the applicant, or ...
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("mortgagor"). The corresponding concept in civil law is "hypothecary debtor". In the French version, no such problem occurs since *débiteur hypothécaire* is appropriate for both legal systems.
Solution	In the English version, the term "hypothecary debtor" is added to reflect civil law.
Harmonized Provision	**204.4** (2)(*a*)(viii)(A) a mortgage or hypothecary claim ... in respect of which the **mortgagor or hypothecary debtor** is the annuitant under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, or a person with whom the annuitant is not dealing at arm's length, if any of the funds of a trust governed by such a plan or fund have been used to acquire an interest in the applicant, or ... *Income Tax Amendments Act, 2000*, S.C. 2001, c. 17, s. 224(3)

Droit civil	délivrance
Common law	délivrance
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**8.** (1) Est abrogée, sauf indication contraire de l'acte, la règle de droit selon laquelle la concession d'un immeuble fédéral par lettres patentes ne nécessite pas de **remise**.
Problème	Dans la version française, l'utilisation du terme « remise » peut porter à confusion en droit civil puisqu'il pourrait y avoir rapprochement avec le concept de « remise de dette ». La disposition vise ici l'action de remettre une chose ce qui, en droit civil, s'exprime plus justement par le terme « délivrance ».
Solution	Dans la version française, le terme « remise » est remplacé par « délivrance ».
Disposition harmonisée	**8.** (1) Est abrogée, sauf indication contraire de l'acte, la règle de droit selon laquelle la concession d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral par lettres patentes ne nécessite pas de **délivrance**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	delivery
Civil Law	delivery
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**8.** (1) Subject to a contrary intention expressed in any instrument, the rule of law that a grant of federal real property by letters patent requires no **delivery** to take effect is hereby abrogated.
Problem	In the French version, the term *remise* is confusing for a civil law audience as it might refer to the concept of *remise de dette*. Since the provision refers to the act of delivering something, the appropriate corresponding civil law term in French is *délivrance*.
Solution	In the French version, the term *remise* is replaced by *délivrance*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **8.** (1) Subject to a contrary intention expressed in any instrument or act, the rule of law that a grant of federal real property or a concession of federal immovables by letters patent requires no **delivery** to take effect is hereby abrogated. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	délivrance définitive
Common law	délivrance définitive
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : [...] *b*) procéder à la remise de tout acte, notamment aux conditions qu'il estime satisfaisantes, que l'observation ou la levée de celles-ci rende l'**acte définitif** ou non;
Problème	L'utilisation de l'expression « acte définitif » dans la version française et *delivery becoming absolute* dans la version anglaise crée une disparité de contenu.
Solution	Dans la version française, l'expression « acte définitif » est remplacée par « délivrance définitive » pour refléter le concept de *delivery becoming absolute* de la version anglaise. Ces termes valent à la fois pour le droit civil et la common law.
Disposition harmonisée	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la disposition d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : [...] *b*) procéder à la délivrance de tout acte, notamment aux conditions qu'il estime satisfaisantes, que l'observation ou la levée de celles-ci rende la **délivrance définitive** ou non; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	delivery becoming absolute
Civil Law	delivery becoming absolute
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty, ... (*b*) effect the delivery of any instrument, including the delivery of an instrument on terms or subject to conditions satisfactory to the Minister of Justice, whether or not the satisfaction or removal of the terms or conditions will result in the **delivery becoming absolute**;
Problem	The use of the term *acte définitif* in the French version and "delivery becoming absolute" in the English version creates a disparity.
Solution	In the French version, the term *acte définitif* is replaced by *délivrance définitive* to reflect the same concept as "delivery becoming absolute" in the English version. This term is appropriate for both common and civil law.
Harmonized Provision	(Amendment to the French version only) **15.** (1)The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property or immovable, on behalf of Her Majesty, ... (*b*) effect the delivery of any instrument or act, including its delivery on terms or subject to conditions satisfactory to the Minister of Justice, whether or not the satisfaction or removal of the terms or conditions will result in the **delivery becoming absolute**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1,* S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	détenir
Common law	détenir
Titre du texte législatif	*Loi sur la généalogie des animaux*, L.R.C. (1985), ch. 8 (4e suppl.)
Disposition	**12.** Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut : *a*) acquérir les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités et les céder par la suite;
Problème	Un problème de disparité de contenu entre les versions linguistiques est causé par l'utilisation du terme *hold* dans la version anglaise. Ce terme n'a pas son correspondant dans la version française.
Solution	Dans la version française, le terme « détenir » est ajouté afin de refléter la version anglaise dans laquelle le terme *hold* est utilisé.
Disposition harmonisée	**12.** Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut : *a*) acquérir et **détenir** les meubles et les immeubles et les biens personnels et réels nécessaires à l'exercice de ses activités et en disposer; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 56(1)

Common Law	hold
Civil Law	hold
Title of the Legislative Text	*Animal Pedigree Act*, R.S.C. (1985), c. 8 (4th Supp.)
Provision	**12.** Without restricting the generality of section 11, an association may (*a*) acquire, **hold** and dispose of real and personal property necessary for the carrying out of its business and affairs;
Problem	There is a disparity between linguistic versions caused by the use of the term "hold" in the English version. There is no corresponding term in the French version.
Solution	In the French version, the term *détenir* is added to reflect the term "hold" used in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **12.** Without restricting the generality of section 11, an association may (*a*) acquire, **hold** and dispose of real, personal, movable and immovable property necessary for the carrying out of its business and affairs; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 56(1)

Droit civil	disposer
Common law	disposer
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « immeuble fédéral » Immeuble qui appartient à Sa Majesté ou qu'elle a le **droit d'aliéner**.
Problème	Dans la version française, le terme « aliéner» est plus restreint et est inclus dans la notion de *dispose* de la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « droit d'aliéner » est remplacée par « pouvoir de disposer ».
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « immeuble fédéral » Immeuble appartenant à Sa Majesté ou dont elle a le **pouvoir de disposer**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(4)

Common Law	dispose
Civil Law	dispose
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act,* S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1,* S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**2.** In this Act, ... "federal real property" means real property belonging to Her Majesty, and includes any real property of which Her Majesty has the **power to dispose**;
Problem	In the French version, *aliénation* is a narrower concept included in the concept of "disposition" used in the English version.
Solution	In the French version, the term *droit d'aliéner* is replaced by *pouvoir de disposer*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **2.** In this Act, ... "federal real property" means any real property belonging to Her Majesty, and includes any real property of which Her Majesty has the **power to dispose**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 11(4)

Droit civil	disposer
Common law	disposer
Titre du texte législatif	*Loi sur la généalogie des animaux*, L.R.C. (1985), ch. 8 (4e suppl.)
Disposition	**12.** Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut : *a*) acquérir les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités et les **céder** par la suite;
Problème	Un problème de disparité de contenu entre les versions linguistiques est causé par l'utilisation des termes « céder » dans la version française et *dispose* dans la version anglaise. Le concept de « cession » est plus restreint que celui de *disposition* et ce, dans les deux systèmes de droit.
Solution	Dans la version française, le terme « céder » est remplacé par « disposer ».
Disposition harmonisée	**12.** Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut : *a*) acquérir et détenir les meubles et les immeubles et les biens personnels et réels nécessaires à l'exercice de ses activités et **en disposer**; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 56(1)

Common Law	dispose
Civil Law	dispose
Title of the Legislative Text	*Animal Pedigree Act*, R.S.C. (1985), c. 8 (4th Supp.)
Provision	**12.** Without restricting the generality of section 11, an association may (*a*) acquire, hold and **dispose of** real and personal property necessary for the carrying out of its business and affairs;
Problem	There is a disparity between linguistic versions caused by the use of the term *céder* in the French version and "dispose" in the English version. The notion of *cession* is narrower than the notion of "disposition" in both legal systems.
Solution	In the French version, the term *céder* is replaced by the term *disposer*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **12.** Without restricting the generality of section 11, an association may (*a*) acquire, hold and **dispose of** real, personal, movable and immovable property necessary for the carrying out of its business and affairs; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 56(1)

Droit civil	disposition
Common law	disposition
Titre du texte législatif	*Loi sur Bell Canada*, L.C. 1987, ch. 19
Disposition	**11.** (2) Les installations de la Compagnie qui sont essentielles à des activités de télécommunication ne peuvent, sauf dans le cadre de l'activité commerciale normale de la Compagnie, **être vendues, louées, prêtées ou cédées, d'une autre façon**, sans l'autorisation préalable du Conseil.
Problème	Le concept de *disposition* utilisé dans la version anglaise est plus large que celui de « cession » et reflète bien l'intention du législateur. De plus, contrairement à la situation existant en common law où un intérêt dans un bien peut être acquis par bail, le louage en droit civil n'est pas un mode de cession ou de disposition.
Solution	Dans la version française, la phraséologie « être vendues, louées, prêtées ou cédées, d'une autre façon » est remplacée par « faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées ». Dans la version anglaise, les termes *sold, leased, loaned or otherwise disposed of* sont remplacés par *sold or otherwise disposed of, or leased or loaned*.
Disposition harmonisée	**11.** (2) Sauf dans le cadre de l'activité commerciale normale de la Compagnie, les installations de celle-ci qui sont essentielles à des activités de télécommunication ne peuvent **faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées** sans l'autorisation préalable du Conseil. *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 61

Common Law	disposed of
Civil Law	disposed of
Title of the Legislative Text	*Bell Canada Act*, S.C. 1987, c. 19
Provision	**11.** (2) Except in the ordinary course of the business of the Company, no facilities of the Company that are integral and necessary for the carrying on of telecommunications activities shall be **sold, leased, loaned or otherwise disposed of** without the prior approval of the Commission.
Problem	The concept of "disposition" used in the English version is broader than the concept of *cession* and better reflects the intention of the legislator. Moreover, contrary to the common law, according to which an interest in property can be acquired through a lease, a lease in civil law is not a form of disposition.
Solution	In the French version, the phrase *être vendues, louées, prêtées ou cédées d'une autre façon* is replaced by *faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées*. In the English version, the phrase "sold, leased, loaned or otherwise disposed of" is replaced by "sold or otherwise disposed of, or leased or loaned".
Harmonized Provision	**11.** (2) Except in the ordinary course of the business of the Company, no facilities of the Company that are integral and necessary for the carrying on of telecommunications activities shall be **sold or otherwise disposed of, or leased or loaned**, without the prior approval of the Commission. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 61

Droit civil	disposition
Common law	disposition
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'**aliénation** d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :
Problème	Les versions linguistiques présentent une disparité de contenu. L' « aliénation » est un concept plus restreint et est inclus dans le concept de *disposition* déjà utilisé dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, le terme « aliénation » est remplacé par « disposition ».
Disposition harmonisée	**15.** (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la **disposition** d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	disposition
Civil Law	disposition
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or **disposition** of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty, ...
Problem	There is a disparity between linguistic versions. The term *aliénation* is a narrower concept already included in the concept of "disposition" found in the English version.
Solution	In the French version, the term *aliénation* is replaced by the term *disposition*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or **disposition** of, or any dealing with, any real property or immovable, on behalf of Her Majesty, ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	disposition
Common law	disposition
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) [...] le gouverneur en conseil peut [...] *a*) autoriser la **vente**, la location **ou autre forme d'aliénation** d'immeubles fédéraux [...]
Problème	La terminologie utilisée à cet alinéa entraîne une disparité de contenu entre les versions linguistiques. L'aliénation, qui comprend la vente, est un concept plus restreint que celui de *disposition* déjà employé dans la version anglaise. Dans la version française, le concept de « disposition » inclut celui d' « aliénation » et, de ce fait, est de portée plus large.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *sale* est supprimé. Dans la version française, les termes « vente » et « autre forme d'aliénation » sont remplacés par le terme « disposition ».
Disposition harmonisée	16. (1) [...] le gouverneur en conseil peut [...] *a*) autoriser la **disposition** ou la location d'immeubles fédéraux [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	disposition
Civil Law	disposition
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) ... the Governor in Council may ... (*a*) authorize the **sale**, lease **or other disposition** of any federal real property ....
Problem	The terminology used here creates a disparity between linguistic versions. *Aliénation*, which includes "sale"/*vente*, is a narrower concept already included in the concept of "disposition" found in the English version. In the French version, *disposition* is a broader concept that already includes the concept of *aliénation*.
Solution	In the English version, the term "sale" is withdrawn. In the French version, the terms *vente* and *ou autre forme d'aliénation* are replaced by the term *disposition*.
Harmonized Provision	**16.** (1) ... the Governor in Council may ... (*a*) authorize the **disposition** or lease of federal real property ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s.18(1)

Droit civil	disposition
Common law	disposition
Titre du texte législatif	*Loi sur la Banque du Canada*, L.R.C. (1985), ch. B-2
Disposition	**35.** (1) Dans le cadre de la présente loi et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le conseil peut, par règlement administratif, prévoir : [...] *e*) de façon générale, la gestion du capital-actions, des biens et des affaires de la Banque, et les **actes de disposition correspondants**.
Problème	Il y a disparité de contenu entre les versions linguistiques. Dans la version française, l'expression « actes de disposition correspondants » est inappropriée car cet article vise la disposition du capital-actions, des biens et des affaires de la banque par opposition aux documents qui constatent la disposition.
Solution	Dans la version française, l'expression « actes de disposition correspondants » est remplacée par « disposition ».
Disposition harmonisée	**35.** (1) Dans le cadre de la présente loi et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le conseil peut, par règlement administratif, prévoir : [...] *e*) de façon générale, la gestion et la **disposition** du capital-actions, des biens et des affaires de la Banque. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 60

Common Law	disposition
Civil Law	disposition
Title of the Legislative Text	*Bank of Canada Act*, R.S.C. (1985), c. B-2
Provision	**35.** (1) The Board, with the approval of the Governor in Council, may make by-laws with respect to ... (*e*) generally, the management and **disposition** of the stock, property and undertakings of the Bank.
Problem	There is a disparity between the linguistic versions. This provision refers to the disposition of stock, property and undertakings of the bank, as opposed to the documents (*actes de disposition*) that refer to this disposition.
Solution	In the French version, the term *actes de disposition correspondants* is replaced by *disposition*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **35.** (1) The Board, with the approval of the Governor in Council, may make by-laws with respect to ... (*e*) generally, the management and **disposition** of the stock, property and undertakings of the Bank. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 60

Droit civil	dommage
Common law	dommage
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**4.** L'État est également assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard des **dommages** que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant.
Problème	L'utilisation du terme « dommages » dans la version française est problématique. Le terme « dommages », au pluriel, évoque, en droit civil et en common law d'expression française, la compensation pécuniaire à laquelle la victime a droit. Le terme « dommage », au singulier, signifie, dans les deux systèmes de droit, l'atteinte aux droits d'une personne ou, en d'autres termes, le préjudice. C'est d'ailleurs à ce dernier concept que renvoie le terme *damage* utilisé dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, le terme « dommages » est remplacé par « dommage ».
Disposition harmonisée	**4.** L'État est également assimilé à une personne pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard du **dommage** que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 37

Common Law	damage
Civil Law	damage
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**4.** The Crown is liable for the **damage** sustained by any person by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a private person of full age and capacity.
Problem	The term *dommages* in the plural means, in both civil and common law, the pecuniary compensation to which a victim is entitled. In French, the term *dommage* used in the singular means, in both legal systems, a violation of a person's rights. It is to this latter concept that the English version refers to by using the term "damage".
Solution	In the French version, the term *dommages* is replaced by *dommage*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **4.** The Crown is liable for the **damage** sustained by anyone by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 37

Droit civil	dommages aux biens ou perte de ceux-ci
Common law	dommages aux biens ou perte de ceux-ci
Titre du texte législatif	*Loi sur l'immunité des États*, L.R.C. (1985), ch. S-18
Disposition	**6.** L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : [...] *b*) des **dommages matériels** survenus au Canada.
Problème	La version française utilise la notion de « dommages matériels » sans en qualifier les composantes, contrairement à la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « dommages matériels » est remplacée par « dommages aux biens ou perte de ceux-ci ».
Disposition harmonisée	**6.** L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : [...] *b*) des **dommages aux biens ou perte de ceux-ci** survenus au Canada. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 121(2)

Common Law	damage to or loss of property
Civil Law	damage to or loss of property
Title of the Legislative Text	*State Immunity Act*, R.S.C. (1985), c. S-18
Provision	**6.** A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any proceedings that relate to ... (*b*) any **damage to or loss of property** that occurs in Canada.
Problem	The French version uses the notion of *dommages matériels* without describing its components, unlike the English version.
Solution	In the French version, the term *dommages matériels* is replaced by *dommages aux biens ou perte de ceux-ci*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **6.** A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any proceedings that relate to ... (*b*) any **damage to or loss of property** that occurs in Canada *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 121(2)

Droit civil	dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres
Common law	manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**3.** En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour : *a*) les délits civils commis par ses préposés; *b*) les **manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens**.
Problème	Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.
Solution	L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la loi dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3(*a*)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (ss-al. 3(*b*)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3(*a*)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. Les notions correspondantes de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouvent au sous-alinéa 3(*b*)(ii).
Disposition harmonisée	**3.** En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour : *a*) dans la province de Québec : (i) le dommage causé par la faute de ses préposés, (ii) le **dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres**; *b*) dans les autres provinces : (i) les délits civils commis par ses préposés, (ii) les **manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

Common Law	breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property
Civil Law	damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**3.** The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (*a*) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (*b*) in respect of a **breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property**.
Problem	Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.
Solution	Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province. For Quebec, subparagraph 3(*a*)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/*délits civils* committed by its servants (subpar. 3(*b*)(ii)). In relation to liability concerning property, subparagraph 3(*a*)(ii) indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The corresponding concepts of this clause for the common law provinces are found in subparagraph 3(*b*)(ii).
Harmonized Provision	**3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable (*a*) in the Province of Quebec, in respect of (i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or (ii) the **damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner**; and (*b*) in any other province, in respect of (i) a tort committed by a servant of the Crown, or (ii) a **breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Droit civil	dommages à la personne
Common law	dommages à la personne
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**84.** Les procédures de négociation et d'arbitrage prévues par la présente partie pour le règlement des questions d'indemnité s'appliquent en matière de dommages causés par un pipeline ou ce qu'il transporte, mais ne s'appliquent pas : [...] *b*) aux demandes dirigées contre la compagnie pour **dommages à la personne** ou décès;
Problème	La terminologie de common law (*personal injury*) utilisée dans la version anglaise est imprécise.
Solution	Dans la version anglaise, l'expression *personal injury* est remplacée par *injury to the person*, laquelle a un sens similaire en droit civil et en common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **84.** Les procédures de négociation et d'arbitrage prévues par la présente partie pour le règlement des questions d'indemnité s'appliquent en matière de dommages causés par un pipeline ou ce qu'il transporte, mais ne s'appliquent pas : [...] *b*) aux demandes dirigées contre la compagnie pour **dommages à la personne** ou décès; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 103

Common Law	injury to the person
Civil Law	injury to the person
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**84.** The provisions of this Part that provide negotiation and arbitration procedures to determine compensation matters apply in respect of all damage caused by the pipeline of a company or anything carried by the pipeline but do not apply to ... (*b*) claims against a company for loss of life or **personal injury**; or ....
Problem	The common law terminology ("personal injury") used in the English version is imprecise.
Solution	In the English version, the term "personal injury" is replaced by "injury to the person", which has a similar meaning in both civil and common law.
Harmonized Provision	**84.** The provisions of this Part that provide negotiation and arbitration procedures to determine compensation matters apply in respect of all damage caused by the pipeline of a company or anything carried by the pipeline but do not apply to ... (*b*) claims against a company for loss of life or **injury to the person**; or .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 103

Droit civil	dommages corporels
Common law	dommages corporels
Titre du texte législatif	*Loi sur l'immunité des États*, L.R.C. (1985), ch. S-18
Disposition	**6.** L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : *a*) des décès ou **dommages corporels** survenus au Canada;
Problème	L'expression *personal injury* dans la version anglaise a un sens potentiellement plus large en droit civil qu'en common law.
Solution	Les mots *or bodily* sont ajoutés dans la version anglaise pour refléter plus adéquatement le droit civil. Aucune modification n'est nécessaire à la version française, puisque le concept de « dommages corporels » est similaire en droit civil et en common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **6.** L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : *a*) des décès ou **dommages corporels** survenus au Canada; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 121(1)

Common Law	personal injury
Civil Law	bodily injury
Title of the Legislative Text	*State Immunity Act*, R.S.C. (1985), c. S-18
Provision	**6.** A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any proceedings that relate to (*a*) any death or **personal injury**, or ...
Problem	The expression "personal injury" used in the English version has a potentially broader meaning in civil law than the common law meaning.
Solution	The words "or bodily" are added to the English version to better reflect the scope of this provision for civil law. No change is required to the French version as the concept of *dommages corporels* has a similar meaning in common law and civil law.
Harmonized Provision	**6.** A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any proceedings that relate to (*a*) any death or **personal or bodily injury**, or ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 121(1)

Droit civil	droit à l'utilisation
Common law	droit à l'utilisation
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**18.** (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral pour les besoins d'un ministère a **droit à l'usage** de l'immeuble [...]
Problème	L'expression « droit à l'usage » dans la version française a une signification particulière en droit civil qui n'est pas appropriée dans ce contexte et qui ne correspond pas à la notion de *right to the use* de la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « droit à l'usage » est remplacée par « droit à l'utilisation », correspondant ainsi à l'expression *right to the use* utilisée dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**18.** (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral pour les besoins d'un ministère a **droit à l'utilisation** du bien [...] *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 20

Common Law	right to the use
Civil Law	right to the use
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**18.** (4) Where any federal real property is under the administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the **right to the use** of that property ....
Problem	In the French version, the term *droit à l'usage* has a particular meaning in civil law which is not appropriate in this context and does not correspond to the notion of "right to the use" found in the English version.
Solution	In the French version, the term *droit à l'usage* is replaced by *droit à l'utilisation* in order to correspond to the term "right to the use" found in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **18.** (4) Where any federal real property or federal immovable is under the administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the **right to the use** of that property .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 20

Droit civil	droit d'utiliser ou d'occuper
Common law	droit ou permission d'utiliser ou d'occuper
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « permis » **Droit d'usage ou d'occupation** d'immeubles qui n'est pas un droit réel.
Problème	Dans la version française, « permis » est défini comme étant un droit d'usage. En droit civil, le droit d'usage est un droit réel. Toutefois, selon la définition prévue à la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, le « permis » (*licence*) n'a pas pour effet d'octroyer de droits réels.
Solution	L'expression « droit d'usage » est remplacée par « droit d'utiliser » pour refléter le droit civil et la common law. Le terme « permission » est ajouté pour refléter la common law d'expression française comme correspondant au concept de *licence* propre à la common law. Dans le même sens, l'expression *right of use* de la version anglaise est remplacée par *right to use* et reflète ainsi les deux systèmes juridiques.
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « permis » **Droit ou permission d'utiliser ou d'occuper** un immeuble ou un bien réel, à l'exception : *a*) des droits réels au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble; *b*) d'un intérêt dans un bien-fonds. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

Common Law	right to use or occupy
Civil Law	right to use or occupy
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**2.** In this Act, ... "licence" means any **right of use or occupation** of real property other than an interest in land;
Problem	In the French version, *permis* is defined as a *droit d'usage*. In civil law, a *droit d'usage* is a real right. However, as provided by the current definition in the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, a "licence"/*permis* does not grant any real rights.
Solution	The term *droit d'usage* is replaced by the neutral term *droit d'utiliser* for common and civil law purposes. The term *permission* is added to reflect the common law in French, to correspond to the common law concept of "licence". Similarly, in the English version, the term "right of use" is replaced by "right to use" which is appropriate for both legal systems.
Harmonized Provision	**2.** In this Act, ... "licence" means any **right to use or occupy** real property or an immovable, other than (*a*) a real right within the meaning of the civil law of the Province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an immovable, and (*b*) an interest in land; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 11(2)

Droit civil	droit d'utiliser
Common law	droit d'utiliser
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi [...] « permis » **Droit d'usage** ou d'occupation d'immeubles qui n'est pas un droit réel.
Problème	Dans la version française, le terme « permis » est défini comme étant un droit d'usage. En droit civil, le droit d'usage est un droit réel. Selon cette définition, un permis n'a pas pour effet d'octroyer de droits réels. Cette terminologie porte à confusion.
Solution	Dans la version française, l'expression « droit d'usage » est remplacée par l'expression neutre « droit d'utiliser » et dans la version anglaise, l'expression *right of use* est remplacée par l'expression neutre *right to use*. Ces modifications respectent les deux traditions juridiques.
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi [...] « permis » **Droit** ou permission **d'utiliser** ou d'occuper un immeuble ou un bien réel, à l'exception : *a*) des droits réels au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble; *b*) d'un intérêt dans un bien-fonds. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

Common Law	right to use
Civil Law	right to use
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**2.** In this Act, ... "licence" means any **right of use** or occupation of real property other than an interest in land;
Problem	In the French version, the term *permis* is defined as a *droit d'usage*. In civil law, a *droit d'usage* is a real right. According to the definition, however, a *permis* does not grant any real rights. This terminology gives rise to confusion.
Solution	In the French version the term *droit d'usage* is thus replaced by the neutral term *droit d'utiliser* and in the English version the expression "right of use" is replaced by the neutral term "right to use". These terms are valid in both legal systems.
Harmonized Provision	**2.** In this Act, ... "licence" means any **right to use** or occupy real property or an immovable, other than (*a*) a real right within the meaning of the civil law of the province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an immovable, and (*b*) an interest in land; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 11(2)

Droit civil	droits de propriété
Common law	droits de propriété
Titre du texte législatif	*Loi sur le Centre canadien de gestion*, L.C. 1991, ch. 16
Disposition	**5.** Dans l'exécution de sa mission, le Centre a la capacité d'une personne physique; à ce titre, il peut notamment [...] *f*) rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou **titres de propriété** analogues détenus par lui ou placés sous son administration ou son contrôle;
Problème	En droit civil, l'expression « titres de propriété » est utilisée pour référer à des documents qui font preuve du droit de propriété. Elle peut porter à confusion lorsqu'employée pour rendre l'expression *property right* dans un contexte de propriété intellectuelle. Par ailleurs, en common law, l'expression *property right* réfère, de façon générale, à tout type de droit sur un bien.
Solution	Dans la version française, l'expression « titres de propriété » est remplacée par « droits de propriété ».
Disposition harmonisée	**5.** Dans l'exécution de sa mission, le Centre a la capacité d'une personne physique; à ce titre, il peut notamment [...] *f*) rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou **droits de propriété** analogues détenus par lui ou placés sous son administration ou son contrôle; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 68(2)

Common Law	property right
Civil Law	property right
Title of the Legislative Text	*Canadian Centre for Management Development Act*, S.C. 1991, c. 16
Provision	**5.** In carrying out its objects, the Centre has the capacity of a natural person and may ... (*f*) license, sell or otherwise make available any copyright, trade-mark or other like **property right** held, controlled or administered by the Centre;
Problem	In civil law, the term *titres de propriété* is used to refer to documents which prove ownership. It may cause confusion when used to render the term "property right" in an intellectual property context. On the other hand, the common law term "property right" refers generally to all types of property rights.
Solution	In the French version, the term *titres de propriété* is replaced by *droits de propriété*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **5.** In carrying out its objects, the Centre has the capacity of a natural person and may ... (*f*) license, sell or otherwise make available any copyright, trade-mark or other like **property right** held, controlled or administered by the Centre;

Droit civil	droits réels
Common law	intérêt dans un bien-fonds
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « permis » Droit d'usage ou d'occupation d'immeubles qui n'est pas un **droit réel**.
Problème	La version anglaise utilise l'expression *interest in land,* qui n'a de sens qu'en common law et la version française utilise « droit réel », qui n'a de sens qu'en droit civil.
Solution	L'expression *real right* est ajoutée pour refléter le droit civil d'expression anglaise et « intérêt dans un bien-fonds » est ajoutée pour refléter la common law d'expression française.
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « permis » Droit ou permission d'utiliser ou d'occuper un immeuble ou un bien réel, à l'exception : *a*) des **droits réels** au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble; *b*) d'un **intérêt dans un bien-fonds**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

Common Law	interest in land
Civil Law	real right
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**2**. In this Act, ... "licence" means any right of use or occupation of real property other than an **interest in land**;
Problem	The English version uses the term "interest in land" which has meaning only in common law and the French version uses the term *droit réel* which has a meaning only in civil law.
Solution	The term "real right" is added to the English version for civil law purposes and the term *intérêt dans un bien-fonds* is added to the French version for common law purposes.
Harmonized Provision	**2**. In this Act, ... "licence" means any right to use or occupy real property or an immovable, other than (*a*) a **real right** within the meaning of the civil law of the Province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an immovable, and (*b*) an **interest in land**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 11(2)

Droit civil	éteindre l'hypothèque
Common law	racheter l'hypothèque
Titre du texte législatif	*Loi sur l'intérêt*, L.R.C. (1985), ch. I-15
Disposition	**10.** (1) Lorsqu'un principal ou un intérêt garanti par hypothèque sur biens-fonds n'est pas payable, d'après les modalités de l'acte d'hypothèque, avant qu'il se soit écoulé plus de cinq ans à compter de la date de l'hypothèque, alors, si, à quelque époque après l'expiration de ces cinq ans, la personne tenue de payer ou ayant droit de **purger l'hypothèque**, offre ou paie à la personne qui a droit de recevoir l'argent, la somme due à titre de principal et l'intérêt jusqu'à la date du paiement calculé conformément aux articles 6 à 9, en y ajoutant trois mois d'intérêt pour tenir lieu d'avis, nul autre intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable à une époque ultérieure sur le principal ni sur l'intérêt dû en vertu de l'acte d'hypothèque.
Problème	Bien qu'en common law, on puisse toujours traduire l'expression *to redeem the mortgage* par « purger l'hypothèque », il serait sémantiquement plus approprié d'utiliser l'expression « racheter l'hypothèque », dont l'usage est plus généralisé. En droit civil, bien que l'expression « purger l'hypothèque » ne soit pas problématique, il est préférable d'utiliser, dans la version française, l'expression « éteindre l'hypothèque » et dans la version anglaise, *to extinguish the hypothec*.
Solution	Dans la version française, le terme « purger » est remplacé par « payer en vue d'éteindre ou de racheter » pour refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression *to extinguish the hypothec* est ajoutée pour refléter l'expression « éteindre [...] l'hypothèque ».
Disposition harmonisée	**10.** (1) Lorsqu'un principal ou un intérêt garanti par hypothèque sur immeubles ou biens réels n'est pas payable, d'après les modalités de l'acte d'hypothèque, avant qu'il se soit écoulé plus de cinq ans à compter de la date de l'hypothèque, alors, si, à quelque époque après l'expiration de ces cinq ans, la personne tenue de payer ou ayant le droit de **payer en vue d'éteindre ou de racheter l'hypothèque** offre ou paie à la personne qui a droit de recevoir l'argent la somme due à titre de principal et l'intérêt jusqu'à la date du paiement calculé conformément aux articles 6 à 9, en y ajoutant trois mois d'intérêt pour tenir lieu d'avis, nul autre intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable à une époque ultérieure sur le principal ni sur l'intérêt dû en vertu de l'acte d'hypothèque. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 95

Common Law	redeem the mortgage
Civil Law	extinguish the hypothec
Title of the Legislative Text	*Interest Act*, R.S.C. (1985), c. I-15
Provision	**10.** (1) Whenever any principal money or interest secured by mortgage on real property is not, under the terms of the mortgage, payable until a time more than five years after the date of the mortgage, then, if at any time after the expiration of the five years, any person liable to pay or entitled to **redeem the mortgage** tenders or pays, to the person entitled to receive the money, the amount due for principal money and interest to the time of payment, as calculated under sections 6 to 9, together with three months further interest in lieu of notice, no further interest shall be chargeable, payable or recoverable at any time thereafter on the principal money or interest due under the mortgage.
Problem	Although in common law the phrase "to redeem the mortgage" can be translated by *purger l'hypothèque*, it is more appropriate, for semantic reasons, to use the term *racheter l'hypothèque*, which is more commonly used. In civil law, although the phrase *purger l'hypothèque* is not problematic, it is preferable to use the expression *éteindre l'hypothèque* in the French version, and in the English version the phrase "to extinguish the hypothec".
Solution	In the English version, the term "to extinguish the hypothec" is added to reflect the phrase *éteindre [...] l'hypothèque*. In the French version, the term *purger* is replaced by the phrase *payer en vue d'éteindre ou de racheter* for purposes of civil law.
Harmonized Provision	**10.** (1) Whenever any principal money or interest secured by mortgage on real property or hypothec on immovables is not, under the terms of the mortgage or hypothec, payable until a time more than five years after the date of the mortgage or hypothec, then, if at any time after the expiration of the five years, any person liable to pay, or entitled to **pay in order to redeem the mortgage, or to extinguish the hypothec**, tenders or pays, to the person entitled to receive the money, the amount due for principal money and interest to the time of payment, as calculated under sections 6 to 9, together with three months further interest in lieu of notice, no further interest shall be chargeable, payable or recoverable at any time after the payment on the principal money or interest due under the mortgage or hypothec. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 95

Droit civil	exécution forcée
Common law	exécution forcée
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**29.** Les jugements rendus contre l'État ne sont pas susceptibles d'exécution **par voie de contrainte**.
Problème	Dans la version française, l'expression « par voie de contrainte » est inappropriée à la fois pour le droit civil et la common law.
Solution	Dans la version française, l'expression « par voie de contrainte » est remplacée par « exécution forcée », laquelle vaut pour les deux systèmes de droit.
Disposition harmonisée	**29.** Les jugements rendus contre l'État ne sont pas susceptibles d'**exécution forcée**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 49

Common Law	execution
Civil Law	execution
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**29.** No **execution** shall issue on a judgment against the Crown.
Problem	In the French version, the term *par voie de contrainte* is inappropriate for both civil law and common law.
Solution	In the French version, the term *par voie de contrainte* is replaced by *exécution forcée,* the appropriate term for both legal systems.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **29.** No **execution** shall issue on a judgment against the Crown. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 49

Droit civil	faculté de rachat
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.
Problème	Depuis l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec*, l'exercice des droits découlant de certains mécanismes de garantie est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* avec le *Code civil du Québec* requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le Code civil, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa *b*).
Solution	L'alinéa *b*) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du *Code civil du Québec*. Il s'agit en outre des personnes qui achètent un bien avec faculté de rachat. L'alinéa *b*) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.
Disposition harmonisée	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre : [...] *b*) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du *Code civil du Québec* intitulé *Des priorités et des hypothèques* : (i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition ou à tempérament, (ii) de la personne qui **achète** un bien au débiteur **avec faculté de rachat** en faveur de celui-ci, (iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

Common Law	n/a
Civil Law	right of redemption
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;
Problem	Since the coming into force of the *Civil Code of Québec*, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the *Bankruptcy and Insolvency Act* with the *Civil Code of Québec* requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the Civil Code, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights are listed in paragraph (*b*).
Solution	Paragraph (*b*) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of hypothecary rights of the *Civil Code of Québec*. These creditors include the purchasers of any property subject to a right of redemption. Since paragraph *b*) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common law concept.
Harmonized Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes ... (*b*) any of (i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale, (ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a **right of redemption**, or (iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the performance of an obligation, if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the *Civil Code of Québec* entitled *Prior Claims and Hypothecs* that deal with the exercise of hypothecary rights; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 25

Droit civil	fait des biens
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**3.** En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour : *a*) les délits civils commis par ses préposés; *b*) **les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.**
Problème	Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.
Solution	La disposition est réécrite en ajoutant les concepts appropriés pour le droit civil. La disposition fait désormais référence au « fait des biens » / *act of a thing*.
Disposition harmonisée	**3.** En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour : *a*) dans la province de Québec : (i) le dommage causé par la faute de ses préposés, (ii) le dommage causé par le **fait des biens** qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres; *b*) dans les autres provinces : (i) les délits civils commis par ses préposés, (ii) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

Common Law	n/a
Civil Law	act of a thing
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**3.** The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (*a*) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (*b*) **in respect of a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property**.
Problem	Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.
Solution	The provision is rewritten in order to add the appropriate civil law concepts. It now refers to the notion of "act of a thing" / *fait des biens*.
Harmonized Provision	**3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable (*a*) in the Province of Quebec, in respect of (i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or (ii) the damage resulting from the **act of a thing** in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and (*b*) in any other province, in respect of (i) a tort committed by a servant of the Crown, or (ii) a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Droit civil	faute
Common law	délits civils
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**3.** En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour : *a*) les **délits civils** commis par ses préposés; *b*) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.
Problème	Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.
Solution	L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la loi dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3(1)*a*)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (sous-alinéa 3(1)*b*)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3(1)*a*)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. Les notions correspondantes de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouvent au sous-alinéa 3(1)*b*)(ii).
Disposition harmonisée	**3.** En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour : *a*) dans la province de Québec : (i) le dommage causé par la faute de ses préposés, (ii) le dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa **faute** à l'un ou l'autre de ces titres; *b*) dans les autres provinces : (i) les **délits civils** commis par ses préposés, (ii) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

Common Law	fault
Civil Law	tort
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**3.** The Crown is liable in **tort** for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (*a*) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (*b*) in respect of a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.
Problem	Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.
Solution	Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province. For Quebec, subparagraph 3(1)(*a*)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/ *délits civils* committed by its servants (subpar. 3(1)(*b*)(ii)). In relation to liability concerning property, subparagraph 3(1)(*a*)(ii) indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The corresponding concepts of this clause for the common law provinces are found in subparagraph 3(1)(*b*)(ii).
Harmonized Provision	**3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable (*a*) in the Province of Quebec, in respect of (i) the damage caused by the **fault** of a servant of the Crown, or (ii) the damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and (*b*) in any other province, in respect of (i) a **tort** committed by a servant of the Crown, or (ii) a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Droit civil	faute lourde ou intentionnelle
Common law	négligence grossière ou inconduite délibérée
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**86.** (2) L'accord d'acquisition doit prévoir : [...] *d*) l'immunité du propriétaire contre les poursuites auxquelles pourraient donner lieu les activités de la compagnie, sauf cas de **faute lourde ou volontaire** de celui-ci;
Problème	La terminologie du droit civil (« faute lourde ou volontaire ») est utilisée uniquement dans la version française alors que la terminologie de la common law *(gross negligence or wilful misconduct)* est utilisée uniquement dans la version anglaise.
Solution	L'harmonisation est effectuée en faisant une distinction entre la norme devant s'appliquer au Québec et celle devant s'appliquer aux autres provinces. Dans le premier cas, pour mieux refléter la terminologie du droit civil, le terme « intentionnelle » remplace le terme « volontaire » dans la version française et les termes *gross or intentional fault* sont ajoutés dans la version anglaise. Dans le second cas, l'expression « négligence grossière ou d'inconduite délibérée » est ajoutée pour refléter la common law d'expression française.
Disposition harmonisée	**86.** (2) L'accord d'acquisition doit prévoir : [...] *d*) la garantie du propriétaire contre les poursuites auxquelles pourraient donner lieu les activités de la compagnie, sauf, **dans la province de Québec**, cas de **faute lourde ou intentionnelle** de celui-ci et, **dans les autres provinces**, cas de **négligence grossière ou d'inconduite délibérée** de celui-ci; *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 104

Common Law	gross negligence or wilful misconduct
Civil Law	gross or intentional fault
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act* , R.S.C (1985), c. N-7
Provision	**86.** (2) A company may not acquire lands for a pipeline under a land acquisition agreement unless the agreement includes provision for ... (*d*) indemnification from all liabilities, damages, claims, suits and actions arising out of the operations of the company other than liabilities, damages, claims, suits and actions resulting from **gross negligence or wilful misconduct** of the owner of the lands;
Problem	Only civil law terminology is used in the French version (*faute lourde ou volontaire*) and only common law terminology is used in the English version ("gross negligence or wilful misconduct").
Solution	Harmonization is achieved by making a distinction between the norm applicable in Quebec and that which is applicable in the other provinces. In the first case, to better reflect civil law terminology, the term *intentionnelle* replaces the term *volontaire* in the French version and the phrase "gross or intentional fault" is added to the English version. In the second case, the phrase *négligence grossière ou d'inconduite délibérée* is added to better reflect the common law in French.
Harmonized Provision	**86.** (2) A company may not acquire lands for a pipeline under a land acquisition agreement unless the agreement includes provision for ... (*d*) indemnification from all liabilities, damages, claims, suits and actions arising out of the operations of the company other than liabilities, damages, claims, suits and actions resulting from (i) **in the Province of Quebec, the gross or intentional fault** of the owner of the lands, and (ii) **in any other province, the gross negligence or wilful misconduct** of the owner of the lands; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 104

Droit civil	fiduciaire, administrateur du bien d'autrui
Common law	à titre de fiduciaire
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**178.** (1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli : [...] *d*) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait **à titre de fiduciaire**;
Problème	Seule la terminologie de la common law (*fiduciary capacity*) est utilisée dans la version anglaise. En droit civil d'expression anglaise, cette expression est rendue par *as a trustee* (« à titre de fiduciaire »). De plus, à l'occasion de la réforme du Code civil, le législateur québécois a introduit un régime juridique concernant l'administrateur du bien d'autrui, lequel est chargé d'administrer un bien ou un patrimoine qui n'est pas le sien. Étant donné la portée de cet article, il est nécessaire d'y inclure cette notion.
Solution	Dans la version française, on ajoute la phraséologie « dans la province de Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces ». Dans la version anglaise, on ajoute la phraséologie *or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others*. La paire de termes « à titre de fiduciaire » / *fiduciary capacity* est conservée pour les besoins de la common law.
Disposition harmonisée	**178.** (1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli : [...] *d*) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait, **dans la province de Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces, à titre de fiduciaire**; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 32

Common Law	fiduciary capacity
Civil Law	trustee or administrator of the property of others
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**178.** (1) An order of discharge does not release the bankrupt from ... (*d*) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while **acting in a fiduciary capacity**;
Problem	In the English version, there is no corresponding civil law concept for the notion of "fiduciary capacity". It is conveyed in civil law in English "as a trustee" (*à titre de fiduciaire*). Moreover, with the reform of the Civil Code, the Quebec legislator introduced a juridical regime for the "administrator of the property of others" who is charged with the administration of property or a patrimony that is not his own. Given the scope of this section, it is necessary to include this notion.
Solution	In the French version, the phrase *dans la province de Québec à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces,* is added. In the English version, the phrase "or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others" is added. The term "fiduciary capacity" / *à titre de fiduciaire* is maintained for common law purposes.
Harmonized Provision	**178.** (1) An order of discharge does not release the bankrupt from ... (*d*) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while **acting in a fiduciary capacity or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 32

Droit civil	fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.
Problème	Depuis l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec*, l'exercice des droits découlant de certaines sûretés est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* avec le *Code civil du Québec* requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le *Code civil du Québec*, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa *b*).
Solution	L'alinéa *b*) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du *Code civil du Québec*. Il s'agit en outre des fiduciaires d'une fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation. L'alinéa *b*) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.
Disposition harmonisée	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre : [...] *b*) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du *Code civil du Québec* intitulé *Des priorités et des hypothèques* : (i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition ou à tempérament, (ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci, (iii) du fiduciaire d'une **fiducie constituée** par le débiteur **afin de garantir l'exécution d'une obligation**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

Common Law	n/a
Civil Law	trust constituted to secure the performance of an obligation
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;
Problem	Since the coming into force of the *Civil Code of Québec*, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the *Bankruptcy and Insolvency Act* with the *Civil Code of Québec* requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the *Civil Code of Québec*, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights are listed in paragraph (*b*).
Solution	Paragraph (*b*) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of the hypothecary rights of the *Civil Code of Québec*. These creditors include the trustees of a trust constituted to secure the performance of an obligation. Since paragraph (*b*) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common law concept.
Harmonized Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes ... (*b*) any of (i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale, (ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or (iii) the trustee of a **trust constituted** by the debtor **to secure the performance of an obligation**, if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the *Civil Code of Québec* entitled *Prior Claims and Hypothecs* that deal with the exercise of hypothecary rights; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 25

Droit civil	fondé de pouvoir
Common law	fiduciaire
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**29.** (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies : […] *b*) le **fiduciaire** agissant pour le bénéfice des détenteurs de titres de créance d'une compagnie — notamment bons, obligations, débentures ou débentures-actions — émis en vertu d'un acte de fiducie ou autre et grevant les biens de celle-ci, pourvu qu'il soit autorisé par l'acte à exercer les activités de la compagnie;
Problème	L'expression « acte de fiducie » (*trust deed*) n'est plus utilisée en droit civil dans le contexte de cette disposition. La paire de termes « fiduciaire »/*trustee* est donc ici inappropriée en droit civil. Pour les fins de cet alinéa, cette notion a été remplacée par celle de « fondé de pouvoir » / *holder of a power of attorney*.
Solution	Les expressions « fondé de pouvoir au sens du *Code civil du Québec* » / *holder of a power of attorney within the meaning of the Civil Code of Québec* sont ajoutées afin de tenir compte de la réalité du droit civil. La paire de termes « fiduciaire »/*trustee* est conservée pour les fins de la common law.
Disposition harmonisée	**29.** (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies : […] *b*) le **fondé de pouvoir au sens du *Code civil du Québec* ou le fiduciaire** agissant pour le bénéfice des détenteurs de titres de créance d'une compagnie — notamment bons, obligations, débentures ou débentures-actions — garantis par acte constitutif d'hypothèque au sens du *Code civil du Québec*, par acte de fiducie ou autre sur les biens de celle-ci, pourvu qu'il soit autorisé par l'acte à exercer les activités de la compagnie; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 102(1)

Common Law	trustee
Civil Law	holder of a power of attorney
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**29.** (3) For the purposes of this Act, ... (*b*) a **trustee** for the holders of bonds, debentures, debenture stock or other evidence of indebtedness of the company, issued under a trust deed or other instrument and secured on or against the property of the company, if the **trustee** is authorized by the trust deed or other instrument to carry on the business of the company, and ...
Problem	Since the term "trust deed" (*acte de fiducie*) is obsolete in civil law in the context of this provision, the term "trustee" (*fiduciaire*) is inappropriate for civil law here. It has been replaced by the notion of "holder of a power of attorney" (*fondé de pouvoir*) for the purposes intended in this context.
Solution	The phrase "holder of a power of attorney within the meaning of the *Civil Code of Québec*" (*fondé de pouvoir au sens du Code civil du Québec*) is added to reflect the reality of civil law. The term "trustee" (*fiduciaire*) is maintained for common law purposes.
Harmonized Provision	**29.** (3) For the purposes of this Act, ... (*b*) a **trustee — or the holder of a power of attorney within the meaning of the *Civil Code of Québec*** — for the holders of bonds, debentures, debenture stock or other evidence of indebtedness of the company, secured under a trust deed, an act constituting a hypothec or other instrument or act, on or against the property of the company, if the **trustee** or holder is authorized by the instrument or act to carry on the business of the company, and ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 102(1)

Droit civil	fruits et revenus
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**18.** (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'usage de l'immeuble uniquement à ces fins sous réserve des conditions ou restrictions prévues sous le régime de la présente loi, de toute autre loi ou d'un décret du gouverneur en conseil; la gestion de l'immeuble ne comporte toutefois pas le droit d'en garder les **fruits** ni celui de l'aliéner.
Problème	Lors de la réforme du *Code civil du Québec*, le concept de « fruits » a été remplacé par celui de « fruits et revenus ».
Solution	Dans la version française, le terme « fruits » est remplacé par « fruits et revenus ». Dans la version anglaise, l'expression *fruits and revenues* est ajoutée.
Disposition harmonisée	**18.** (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'utilisation du bien uniquement à ces fins sous réserve des conditions ou restrictions prévues sous le régime de la présente loi, de toute autre loi ou d'un décret du gouverneur en conseil; la gestion du bien ne comporte toutefois pas le droit d'en disposer ni celui de garder les **fruits et revenus** issus de son utilisation ou le produit de son utilisation ou de sa disposition. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 20

Common Law	n/a
Civil Law	fruits and revenues
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**18.** (4) Where any federal real property is under the administration of a Minister for the purpose of a department, that Minister has the right to the use of that property for the purposes of that department, subject to any conditions or restrictions imposed by or under this or any other Act or any order of the Governor in Council, but is not entitled by reason only of the administration of the property to dispose of it or to retain the proceeds of its use or disposition.
Problem	With the reform of the *Civil Code of Québec*, the concept of "fruits" has been replaced by the concept of "fruits and revenues".
Solution	In the French version, the term *fruits* is replaced by *fruits et revenus*. In the English version, the term "fruits and revenues" is added to the provision.
Harmonized Provision	**18.** (4) Where any federal real property or federal immovable is under the administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the right to the use of that property for the purpose of that department, subject to any conditions or restrictions imposed by or under this or any other Act or any order of the Governor in Council, but is not entitled by reason only of the administration of the property to dispose of it or to retain the proceeds of its use or disposition or the **fruits and revenues** of its use. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 20

Droit civil	gage
Common law	gage
Titre du texte législatif	*Loi sur la Banque du Canada*, L.R.C. (1985), ch. B-2
Disposition	**18**. La Banque peut : […] (*i*) consentir des prêts ou avances, pour des périodes d'au plus six mois, au gouvernement du Canada ou d'une province sur le **nantissement avec** ou sans **dépossession** de valeurs mobilières facilement négociables, émises ou garanties par le Canada ou cette province;
Problème	La notion de « nantissement » n'existe plus en droit civil. Cette notion a été remplacée par l'hypothèque mobilière avec ou sans dépossession. L'hypothèque mobilière avec dépossession reçoit aussi l'appellation de « gage » (*pledge*), ce concept existant aussi en common law.
Solution	Dans la version française, le terme « gage » est ajouté pour mieux refléter le concept de *pledge* utilisé dans la version anglaise, lequel vaut pour les deux traditions juridiques.
Disposition harmonisée	**18**. La Banque peut : […] *i*) consentir des prêts ou avances, pour des périodes d'au plus six mois, au gouvernement du Canada ou d'une province sur le **gage**, l'hypothèque mobilière sans dépossession ou le nantissement de valeurs mobilières facilement négociables, émises ou garanties par le Canada ou cette province; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 58(1)

Common Law	pledge
Civil Law	pledge
Title of the Legislative Text	*Bank of Canada Act*, R.S.C. (1985), c. B-2
Provision	**18**. The Bank may ... (*i*) make loans or advances for periods not exceeding six months to the Government of Canada or the government of any province on the **pledge** or hypothecation of readily marketable securities issued or guaranteed by Canada or any province;
Problem	The notion of *nantissement* no longer exists in civil law. This notion was replaced by "movable hypothec with or without delivery". The movable hypothec with delivery is also referred to as a "pledge"/*gage*, which also exists in common law.
Solution	In the French version, the term *gage* is added in order to better reflect the concept of "pledge" used in the English version. This term is appropriate for both legal traditions.
Harmonized Provision	(Amendment to the French version only.) **18**. The Bank may ... (*i*) make loans or advances for periods not exceeding six months to the Government of Canada or the government of any province on the **pledge**, hypothecation or movable hypothec without delivery of readily marketable securities issued or guaranteed by Canada or any province; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 58(1)

Droit civil	garantir par un cautionnement
Common law	garantir par un cautionnement
Titre du texte législatif	*Loi sur les produits agricoles au Canada*, L.R.C. (1985), ch. 20 (4^{e} suppl.)
Disposition	**32.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment : [...] *b*) régir l'agrément — éventuellement le renouvellement, le retrait et la suspension de celui-ci — des établissements et de leurs exploitants ainsi que des marchands, obliger les marchands et les exploitants d'établissements à **garantir** l'observation des conditions de leur agrément **par un cautionnement** ou une autre forme de sûreté, déterminé par le ministre, et en prévoir la réalisation en cas de manquement, déterminer les livres à conserver et prévoir l'agrément d'entreprises en matière d'analyse, d'inspection ou de classification ou de toute autre activité prévue à la présente loi ou à ses règlements;
Problème	Dans la version anglaise, l'expression *to post bonds* est une terminologie de la common law uniquement. Le concept correspondant en droit civil est *to provide suretyships*.
Solution	Dans la version anglaise, l'expression *to provide suretyships* est ajoutée.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **32.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment : [...] *b*) régir l'agrément — éventuellement le renouvellement, le retrait et la suspension de celui-ci — des établissements et de leurs exploitants ainsi que des marchands, obliger les marchands et les exploitants d'établissements à **garantir** l'observation des conditions de leur agrément **par un cautionnement** ou une autre forme de sûreté, déterminé par le ministre, et en prévoir la réalisation en cas de manquement, déterminer les livres à conserver et prévoir l'agrément d'entreprises en matière d'analyse, d'inspection ou de classification ou de toute autre activité prévue à la présente loi ou à ses règlements; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 64

Common Law	to post bonds
Civil Law	to provide suretyships
Title of the Legislative Text	*Canada Agricultural Products Act*, R.S.C. (1985), c. 20 (4th Supp.)
Provision	**32.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations ... (*b*) for the licensing, registration or accreditation of any activity or operation to which this Act applies, including regulations ... (v) requiring dealers or operators of establishments **to post bonds**, or to provide other security satisfactory to the Minister as a guarantee that they will comply with the terms and conditions of any licence or registration issued to them and providing for the forfeiture of the bonds or other security if they fail to comply with those terms and conditions;
Problem	In the English version, the phrase "to post bonds" has meaning only in common law. The appropriate concept in civil law is "to provide suretyships".
Solution	In the English version, the phrase "to provide suretyships" is added.
Harmonized Provision	**32.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations ... (*b*) for the licensing, registration or accreditation of any activity or operation to which this Act applies, including regulations ... (v) requiring dealers or operators of establishments **to post bonds or to provide suretyships**, or to provide other security satisfactory to the Minister, as a guarantee that they will comply with the terms and conditions of any licence or registration issued to them and providing for the forfeiture of the bonds, suretyships or other security if they fail to comply with those terms and conditions; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 64

Droit civil	garde matérielle
Common law	garde matérielle
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**13.** (1) L'alinéa 3*b*) ne s'applique qu'aux biens appartenant à l'État et dont lui-même ou une personne agissant en son nom : *a*) a assumé la **responsabilité matérielle**, dans le cas de biens meubles;
Problème	Dans la version française, l'expression « responsabilité matérielle » ne correspond pas à *physical control*, utilisée dans la version anglaise. En droit civil d'expression française, la notion de *physical control* est plutôt rendue par « garde matérielle ».
Solution	Dans la version française, l'expression « responsabilité matérielle » est remplacée par « garde matérielle ». L'expression « garde matérielle » vaut aussi pour la common law en français.
Disposition harmonisée	**13.** (1) Les sous-alinéas 3*a*)(ii) et *b*)(ii) ne s'appliquent aux biens appartenant à l'État que si lui-même ou une personne agissant en son nom : *a*) dans le cas de meubles et de biens personnels, en a assumé la **garde matérielle**; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 41

Common Law	physical control
Civil Law	physical control
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**13.** (1) Paragraph 3(*b*) is not applicable in respect of any property owned by the Crown, unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact, (*a*) in the case of personal property, taken **physical control** thereof;
Problem	The term *responsabilité matérielle* used in the French version does not correspond to "physical control" used in the English version. In civil law in French, the corresponding term is *garde matérielle*.
Solution	In the French version, the term *responsabilité matérielle* is replaced by *garde matérielle*. The term *garde matérielle* is also appropriate for common law in French.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **13.** (1) Subparagraphs 3(*a*)(ii) and (*b*)(ii) are not applicable in respect of any property owned by the Crown unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact, (*a*) in the case of personal property and movables, taken **physical control** of it; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, c. 4, S.C. 2001, s. 41

Droit civil	grève d'une sûreté
Common law	grève d'une sûreté
Titre du texte législatif	*Loi sur la Banque du Canada*, L.R.C. (1985), ch. B-2
Disposition	**23.** Sauf dans les cas permis par la présente loi, il est interdit à la Banque : [...] *c*) de prêter ou de consentir des avances sur la garantie de biens immeubles, rien ne s'opposant toutefois à ce que, pour protéger une créance que le conseil estime compromise, elle **grève d'une sûreté** les biens immeubles du débiteur ou d'un autre obligé et s'en porte acquéreur, à condition de les revendre quand les circonstances s'y prêtent;
Problème	L'utilisation de l'expression *secure itself* dans la version anglaise ne rend pas la réalité du droit civil.
Solution	Dans la version anglaise, les termes *or obtain security* sont ajoutés afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **23.** Sauf dans les cas permis par la présente loi, il est interdit à la Banque : [...] *c*) de prêter ou de consentir des avances sur la garantie d'immeubles ou de biens réels, rien ne s'opposant toutefois à ce que, pour protéger une créance que le conseil estime compromise, elle **grève d'une sûreté** les immeubles ou biens réels du débiteur ou d'un autre obligé et s'en porte acquéreur, à condition de les revendre quand les circonstances s'y prêtent; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 59(1)

Common Law	secure itself
Civil Law	obtain security
Title of the Legislative Text	*Bank of Canada Act*, R.S.C. (1985), c. B-2
Provision	**23.** The Bank shall not, except as authorized by this Act, ... (*c*) lend or make advances on the security of any real property, except that, in the event of any claims of the Bank being in the opinion of the Board endangered, the Bank may **secure itself** on any real property of the debtor or any other person liable and may acquire that property, which shall be resold as practicable thereafter;
Problem	In the English version, the use of the phrase "secure itself" is problematic because it does not reflect civil law.
Solution	The term "or obtain security" is added to reflect the civil law in English.
Harmonized Provision	**23.** The Bank shall not, except as authorized by this Act, ... (*c*) lend or make advances on the security of any real property or immovable, except that, in the event of any claims of the Bank being in the opinion of the Board endangered, the Bank may **secure itself** on any real property, **or obtain security** on any immovable, of the debtor or any other person liable and may acquire that property, which shall be resold as practicable after the acquisition; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 59(1)

Droit civil	grevées
Common law	grevées
Titre du texte législatif	*Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs*, L.R.C. (1985), ch. L-1
Disposition	**23.** Les prestations d'adaptation ne peuvent être cédées, **grevées de privilèges**, saisies ou données en garantie et, sous réserve des paragraphes 22(1) et 26(1), toute opération en ce sens est nulle.
Problème	L'utilisation du terme « privilège » dans la version française est inappropriée puisque cette notion n'existe plus en droit civil.
Solution	Dans l'expression « grevées de privilèges », le terme « grevées » doit être conservé car il rend bien la notion de *charged* en droit civil et en common law d'expression française. Par contre, le terme « privilèges » est supprimé car, outre le fait que les privilèges n'existent plus en droit civil, la version anglaise de l'article n'en fait pas mention.
Disposition harmonisée	**23.** Les prestations d'adaptation ne peuvent être cédées, **grevées**, saisies ou données en garantie et, sous réserve des paragraphes 22(1) et 26(1), toute opération en ce sens est nulle. *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 97

Common Law	charged
Civil Law	charged
Title of the Legislative Text	*Labour Adjustment Benefits Act*, R.S.C. (1985), c. L-1
Provision	**23.** Labour adjustment benefits are not capable of being assigned, **charged**, attached, anticipated or given as security and, subject to subsections 22(1) and 26(1), any transaction purporting to assign, **charge**, attach, anticipate or give as security any of those benefits is void.
Problem	The use of the term *privilèges* in the French version is inappropriate as this notion no longer exists in civil law.
Solution	In the term *grevées de privilèges*, the term *grevées* must be maintained because it conveys the meaning of "charged" in both civil and common law in French. The word *privilèges* is withdrawn because it no longer exists in civil law and the English version of the provision does not refer to it.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **23.** Labour adjustment benefits are not capable of being assigned, **charged**, attached, anticipated or given as security and, subject to subsections 22(1) and 26(1), any transaction purporting to assign, **charge**, attach, anticipate or give as security any of those benefits is void. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 97

Droit civil	hypothèque
Common law	cession en garantie, charge sur les créances comptables
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**94.** (4) Pour l'application du présent article, « cession » s'entend notamment de la **cession en garantie** et des autres **charges sur les créances comptables**.
Problème	En droit civil, les notions de « cession en garantie » et « charges sur les créances comptables » sont désuètes et ont été remplacées par le mécanisme de l'hypothèque sur créance. Ces notions sont cependant conservées pour les fins de la common law d'expression française. Les mêmes remarques valent pour les expressions *assignment by way of security* et *charges on book debts* dans la version anglaise qui ont été conservées pour les juristes de common law et qui sont rendues en droit civil par l'expression *hypothec on claims*.
Solution	Dans la version française, le terme « hypothèque » est ajouté. Dans la version anglaise, le terme *hypothec* est ajouté.
Disposition harmonisée	**94.** (4) Pour l'application du présent article, « cession » s'entend notamment **de l'hypothèque**, de la **cession en garantie** et des autres **charges sur les créances comptables**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 29

Common Law	assignment by way of security, charges on book debts
Civil Law	hypothec
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**94.** (4) For the purposes of this section, "assignment" includes **assignment by way of security** and other **charges on book debts**.
Problem	In civil law in English, the notions of "assignment by way of security" and " charges on book debts" are obsolete and have been replaced by the mechanism of hypothecs on claims. However, these terms are maintained for purposes of common law. The same remarks apply to the phrases *cession en garantie* and *autres charges sur les créances comptables* which are maintained for a common law audience and correspond in civil law in French to *hypothèque sur créance*.
Solution	In the French version, the term *hypothèque* is added. In the English version, the term "hypothec" is added.
Harmonized Provision	**94.** (4) For the purposes of this section, "assignment" includes **assignment by way of security**, **hypothec** and other **charges on book debts**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 29

Droit civil	hypothèque
Common law	hypothèque
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *k*) autoriser, au nom de Sa Majesté, l'obtention, la quittance ou la mainlevée totale ou partielle d'une **hypothèque** ou autre garantie se rapportant à une opération régie par la présente loi.
Problème	Seule la terminologie de la common law est utilisée dans la version anglaise (*mortgage*).
Solution	Dans la version anglaise, le terme *hypothec* est ajouté après *mortgage*. Le terme *hypothec* est le terme qui correspond en droit civil d'expression anglaise au concept de *mortgage* qui est propre à la common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *k*) autoriser, au nom de Sa Majesté, l'obtention, la quittance ou la mainlevée totale ou partielle d'une **hypothèque** ou autre garantie se rapportant à une opération régie par la présente loi. *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	mortgage
Civil Law	hypothec
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, ... (*k*) authorize the acceptance or the release or discharge, in whole or in part, on behalf of Her Majesty, of any security, by way of **mortgage** or otherwise, in connection with any transaction authorized under this Act.
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("mortgage").
Solution	In the English version, the term "hypothec" is added after "mortgage". The term "hypothec" is the appropriate civil law term in English that corresponds to the common law concept of "mortgage".
Harmonized Provision	**16.** (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable, ... (*k*) authorize the acceptance or the release or discharge, in whole or in part, on behalf of Her Majesty, of any security, by way of **mortgage**, **hypothec** or otherwise, in connection with any transaction authorized under this Act. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	hypothéquer
Common law	grever d'une sûreté
Titre du texte législatif	*Loi sur la fondation Jules et Paul-Émile Léger*, L.C. 1980-81-82-83, ch. 85.
Disposition	**4.** Dans le cadre de sa mission, la fondation peut : [...] *c*) sous réserve des conditions auxquelles elle les a acquis, **grever d'une sûreté** tout ou partie de ses biens, présents ou futurs, afin de garantir ses obligations.
Problème	L'expression *security interest* est propre à la common law. Bien que le terme correspondant « sûreté » utilisé dans la version française vaille pour le droit civil, la paire de termes « hypothéquer »/*hypothecate* reflète davantage le droit civil dans les deux versions linguistiques.
Solution	Pour les besoins du droit civil, le terme « hypothéquer » est ajouté dans la version française et le terme *hypothecate* est ajouté dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**4.** Dans le cadre de sa mission, la fondation peut : [...] *c*) sous réserve des conditions auxquelles elle les a acquis, **hypothéquer ou grever d'une sûreté** tout ou partie de ses biens, présents ou futurs, afin de garantir ses obligations. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 96

Common Law	security interest (create any)
Civil Law	hypothecate
Title of the Legislative Text	*An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation*, S.C. 1980-81-82-83, c. 85
Provision	**4.** The Foundation may, in furtherance of its objects, ... (*c*) subject to terms, if any, under which the property was acquired, **create any security interest** in all or any property of the Foundation, owned or subsequently acquired to secure any obligation of the Foundation.
Problem	The term "security interest" is a common law term. Although the corresponding term *sûreté*, used in the French version, is appropriate for civil law purposes, the term "hypothecate"/*hypothéquer* more accurately reflects the civil law in both linguistic versions.
Solution	The term "or hypothecate" is added to the English version and the term *hypothéquer* is added to the French version, for civil law purposes.
Harmonized Provision	**4.** The Foundation may, in furtherance of its objects, ... (*c*) subject to the terms, if any, under which the property was acquired, **create any security interest** in, **or hypothecate**, all or any property of the Foundation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the Foundation. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 96

Droit civil	hypothèques
Common law	hypothèques
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office nationale de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**111.** Malgré les autres dispositions de la présente loi, toute autre loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, le pipeline ou la partie de celui-ci fixés à des biens immeubles soit avec l'autorisation prévue aux paragraphes 108(2) ou (6), soit sans autorisation dans le cadre du paragraphe 108(5) : [...] *b*) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés de privilèges ou de sûretés.
Problème	Il y a disparité de contenu entre les deux versions linguistiques. La version anglaise fait une énumération plus précise des sûretés que peut accorder une compagnie. Y est expressément mentionné le *mortgage*. Dans la version française, seules les sûretés réelles conventionnelles devraient être visées. Compte tenu de ce contexte, seule l'hypothèque peut trouver application en l'espèce pour le droit civil. Le terme « hypothèque » est traduit en droit civil d'expression anglaise par *hypothec*.
Solution	Dans la version française, les termes « hypothèques » et « par la compagnie » sont ajoutés. Dans la version anglaise, la phraséologie *or the company may constitute a hypothec* est ajoutée.
Disposition harmonisée	**111.** Malgré les autres dispositions de la présente loi, toute autre loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, le pipeline ou la partie de celui-ci fixés à des biens immeubles soit avec l'autorisation prévue aux paragraphes 108(2) ou (6), soit sans autorisation dans le cadre du paragraphe 108(5) : [...] *b*) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés d'**hypothèques**, de privilèges, de charges ou d'autres sûretés **par la compagnie**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 105

Common Law	mortgage
Civil Law	hypothec
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**111.** Notwithstanding this Act or any other general or Special Act or law to the contrary, where the pipeline of a company or any part of that pipeline has been affixed to any real property in accordance with leave obtained from the appropriate authority as provided in subsection 108(2) or (6) or without leave pursuant to subsection 108(5), ... (*b*) subject to the provisions of this Act, the company may create any lien, **mortgage**, charge or other security on the pipeline or on that part of it.
Problem	There is a disparity between the two linguistic versions. The English version is more precise in its enumeration of the securities that may be given by a company; a mortgage is expressly mentioned. Only conventional real securities should be included in the French version. Given the context, only the notion of *l'hypothèque* can be used for civil law purposes. The term *hypothèque* is translated in civil law in English as "hypothec".
Solution	In the French version, the terms *d'hypothèque* and *par la compagnie* are added. In the English version, the phrase "or the company may constitute a hypothec" is added.
Harmonized Provision	**111.** Notwithstanding this Act or any other general or Special Act or law to the contrary, where the pipeline of a company or any part of that pipeline has been affixed to any real property in accordance with leave obtained from the appropriate authority as provided in subsection 108(2) or (6) or without leave pursuant to subsection 108(5), ... (*b*) subject to the provisions of this Act, the company may create a lien, **mortgage**, charge or other security, **or the company may constitute a hypothec**, on the pipeline or on that part of it. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 105

Droit civil	immeuble
Common law	bien réel
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**4.** Sous réserve de toute autre loi, la vente, la location ou autre acte d'aliénation d'un **immeuble** fédéral ou la délivrance d'un permis à son égard sont subordonnés aux prescriptions de la présente loi.
Problème	Seule la terminologie du droit civil (« immeuble ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (*real property*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « bien réel » est ajoutée afin de refléter la common law. Dans la version anglaise, le terme *immovables* est ajouté afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**4.** Sous réserve de toute autre loi, la disposition ou la location d'un **immeuble** fédéral ou d'un **bien réel** fédéral ou la délivrance d'un permis à son égard sont assujetties à la présente loi. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 13

Common Law	real property
Civil Law	immovables
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**4.** Subject to any other Act, no sale, lease or other disposition of federal **real property** shall be made and no licence shall be given in respect of federal **real property** except in accordance with this Act.
Problem	Only civil law terminology (*immeuble*) is used in the French version and only common law terminology ("real property") is used in the English version.
Solution	In the French version, the term *bien réel* is added in order to reflect the common law. In the English version, the term "immovables" is added in order to reflect the civil law.
Harmonized Provision	**4.** Subject to any other Act, no disposition or lease of federal **real property** or federal **immovables** shall be made and no licence shall be given in respect of any such property except in accordance with this Act. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 13

Droit civil	immeubles
Common law	biens réels
Titre du texte législatif	*Loi sur l'intérêt*, L.R.C. (1985), ch. I-15
Disposition	**4.** Sauf à l'égard des hypothèques sur **biens-fonds**, lorsque, aux termes d'un contrat écrit ou imprimé, scellé ou non, quelque intérêt est payable à un taux ou pourcentage par jour, semaine ou mois, ou à un taux ou pourcentage pour une période de moins d'un an, aucun intérêt supérieur au taux ou pourcentage de cinq pour cent par an n'est exigible, payable ou recouvrable sur une partie quelconque du principal, à moins que le contrat n'énonce expressément le taux d'intérêt ou pourcentage par an auquel équivaut cet autre taux ou pourcentage.
Problème	Le terme « bien-fonds », bien que connu en droit civil et en common law d'expression française, ne correspond pas à la notion de *real property* de la common law utilisée dans la version anglaise. De plus, seule la terminologie de la common law est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, le terme « bien-fonds » est remplacé par « immeubles ou biens réels » afin de refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, le terme *immovables* est ajouté afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**4.** Sauf à l'égard des hypothèques sur **immeubles ou biens réels**, lorsque, aux termes d'un contrat écrit ou imprimé, scellé ou non, quelque intérêt est payable à un taux ou pourcentage par jour, semaine ou mois, ou à un taux ou pourcentage pour une période de moins d'un an, aucun intérêt supérieur au taux ou pourcentage de cinq pour cent par an n'est exigible, payable ou recouvrable sur une partie quelconque du principal, à moins que le contrat n'énonce expressément le taux d'intérêt ou pourcentage par an auquel équivaut cet autre taux ou pourcentage. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 91

Common Law	real property
Civil Law	immovables
Title of the Legislative Text	*Interest Act*, R.S.C. (1985), c. I-15
Provision	**4.** Except as to mortgages on **real property**, whenever any interest is, by the terms of any written or printed contract, whether under seal or not, made payable at a rate or percentage per day, week, month, or at any rate or percentage for any period less than a year, no interest exceeding the rate or percentage of five per cent per annum shall be chargeable, payable or recoverable on any part of the principal money unless the contract contains an express statement of the yearly rate or percentage of interest to which the other rate or percentage is equivalent.
Problem	The concept of *bien-fonds*, even though known to civil law and common law in French, does not correspond to the common law notion of "real property" used in the English version. Moreover, in the English version, only common law terminology is used.
Solution	In the French version, the terms *immeubles* and *biens réels* are added to replace the term *bien-fonds* in order to reflect the civil law and common law in French. In the English version, the term "immovables" is added in order to reflect civil law.
Harmonized Provision	**4.** Except as to mortgages on **real property** or hypothecs on **immovables**, whenever any interest is, by the terms of any written or printed contract, whether under seal or not, made payable at a rate or percentage per day, week, month, or at any rate or percentage for any period less than a year, no interest exceeding the rate or percentage of five per cent per annum shall be chargeable, payable or recoverable on any part of the principal money unless the contract contains an express statement of the yearly rate or percentage of interest to which the other rate or percentage is equivalent. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 91

Droit civil	légataires à titre particulier
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, ayants droit, **bénéficiaires testamentaires** ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.
Problème	Dans la version française, l'expression « bénéficiaires testamentaires » n'est pas appropriée ni pour le droit civil, ni pour la common law. Dans la version anglaise, le terme *devisee* en est un de common law uniquement.
Solution	L'expression « bénéficiaires testamentaires »/*devisees* est remplacée par les termes « légataires »/*legatees* pour les fins de la common law et du droit civil. Il est toutefois nécessaire d'ajouter les expressions « légataire à titre particulier » /*legatees by particular title* pour le droit civil, parce que ce type de legs n'est pas visé par les termes « héritiers »/*heirs* ou « légataire »/*legatees*.
Disposition harmonisée	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, ayants droit ou ayants cause, **légataires** ou **légataires à titre particulier**, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 22

Common Law	n/a
Civil Law	legatees by particular title
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the **heirs**, assigns, **devisees** or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.
Problem	In the French version, the term *bénéficiaires testamentaires* is inappropriate in both civil and common law. In the English version, the term "devisees" is known only to common law.
Solution	The terms "devisees"/ *bénéficiaires testamentaires* are replaced by the terms "legatees"/*légataires* which are appropriate for both common law and civil law. It is however necessary to add the expression "legatees by particular title" / *légataire à titre particulier* for civil law purposes, because this type of legacy is not covered by the terms "heirs"/*héritiers* or "legatees"/*légataires*.
Harmonized Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, assigns or successors, **legatees** or **legatees by particular title**, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 22

Droit civil	légataires, légataires à titre particulier
Common law	légataires
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, ayants droit, **bénéficiaires testamentaires** ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.
Problème	Dans la version française, l'expression « bénéficiaires testamentaires » n'est pas appropriée ni pour le droit civil, ni pour la common law. Dans la version anglaise, le terme *devisee* en est un de common law uniquement.
Solution	L'expression « bénéficiaires testamentaires »/*devisees* est remplacée par les termes « légataires »/*legatees* pour les fins de la common law et du droit civil. Il est toutefois nécessaire d'ajouter les expressions « légataire à titre particulier » / *legatees by particular title* pour le droit civil, parce que ce type de legs n'est pas visé par les termes « héritiers »/*heirs* ou « légataire »/*legatees*.
Disposition harmonisée	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, ayants droit ou ayants cause, **légataires** ou **légataires à titre particulier**, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 22

Common Law	legatees
Civil Law	legatees, legatees by particular title
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the heirs, assigns, **devisees** or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.
Problem	In the French version, the term *bénéficiaires testamentaires* is inappropriate in both civil and common law. In the English version, the term "devisees" is known only to common law.
Solution	The terms "devisees"/ *bénéficiaires testamentaires* are replaced by the terms "legatees"/*légataires* which are appropriate for both common law and civil law. It is however necessary to add the expression "legatees py particular title" / *légataire à titre particulier* for civil law purposes, because this type of legacy is not covered by the terms "heirs"/*héritiers* or "legatees"/*légataires*.
Harmonized Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, assigns or successors, **legatees** or **legatees by particular title**, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 22

Droit civil	legs
Common law	legs
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, L.C. 1999, ch. 17
Disposition	**74.** (1) L'Agence a la gestion de tous les immeubles qu'elle acquiert, notamment par achat, location, transfert, don ou **legs**.
Problème	Dans la version anglaise, la notion de *devise* n'a de sens qu'en common law. La notion correspondante en droit civil d'expression anglaise est *legacy*.
Solution	Le terme *legacy* est ajouté dans la version anglaise. La version française n'a pas à être modifiée puisque le terme *legs* vaut pour les deux systèmes juridiques.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **74.** (1) L'Agence a la gestion : *a*) de tous les biens réels qu'elle acquiert, notamment par achat, location, transfert, don ou legs; *b*) de tous les immeubles qu'elle acquiert, notamment par achat, transfert, don ou **legs**, ou qu'elle loue à titre de locataire. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 131

Common Law	devise
Civil Law	legacy
Title of the Legislative Text	*Canada Customs and Revenue Agency Act*, S.C. 1999, c. 17
Provision	**74.** (1) The Agency has the administration of any real property acquired by the Agency by purchase, lease, transfer, gift, **devise** or otherwise.
Problem	The notion of "devise", used in the English version, has meaning only in common law. The corresponding civil law notion is "legacy".
Solution	The term "legacy" is added to the English version. The French version need not be modified as the term *legs* is known to both legal systems.
Harmonized Provision	**74.** (1) The Agency has the administration of (*a*) real property acquired by the Agency by purchase, lease, transfer, gift, **devise** or otherwise; and (*b*) immovables acquired by the Agency by purchase, transfer, gift, **legacy** or otherwise and immovables of which it is the lessee. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 131

Droit civil	liquidateur de succession
Common law	exécuteur testamentaire
Titre du texte législatif	*Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)
Disposition	**13.** (7.3) Pour l'application de l'alinéa (7)*e*), deux sociétés qui, étant contrôlées par le même fiduciaire ou **exécuteur testamentaire**, seraient liées l'une à l'autre à un moment donné, sans le présent paragraphe, sont réputées ne pas l'être à ce moment s'il est établi : *a*) d'une part, que le fiduciaire ou l'**exécuteur testamentaire** n'a pas acquis le contrôle des sociétés par suite de la création d'une ou plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par plusieurs particuliers qui ont un lien de dépendance entre eux; *b*) d'autre part, que la fiducie ou succession en vertu de laquelle le fiduciaire ou **exécuteur testamentaire** a acquis le contrôle de chacune des sociétés ne commence à exister qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou succession.
Problème	La notion d' « exécuteur testamentaire » / *testamentary executor* est désuète en droit civil. Le *Code civil du Québec* a remplacé cette notion pour celle de « liquidateur de succession » / *liquidator of a succession*, lequel exerce des fonctions légèrement différentes de l'exécuteur testamentaire.
Solution	Pour refléter la nouvelle notion de droit civil, « liquidateur de succession » est ajouté dans la version française et *liquidator of a succession* est ajouté dans la version anglaise. Les termes « exécuteur testamentaire » et *executor* sont conservés pour les fins de la common law.
Disposition harmonisée	**13.** (7.3) Pour l'application de l'alinéa (7)*e*), deux sociétés qui, étant contrôlées par le même fiduciaire, **liquidateur de succession ou exécuteur testamentaire**, seraient liées l'une à l'autre à un moment donné, sans le présent paragraphe, sont réputées ne pas l'être à ce moment s'il est établi : *a*) d'une part, que le fiduciaire, **liquidateur ou exécuteur** n'a pas acquis le contrôle des sociétés par suite de la création d'une ou plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par plusieurs particuliers qui ont un lien de dépendance entre eux; *b*) d'autre part, que la fiducie ou succession en vertu de laquelle le fiduciaire, **liquidateur ou exécuteur** a acquis le contrôle de chacune des sociétés ne commence à exister qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou succession. *Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu*, L.C. 2001, ch. 17, par. 196(1)

Common Law	executor
Civil Law	liquidator of a succession
Title of the Legislative Text	*Income Tax Act*, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)
Provision	**13.** (7.3) For the purposes of paragraph (7)(*e*), where at a particular time one corporation would, but for this subsection, be related to another corporation by reason of both corporations being controlled by the same trustee or **executor** and it is established that (*a*) the trustee or **executor** did not acquire control of the corporations as a result of one or more trusts or estates created by the same individual or by two or more individuals not dealing with each other at arm's length, and (*b*) the trust or estate under which the trustee or **executor** acquired control of each of the corporations arose only on the death of the individual creating the trust or estate, the two corporations shall be deemed not to be related to each other at that particular time.
Problem	The terms "testamentary executor" / *exécuteur testamentaire* are obsolete in civil law. The *Civil Code of Québec* has replaced this institution with the slightly different concept of "liquidator of a succession" / *liquidateur de succession*.
Solution	To reflect the new civil law notion, "liquidator of a succession" is added to the English version and *liquidateur de succession* is added to the French version. The terms "executor"/ *exécuteur testamentaire* are maintained for common law purposes.
Harmonized Provision	**13.** (7.3) For the purposes of paragraph (7)(*e*), where at a particular time one corporation would, but for this subsection, be related to another corporation by reason of both corporations being controlled by the same **executor, liquidator of a succession** or trustee and it is established that (*a*) the **executor, liquidator** or trustee did not acquire control of the corporations as a result of one or more estates or trusts created by the same individual or by two or more individuals not dealing with each other at arm's length, and (*b*) the estate or trust under which the **executor, liquidator** or trustee acquired control of each of the corporations arose only on the death of the individual creating the estate or trust, the two corporations are deemed not to be related to each other at the particular time. *Income Tax Amendments Act, 2000*, S.C. 2001, c. 17, s. 196(1)

Droit civil	locataire
Common law	locataire
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**12.** La **personne qui loue** un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le **locataire** ou son ayant droit, du sous-locataire ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.
Problème	Dans la version anglaise, l'expression *person who holds a lease* n'est pas appropriée en droit civil. La paire de termes « locataire »/*lessee* est plus appropriée dans le contexte dans les deux systèmes juridiques.
Solution	Dans la version française, l'expression « personne qui loue » est remplacée par « locataire ». Dans la version anglaise, l'expression *person who holds a lease* est remplacée par *lessee*.
Disposition harmonisée	**12.** Le **locataire** d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est : [...] *c*) en ce qui concerne le **locataire** ou son ayant cause ou le cessionnaire ou le titulaire de l'intérêt découlant du bail, en faveur du sous-locataire de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	lessee
Civil Law	lessee
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12. A person who holds a lease** of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of ... (*c*) in the case of a **person holding such a lease** or interest, any subtenant or licensee of that person.
Problem	In the English version, the phrase "a person who holds a lease" is inappropriate in civil law. The terms "lessee"/*locataire* are more appropriate in the context, in both legal systems.
Solution	In the French version, the phrase *personne qui loue* is replaced by *locataire*. In the English version, the phrase "person who holds a lease" is replaced by "lessee".
Harmonized Provision	**12. A lessee** of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of ... (*c*) in the case of **such a lessee**, successor or assignee or person holding such an interest, any sublessee or licensee of that person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	mainlevée d'hypothèque
Common law	mainlevée d'hypothèque
Titre du texte législatif	*Loi sur l'assurance-emploi*, L.C. 1996, ch. 23
Disposition	**102.** (13) Tout document présenté comme étant un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision, une évaluation, une **mainlevée d'hypothèque** ou autre document [...]
Problème	Seule la terminologie de la common law (*discharge of mortgage*) est utilisée dans la version anglaise de cette disposition. L'expression « mainlevée d'hypothèque » est rendue, en droit civil d'expression anglaise, par *release of hypothec*.
Solution	Dans la version anglaise, on ajoute l'expression *release of hypothec*.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **102.** (13) Tout document présenté comme étant un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision, une évaluation, une **mainlevée d'hypothèque** ou autre document [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 78

Common Law	discharge of mortgage
Civil Law	release of hypothec
Title of the Legislative Text	*Employment Insurance Act*, S.C. 1996, c. 23
Provision	**102.** (13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, **discharge of mortgage** or other document …
Problem	Only common law terminology ("discharge of mortgage") is used in the English version of this provision. The corresponding term in civil law in English for the term *mainlevée d'hypothèque* is "release of hypothec".
Solution	In the English version, the term "release of hypothec" is added.
Harmonized Provision	**102.** (13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, **discharge of mortgage, release of hypothec** or other document … *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 78

Droit civil	mandataires
Common law	mandataires
Titre du texte législatif	*Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*, L.R.C. (1985), ch. P-10
Disposition	**3.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, indemniser un agriculteur des pertes subies par suite de la présence de résidus de pesticide dans un produit agricole ou à sa surface si les conditions suivantes sont réunies : [...] *d*) le ministre est convaincu que la contamination n'est pas imputable à l'agriculteur ou à un ancien propriétaire de la terre d'où vient le produit agricole, ou à leurs employés ou **mandataires**.
Problème	Seule la terminologie de la common law (*agent*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *mandatary* est ajouté après le mot *agent* pour refléter la terminologie du droit civil. Aucun changement n'est requis à la version française à cet égard, puisque le terme « mandataire » vaut pour le droit civil et la common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **3.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, indemniser un agriculteur des pertes subies par suite de la présence de résidus de pesticide dans un produit agricole ou à sa surface si les conditions suivantes sont réunies : [...] *d*) le ministre est convaincu que la contamination ne résulte pas de la faute de l'agriculteur ou d'un ancien propriétaire de la terre d'où vient le produit agricole, ou de leurs employés ou **mandataires**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 115

Common Law	agent
Civil Law	mandatary
Title of the Legislative Text	*Pesticide Residue Compensation Act*, R.S.C. (1985), c. P-10
Provision	**3.** (1) Subject to this Act, the Minister may pay to a farmer, on such terms and conditions as are prescribed by the regulations, compensation for any loss suffered by the farmer as a result of the presence of pesticide residue in or on an agricultural product of that farmer, if ... (*d*) the Minister is satisfied that the presence of the pesticide residue in or on the product is not due to any fault of the farmer, his employee or **agent**, or of a previous owner of the land on which the product was grown, or that previous owner's employee or **agent**.
Problem	Only common law terminology ("agent") is used in the English version.
Solution	In the English version, the term "mandatary" is added after the term "agent" to reflect civil law terminology. No amendment is required to the French version, since the term *mandataires* is appropriate for both civil law and common law.
Harmonized Provision	**3.** (1) Subject to this Act, the Minister may pay to a farmer, on such terms and conditions as are prescribed by the regulations, compensation for any loss suffered by the farmer as a result of the presence of pesticide residue in or on an agricultural product of that farmer, if ... (*d*) the Minister is satisfied that the presence of the pesticide residue in or on the product is not due to any fault of the farmer, the farmer's employee, **agent or mandatary** or of a previous owner of the land on which the product was grown, or that previous owner's employee, **agent or mandatary**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 115

Droit civil	meubles
Common law	biens personnels
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**13.** (1) L'alinéa 3*b*) ne s'applique qu'aux biens appartenant à l'État et dont lui-même ou une personne agissant en son nom : *a*) a assumé la responsabilité matérielle, dans le cas de **biens meubles**;
Problème	La terminologie du droit civil (« meubles ») est utilisée uniquement dans la version française et la terminologie de la common law (*personal property*) est utilisée uniquement dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « biens personnels » est ajoutée afin de refléter la common law. Dans la version anglaise, le terme *movables* est ajouté afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**13.** (1) Les sous-alinéas 3*a*)(ii) et *b*)(ii) ne s'appliquent aux biens appartenant à l'État que si lui-même ou une personne agissant en son nom : *a*) dans le cas de **meubles** et de **biens personnels**, en a assumé la garde matérielle; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 41

Common Law	personal property
Civil Law	movables
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**13.** (1) Paragraph 3(*b*) is not applicable in respect of any property owned by the Crown, unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact, (*a*) in the case of **personal property**, taken physical control thereof; and ...
Problem	Only civil law terminology (***meubles***) is used in the French version and only common law terminology ("personal property") is used in the English version.
Solution	In the French version, the term *biens personnels* is added in order to reflect the common law. In the English version, the term "movables" is added in order to reflect the civil law.
Harmonized Provision	**13.** (1) Subparagraphs 3(*a*)(ii) and (*b*)(ii) are not applicable in respect of any property owned by the Crown unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact, (*a*) in the case of **personal property and movables**, taken physical control of it; and ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 41

Droit civil	meubles
Common law	biens personnels
Titre du texte législatif	*Loi sur le Centre canadien de gestion*, L.C. 1991, ch. 16
Disposition	**5.** (1) Dans l'exécution de sa mission, le Centre [...] peut notamment : *a*) élaborer et gérer des programmes de perfectionnement de la gestion, et acquérir **des biens mobiliers** à cette fin;
Problème	Seule la terminologie du droit civil est utilisée dans les versions française (« biens mobiliers ») et anglaise (*other than immovable property*). La référence à des catégories différentes de biens dans chaque version linguistique ajoute à ce problème.
Solution	Dans la version française, les termes « biens mobiliers » sont remplacés par « des meubles et des biens personnels » afin de refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, les termes *personal and movable property* sont ajoutés afin de refléter la common law et le droit civil et remplacent ainsi les termes *other than immovable property*.
Disposition harmonisée	**5.** (1) Dans l'exécution de sa mission, le Centre [...] peut notamment : *a*) acquérir, élaborer et gérer des programmes de perfectionnement de la gestion, et acquérir **des meubles et des biens personnels** à cette fin; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 68(1)

Common Law	personal property
Civil Law	movable property
Title of the Legislative Text	*Canadian Centre for Management Development Act*, S.C. 1991, c. 16
Provision	**5.** (1) In carrying out its objects, the Centre ... may (*a*) procure, manage, maintain and operate programs and facilities, **other than immovable property**, for management development;
Problem	Only civil law terminology is used in both the French (*biens mobiliers*) and English ("other than immovable property") versions. The use of different categories of property in the two linguistic versions adds to this problem.
Solution	In the French version, the term *biens mobiliers* is replaced by *des meubles et des biens personnels* in order to reflect both civil law and common law. In the English version, the phrase "other than immovable property" is replaced by "personal and movable property" in order to reflect both common law and civil law.
Harmonized Provision	**5.** (1) In carrying out its objects, the Centre ... may (*a*) acquire, manage, maintain, design and operate programs for management development and acquire **personal and movable property**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 68(1)

Droit civil	meubles corporels
Common law	biens personnels corporels
Titre du texte législatif	*Loi sur les forces étrangères au Canada*, L.R.C. (1985), ch. V-2
Disposition	**22.** (2) Un membre d'une force étrangère présente au Canada est exonéré d'impôt, au Canada, sur le traitement et les émoluments qu'un État désigné lui verse à ce titre et quant aux **biens meubles corporels** temporairement au Canada du fait de sa présence dans ce pays à ce titre.
Problème	Seule la terminologie du droit civil (« biens meubles corporels ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (*tangible personal property*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version française, l'expression « biens personnels corporels » est ajoutée afin de refléter la common law et l'expression « biens meubles » est remplacée par « meubles » afin de mieux refléter la terminologie du droit civil. Dans la version anglaise, l'expression *corporeal movable* est ajoutée afin de refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**22.** (2) Un membre d'une force étrangère présente au Canada est exonéré d'impôt, au Canada, sur le traitement et les émoluments qu'un État désigné lui verse à ce titre et quant aux **meubles corporels ou biens personnels corporels** temporairement au Canada du fait de sa présence dans ce pays à ce titre. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 127

Common Law	tangible personal property
Civil Law	corporeal movable property
Title of the Legislative Text	*Visiting Forces Act*, R.S.C. (1985), c. V-2
Provision	**22.** (2) A member of a visiting force is exempt from taxation in Canada on the salary and emoluments paid to him as such member by a designated state and in respect of any **tangible personal property** that is in Canada temporarily by reason of his presence in Canada as such member.
Problem	Only civil law terminology (*biens meubles corporels*) is used in the French version and only common law terminology ("tangible personal property") is used in the English version.
Solution	In the French version, the term *biens personnels corporels* is added in order to reflect common law and the term *biens meubles* is replaced by *meubles* to better reflect civil law terminology. In the English version, the term "corporeal movable" is added in order to reflect civil law.
Harmonized Provision	**22.** (2) A member of a visiting force is exempt from taxation in Canada on the salary and emoluments paid to the member as a member by a designated state and in respect of any **tangible personal or corporeal movable property** that is in Canada temporarily by reason of the member's presence in Canada as a member. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 127

Droit civil	nulle
Common law	nulle
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas **nulle** de ce fait [...]
Problème	Dans la version anglaise, le terme *void* est inapproprié pour le droit civil.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *null* est ajouté afin de refléter la terminologie du droit civil. Le terme *void* est maintenu pour les besoins de la common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **20.** La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas **nulle** de ce fait [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 22

Common Law	void
Civil Law	null
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason **void** ....
Problem	In civil law, the term "void", used in the English version, is inappropriate.
Solution	In the English version, the term "null" is added to reflect civil law terminology. The term "void" is maintained for common law purposes.
Harmonized Provision	**20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason **null or void** .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 22

Droit civil	obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif
Common law	obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**120.** (6) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers ou par les autres inspecteurs à exécuter des services spéciaux pour le compte de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation du tribunal qui peut modifier ces honoraires comme il le juge à propos eu égard à la nature des services rendus par rapport aux **obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif**.
Problème	L'expression « obligations fiduciaires » et l'expression correspondante en anglais, *fiduciary obligations*, sont propres à la common law et, compte tenu du contexte, portent à confusion en droit civil puisque l'on vise plutôt ici l'obligation d'agir de bonne foi.
Solution	Dans la version française, l'expression « obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif » est remplacée par la phraséologie « l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif envers l'actif ». Dans la version anglaise, l'expression *fiduciary obligations of the inspector to the estate* est remplacée par la phraséologie *the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interest of the administration of the estate*.
Disposition harmonisée	**120.** (6) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers ou par les autres inspecteurs à exécuter des services spéciaux pour le compte de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation du tribunal qui peut modifier ces honoraires comme il le juge à propos eu égard à la nature des services rendus par rapport à **l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 30

Common Law	obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate
Civil Law	obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**120.** (6) An inspector duly authorized by the creditors or by the other inspectors to perform special services for the estate may be allowed a special fee for those services, subject to approval of the court, which may vary that fee as it deems proper having regard to the nature of the services rendered in relation to **the fiduciary obligations of the inspector to the estate**.
Problem	The term "fiduciary obligations" and the corresponding French term *obligations fiduciaires* are common law terms. Given the context, these terms lead to some confusion in civil law since what is meant here is the obligation to act in good faith.
Solution	In the English version, the term "fiduciary obligations of the inspector to the estate" is replaced by the phrase "the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate". In the French version, the term *obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif* is replaced by the phrase *l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif.*
Harmonized Provision	**120.** (6) An inspector duly authorized by the creditors or by the other inspectors to perform special services for the estate may be allowed a special fee for those services, subject to approval of the court, which may vary that fee as it deems proper having regard to the nature of the services rendered in relation to **the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate.** *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 30

Droit civil	ordonnance d'exécution en nature
Common law	ordonnance d'exécution en nature
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**22.** (1) Le tribunal ne peut, lorsqu'il connaît d'une demande visant l'État, assujettir celui-ci à une injonction ou à une **ordonnance d'exécution** mais, dans les cas où ces recours pourraient être exercés entre particuliers, il peut, pour en tenir lieu, déclarer les droits des parties.
Problème	La disposition vise à interdire l'émission contre l'État d'une ordonnance d'exécution en nature d'une obligation contractuelle. En droit civil d'expression française, « ordonnance d'exécution en nature » est la terminologie appropriée.
Solution	Dans la version française, l'expression « ordonnance d'exécution » est remplacée par « ordonnance d'exécution en nature », expression qui vaut à la fois pour le droit civil et la common law.
Disposition harmonisée	**22.** (1) Le tribunal ne peut, lorsqu'il connaît d'une demande visant l'État, assujettir celui-ci à une injonction ou à une **ordonnance d'exécution en nature** mais, dans les cas où ces recours pourraient être exercés entre personnes, il peut, pour en tenir lieu, déclarer les droits des parties. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 46

Common Law	order for specific performance
Civil Law	order for specific performance
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**22.** (1) Where in proceedings against the Crown any relief is sought that might, in proceedings between persons, be granted by way of injunction or specific performance, a court shall not, as against the Crown, grant an injunction or make an **order for specific performance**, but in lieu thereof may make an order declaratory of the rights of the parties.
Problem	The purpose of the provision is to prohibit an order against the Crown for specific performance of a contractual obligation. In civil law in French, the appropriate term is *ordonnance d'exécution en nature*.
Solution	In the French version, the term *ordonnance d'exécution* is replaced by the term *ordonnance d'exécution en nature*. This term is appropriate for both common law and civil law.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **22.** (1) Where in proceedings against the Crown any relief is sought that might, in proceedings between persons, be granted by way of injunction or specific performance, a court shall not, as against the Crown, grant an injunction or make an **order for specific performance**, but in lieu thereof may make an order declaratory of the rights of the parties. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 46

Droit civil	personne
Common law	personne
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**4.** L'État est également assimilé à une **personne physique, majeure et capable**, pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard des dommages que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant.
Problème	L'utilisation de l'expression *private person* dans la version anglaise amène un problème de désuétude terminologique.
Solution	Dans la version française, l'expression « personne physique majeure et capable » est remplacée par « personne ». Dans la version anglaise, l'expression *private person of full age and capacity* est remplacée par *person*. Une nouvelle définition de « personne » et *person* est introduite à la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* par l'article 35 de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil* et s'applique à cet article. Dans la version anglaise, l'expression *any person* est remplacée par le terme *anyone*. Cette dernière modification cherche à éviter l'application de cette nouvelle définition. À cet égard, l'intention du législateur est de viser les préjudices causés à toute personne et non seulement aux personnes physiques, majeures et capables.
Disposition harmonisée	**4.** L'État est également assimilé à une **personne** pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard du dommage que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 37

Common Law	person
Civil Law	person
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**4.** The Crown is liable for the damage sustained by **any person** by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a **private person of full age and capacity**.
Problem	The term "private person", used in the English version, is obsolete.
Solution	In the French version, the term *personne physique majeure et capable* is replaced by the term *personne*. In the English version, the term "private person of full age and capacity" is replaced by "person". A new definition of "person" (*personne*) was added to the *Crown Liability and Proceedings Act* by section 35 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*. In the English version, the term "any person" is replaced by "anyone". This last amendment is made in order to avoid the application of this new definition. In this respect, the legislator's intent is to encompass damages sustained by all persons including legal persons, not only natural persons of full age and capacity.
Harmonized Provision	**4.** The Crown is liable for the damage sustained by **anyone** by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a **person**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 37

Droit civil	personne physique
Common law	personne physique
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**5.** (2) Les immeubles fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer la cession entre **sujets de droit privé**.
Problème	Les expressions « sujets de droit privé » et *private person* ne sont pas équivalentes.
Solution	Dans la version française, l'expression « sujets de droit privé » est remplacée par « personne physique ». Dans la version anglaise, l'expression *private person* est remplacée par *natural person*. Ces expressions sont plus simples et mieux adaptées, tant au droit civil qu'à la common law.
Disposition harmonisée	**5.** (2) Les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province où sont situés ces biens, peut servir à opérer le transfert d'immeubles ou de biens réels par une **personne physique**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(3)

Common Law	natural person
Civil Law	natural person
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**5.** (2) Federal real property within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted by any instrument by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property may be transferred by a **private person**.
Problem	The terms "private person" and *sujets de droit privé* do not describe equivalent concepts.
Solution	In the English version, the term "private person" is replaced by "natural person ". In the French version, the term *sujets de droit privé* is replaced by *personne physique*. These terms are more simple and better adapted to both civil and common law.
Harmonized Provision	**5.** (2) Federal real property and federal immovables within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted or conceded, as the case may be, by any instrument or act by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property and immovables may be transferred by a **natural person**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 15(3)

Droit civil	perte pécuniaire antérieure au procès
Common law	dommages-intérêts spéciaux
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**31.** (3) Si l'ordonnance de paiement accorde des **dommages-intérêts spéciaux**, les intérêts prévus au paragraphe (2) sont calculés sur le solde du montant des **dommages-intérêts spéciaux** accumulés à la fin de chaque période de six mois postérieure à l'avis écrit mentionné à l'alinéa (2)*b*) ainsi qu'à la date de cette ordonnance.
Problème	Seule la terminologie propre à la common law, soit les expressions « dommages-intérêts spéciaux » / *special damages*, est utilisée dans les deux versions linguistiques. En common law, ces dommages visent plus particulièrement les pertes pécuniaires subies avant le procès. Ce type de dommages-intérêts n'a pas d'appellation particulière en droit civil mais est toutefois compensé de la même façon qu'en common law, par exemple les pertes de revenus subies jusqu'au procès. En droit civil, l'expression « perte pécuniaire antérieure au procès » et son équivalent anglais *pre-trial pecuniary loss* correspondent au concept de la common law.
Solution	Dans la version française, l'expression « perte pécuniaire antérieure au procès » est ajoutée. Dans la version anglaise, l'expression *pre-trial pecuniary loss* est ajoutée.
Disposition harmonisée	**31.** (3) Si l'ordonnance de paiement accorde une somme, **dans la province de Québec, à titre de perte pécuniaire antérieure au procès ou, dans les autres provinces, à titre de dommages-intérêts spéciaux**, les intérêts prévus au paragraphe (2) sont calculés sur le solde du montant de la **perte pécuniaire antérieure au procès** ou des **dommages-intérêts spéciaux** accumulés à la fin de chaque période de six mois postérieure à l'avis écrit mentionné à l'alinéa (2)*b*) ainsi qu'à la date de cette ordonnance. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 51(2)

Common Law	special damages
Civil Law	pre-trial pecuniary loss
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**31.** (3) Where an order referred to in subsection (2) includes an amount for **special damages**, the interest shall be calculated under that subsection on the balance of **special damages** incurred as totalled at the end of each six month period following the notice in writing referred to in paragraph (2)(*b*) and at the date of the order.
Problem	Only common law terminology ("special damages" / *dommages-intérêts spéciaux*) is used in both linguistic versions. In common law, these damages refer to pecuniary losses occurring before trial. Although not recognized by this name in civil law, these damages are compensated in the same way as in common law; for example, reference can be made to loss of income before trial. In civil law, the term "pre-trial pecuniary loss" and its French equivalent *perte pécuniaire antérieure au procès* correspond to the common law concept.
Solution	In the French version, the term *perte pécuniaire antérieure au procès* is added. In the English version, the term "pre-trial pecuniary loss" is added.
Harmonized Provision	**31.** (3) When an order referred to in subsection (2) includes an amount for, **in the Province of Quebec, pre-trial pecuniary loss or, in any other province, special damages**, the interest shall be calculated under that subsection on the balance of the amount as totalled at the end of each six month period following the notice in writing referred to in paragraph (2)*(b)* and at the date of the order. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 51(2)

Droit civil	priorité constitutive de droit réel
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un **privilège** sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.
Problème	En droit civil, les privilèges ont été supprimés et certains ont été remplacés par les notions de priorités et d'hypothèques. En particulier, la priorité attribuée aux municipalités et aux commissions scolaires est constitutive de droit réel. Il est donc nécessaire d'ajouter la notion de « priorité constitutive de droit réel » afin de refléter le droit civil.
Solution	Les expressions « priorité constitutive de droit réel » et *prior claims constituting a real right* sont ajoutées pour refléter le droit civil. Le terme *privilege* est supprimé dans la version anglaise mais « privilège » est conservé dans la version française car il correspond au terme *lien* de la common law.
Disposition harmonisée	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre : *a*) de la personne titulaire, selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec, d'un droit de rétention ou d'une **priorité constitutive de droit réel** sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

Common Law	n/a
Civil Law	prior claim constituting a real right
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or **privilege** on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;
Problem	In civil law, "privileges" have been abolished and some have been replaced with the notions of "prior claims" and "hypothecs". In particular, the prior claim granted to municipalities and school boards constitutes a real right. It is thus necessary to add the notion of "prior claims constituting a real right" in order to reflect the civil law.
Solution	In the English version, the phrase "prior claims constituting a real right" is added and in the French version, the phrase *priorité constitutive de droit réel* is added, for civil law purposes. The term "privilege" is deleted in the English version, but *privilège* is maintained in the French version, as it is the accepted term in common law for "lien".
Harmonized Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes (*a*) a person who has a right of retention or a **prior claim constituting a real right**, within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec, on or against the property of the debtor or any part of that property ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 25

Droit civil	priorité ou droit de rétention
Common law	privilège
Titre du texte législatif	*Loi sur la production de défense*, L.R.C. (1985), ch. D-1
Disposition	**20.** En cas de stipulation, dans un contrat de défense, selon laquelle Sa Majesté ou un gouvernement associé acquiert ou conserve, libre de toute réclamation, **privilège**, charge ou servitude, la propriété de fournitures d'État […]
Problème	Seule la terminologie de la common law (« privilège »/*lien*) est utilisée. En droit civil les privilèges ont été supprimés et certains ont été remplacés par les notions de priorités et d'hypothèques.
Solution	Dans la version française, la phraséologie « priorité ou droit de rétention selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec » est ajoutée. Dans la version anglaise, la phraséologie *prior claims or rights of retention within the meaning of the Civil Code of Québec or any other statute of the Province of Quebec* est ajoutée pour les besoins du droit civil.
Disposition harmonisée	**20.** […] en cas de stipulation, dans un contrat de défense, selon laquelle Sa Majesté ou un gouvernement associé acquiert ou conserve la propriété de fournitures d'État […] libre de toute **priorité ou droit de rétention selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec**, de tout **privilège** ou de toute réclamation, charge ou servitude […] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 72

Common Law	liens
Civil Law	prior claims or rights of retention
Title of the Legislative Text	*Defence Production Act*, R.S.C. (1985), c. D-1
Provision	**20.** Where, by the terms of a defence contract, it is provided that title to any government issue or building ... remains vested or vests in her Majesty or in an associated government free and clear of all claims, **liens**, charges and encumbrances, then, notwithstanding any law in force in any province ....
Problem	Only common law terminology ("lien"/*privilège*) is used. In civil law, privileges have been abolished and some of them have been replaced by the notions of "prior claims" and "hypothecs".
Solution	In the French version, the phrase *priorité ou droit de rétention selon le Code civil du Québec ou les autres lois de la province de Québec* is added, for purposes of civil law. In the English version, the phrase "prior claims or rights of retention, within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec" is added, for civil law purposes.
Harmonized Provision	**20.** If, by the terms of a defence contract, it is provided that title to any government issue or building ... remains vested or vests in her Majesty or in an associated government free and clear of all claims, **liens, prior claims or rights of retention within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec**, charges or encumbrances, then, despite any law in force in any province .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 72

Droit civil	rang
Common law	rang
Titre du texte législatif	*Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. 1992, ch. 17
Disposition	**Priorité** **5.** (3) Le paragraphe (2) s'applique sous réserve du rang que les droits et intérêts — garantis ou non — détenus par d'autres personnes que l'État étranger visé par le décret mentionné au paragraphe (1), qu'une personne se trouvant sur son territoire ou qu'un de ses nationaux ne résidant pas au Canada auraient eu, en l'absence du présent article, par rapport aux droits et intérêts de Sa Majesté ou du propriétaire.
Problème	Puisque les termes « priorité » et *priority* peuvent prêter à confusion et référer à tort à la notion de créance prioritaire en droit civil, il est préférable de remplacer ces termes par la notion de « rang »/*ranking* à laquelle la disposition renvoie.
Solution	À la note marginale de la version française, le terme « priorité » est remplacé par « rang ». Dans la version anglaise, le terme *priority* est remplacé par *ranking*.
Disposition harmonisée	**Rang** **5.** (3) Le paragraphe (2) s'applique sous réserve du rang que les droits et intérêts — garantis ou non — détenus par d'autres personnes que l'État étranger visé par le décret mentionné au paragraphe (1), qu'une personne se trouvant sur son territoire ou qu'un de ses nationaux ne résidant pas au Canada auraient eu, en l'absence du présent article, par rapport aux droits et intérêts de Sa Majesté ou du propriétaire. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 120

Common Law	ranking
Civil Law	ranking
Title of the Legislative Text	*Special Economic Measures Act*, S.C. 1992, c. 17
Provision	Existing equities maintained **5.** (3) All secured and unsecured rights and interests held by persons, other than (*a*) a foreign state to which the order referred to in subsection (1) applies, (*b*) persons in that foreign state, and (*c*) nationals of that foreign state who do not ordinarily reside in Canada, are entitled to the same **priority** with respect to the rights and interests of Her Majesty and the owner in the proceeds of the sale referred to in subsection (2) as they would have been entitled to had this section not been enacted.
Problem	Since the terms "priority" and *priorité* may raise confusion and can refer erroneously to the notion of a prior claim in civil law, it is preferable to replace these terms with the notion of "ranking"/*rang*.
Solution	In the English version, the term "priority" is replaced by "ranking". In the French version of the marginal note, the term *priorité* is replaced by *rang*.
Harmonized Provision	Existing equities maintained **5.** (3) All secured and unsecured rights and interests held by persons, other than (*a*) a foreign state to which the order referred to in subsection (1) applies, (*b*) persons in that foreign state, and (*c*) nationals of that foreign state who do not ordinarily reside in Canada, are entitled to the same **ranking** with respect to the rights and interests of Her Majesty and the owner in the proceeds of the sale referred to in subsection (2) as they would have been entitled to had this section not been enacted. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 120

Droit civil	résiliation
Common law	résignation
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *d*) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la **rétrocession d'un bail** qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la **rétrocession d'un bail** consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré;
Problème	Le terme « rétrocession » a une signification précise en droit civil qui ne reflète pas ici l'intention du législateur et qui ne correspond pas au concept de *surrender* utilisé dans la version anglaise.
Solution	La résiliation d'un bail est le concept de droit civil visé dans le présent contexte et le terme « résignation » est le terme approprié en common law d'expression française pour rendre la notion de *surrender* dans la version anglaise. Dans la version française, le terme « rétrocession » est remplacé par « résiliation », qui rend la réalité du droit civil, et « résignation », qui rend la réalité de la common law. Dans la version anglaise, le terme *resiliation* est ajouté pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *d*) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la **résiliation ou la résignation d'un bail** qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de **la résiliation ou de la résignation d'un bail** consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	surrender
Civil Law	resiliation
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, ... (*d*) authorize, on behalf of Her Majesty, a **surrender of any lease** of which Her Majesty is the tenant or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the **surrender of any lease** of which Her Majesty is the landlord or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor;
Problem	The term *rétrocession* used in the French version has a precise meaning in civil law, but it does not reflect the legislative intent here and does not correspond to the concept of "surrender" used in the English version.
Solution	The civil law concept to which the provision refers in this context is "resiliation of a lease". *Résignation* is the appropriate term in common law in French for "surrender". In the French version, the term *rétrocession* is replaced by the term *résiliation* which reflects civil law and by *résignation*, which reflects common law. In the English version, the term "resiliation" is added for civil law purposes.
Harmonized Provision	**16.** (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable, ... (*d*) authorize, on behalf of Her Majesty, a **surrender or resiliation of any lease** of which Her Majesty is the lessee or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the **surrender or resiliation of any lease** of which Her Majesty is the lessor or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	responsabilité
Common law	responsabilité
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « **délit civil** » **Délit** ou **quasi-délit**
Problème	Dans la version française, les expressions « délit civil », « délit » et « quasi-délit » ne sont plus utilisées en droit civil. Ces notions ont été remplacées par le concept de responsabilité civile extracontractuelle. Le terme *tort* utilisé dans la version anglaise n'a de sens qu'en common law. Ce concept est rendu en common law d'expression française par « délit ».
Solution	Dans la version française, la définition de « délit civil » est remplacée par celle de « responsabilité ». Dans la version anglaise, la définition de *tort* est remplacée par celle de *liability*. Les termes « responsabilité » et *liability* sont respectueux des deux traditions juridiques. L'expression « responsabilité civile extracontractuelle » (*extracontractual civil liability*) est ajoutée pour les fins du droit civil et « responsabilité délictuelle » (*liability in tort)* est ajoutée pour les fins de la common law.
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « **responsabilité** » Pour l'application de la partie 1 : ***a*) dans la province de Québec, la responsabilité civile extracontractuelle;** ***b*) dans les autres provinces, la responsabilité délictuelle.** *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 34

Common Law	liability
Civil Law	liability
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**2.** In this Act, ... "**tort**" includes **delict** and **quasi-delict**;
Problem	The terms *délit civil*, *délit* and *quasi-délit*, found in the French version, are no longer used in civil law. They have been replaced by the concept of extracontractual civil liability. The term "tort" used in the English version has meaning only in common law. It is translated in common law in French as *délit*.
Solution	In the French version, the definition of *délit civil* is replaced by *responsabilité*. In the English version, the definition of "tort" is replaced by "liability". The terms "liability" and *responsabilité* respect both legal traditions. The terms "extracontractual civil liability" / *responsabilité civile extracontractuelle* and "liability in tort" / *responsabilité délictuelle* are added for purposes of civil and common law respectively.
Harmonized Provision	**2.** In this Act, ... "**liability**", for the purposes of Part 1, means (*a*) in the Province of Quebec, extracontractual civil **liability**, and (*b*) in any other province, **liability** in tort; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 34

Droit civil	responsabilité civile extracontractuelle
Common law	responsabilité délictuelle
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « **délit civil** » **Délit** ou **quasi-délit**
Problème	Dans la version française, les expressions « délit civil », « délit » et « quasi-délit » ne sont plus utilisées en droit civil. Ces notions ont été remplacées par le concept de responsabilité civile extracontractuelle. Le terme *tort* utilisé dans la version anglaise n'a de sens qu'en common law. Ce concept est rendu en common law d'expression française par « délit ».
Solution	Dans la version française, la définition de « délit civil » est remplacée par celle de « responsabilité ». Dans la version anglaise, la définition de *tort* est remplacée par celle de *liability*. Les termes « responsabilité » et *liability* sont respectueux des deux traditions juridiques. L'expression « responsabilité civile extracontractuelle » (*extracontractual civil liability*) est ajoutée pour les fins du droit civil et « responsabilité délictuelle » (*liability in tort)* est ajoutée pour les fins de la common law.
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « **responsabilité** » Pour l'application de la partie 1 : ***a*) dans la province de Québec, la responsabilité civile extracontractuelle;** ***b*) dans les autres provinces, la responsabilité délictuelle.** *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 34

Common Law	liability in tort
Civil Law	extracontractual civil liability
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**2.** In this Act, ... "**tort**" includes **delict** and **quasi-delict**;
Problem	The terms *délit civil*, *délit* and *quasi-délit*, found in the French version, are no longer used in civil law. They have been replaced by the concept of extracontractual civil liability. The term "tort" used in the English version has meaning only in common law. It is translated in common law in French as *délit*.
Solution	In the English version, the definition of "tort" is replaced by "liability". In the French version, the definition of *délit civil* is replaced by *responsabilité*. The terms "liability" and *responsabilité* respect both legal traditions. The terms "extracontractual civil liability" / *responsabilité civile extracontractuelle* and "liability in tort" / *responsabilité délictuelle* are added for purposes of civil and common law respectively.
Harmonized Provision	**2.** In this Act, ... "**liability**", for the purposes of Part 1, means (*a*) **in the Province of Quebec, extracontractual civil liability**, and (*b*) **in any other province, liability in tort**; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 34

Droit civil	s.o.
Common law	accessoires fixes
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]
Problème	Dans la version anglaise de la disposition, un ensemble de concepts de common law, dont *fixtures*, sont énumérés dans la définition de *real property*. La définition emploie une terminologie propre à la common law, sans restreindre son application territoriale aux provinces autres que le Québec. De plus, il n'y a pas de définition équivalente dans la version française de la disposition pour la common law.
Solution	Dans la version anglaise, la définition de *real property* est modifiée en restreignant son application territoriale puisque les termes employés, dont *fixtures*, visent la common law. De plus, une version française de la définition de *real property* est ajoutée en utilisant le terme « biens réels » pour les fins de la common law : la notion de *fixtures* est rendue par « accessoires fixes ».
Disposition harmonisée	**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « biens réels » Dans une province autre que le Québec et à l'étranger, les biens-fonds et les intérêts afférents, y compris les mines et les minéraux, bâtiments et autres ouvrages, **accessoires fixes** ou améliorations de surface, de sous-sol ou en surplomb. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(6)

Common Law	n/a
Civil Law	fixtures
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**2.** In this Act, ... "real property" means land whether within or outside Canada, including mines and minerals, and buildings, structures, improvements and other fixtures on, above or below the surface of the land, and includes an interest therein.
Problem	In the English version of the provision, a set of common law concepts, including "fixtures", are enumerated in the definition of "real property". However, the definition uses terminology exclusive to the common law, without restricting its application to provinces other than Quebec. Moreover, there is no equivalent definition in the French version of the provision for common law in French.
Solution	In the English version, the definition of "real property" is modified by restricting its territorial application, since the terminology used, including "fixtures", is aimed at common law. Further, a French version of the definition of "real property" is added using the term *biens réels* for common law, "fixtures" is expressed as *accessoires fixes*.
Harmonized Provision	**2. In this Act,** ... **"real property" means land in any province other than Quebec, and land outside Canada, including mines and minerals, and buildings, structures, improvements and other fixtures on, above or below the surface of the land, and includes an interest therein.** *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s.11(3)

Droit civil	s.o.
Common law	baillement
Titre du texte législatif	*Loi sur le ministère de l'Industrie*, L.C. 1995, ch. 1
Disposition	**12.** [...] sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, servitudes, baux, ventes, gages, cessions, abandons [...]
Problème	La notion de *bailment*, qui en est une de common law uniquement, ne se retrouve pas à la version française.
Solution	Le terme « baillements » est ajouté à la version française pour les besoins de la common law.
Disposition harmonisée	**12.** [...] sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, charges, baux, ventes, gages, **baillements**, cessions, abandons [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 73

Common Law	bailment
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Department of Industry Act*, S.C. 1995, c. 1
Provision	**12.** … any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, charge, lease, sale, **bailment**, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the Secretary of State ….
Problem	The notion of "bailment", unique to common law, is not found in the French version.
Solution	The term *baillements* is added to the French version for common law purposes.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **12.** … any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, suretyship, charge, lease, sale, **bailment**, pledge, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the Secretary of State …. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 73

Droit civil	s.o.
Common law	domaine
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**9.** Sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte visé à l'alinéa 5(1)*b*) d'un immeuble fédéral détenu en pleine propriété ou à **titre** équivalent soit assortie d'une délimitation pour conférer la pleine propriété si, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, les actes translatifs d'immeubles n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.
Problème	Cette disposition réfère à une règle spécifique à la common law qui n'a pas d'application en droit civil. La terminologie du droit civil employée dans la version française (« titre ») n'a donc pas lieu d'être et doit être remplacée par celle de la common law (« domaine »).
Solution	Dans la version française, le terme « titre » est remplacé par « domaine ».
Disposition harmonisée	**9.** Dans une province autre que le Québec et sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte mentionné à l'alinéa 5(1)*b*) d'un bien réel fédéral détenu en fief simple ou en vertu d'un **domaine** équivalent soit assortie de termes de délimitation pour concéder un tel fief ou **domaine** si, en vertu des lois de cette province, les actes translatifs de biens réels n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	estate
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**9.** Where under the laws of a province an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(*b*) operates as a conveyance of a fee simple or equivalent **estate** in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant such an **estate** in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.
Problem	This provision refers to a particular common law rule which has no application in civil law. The civil law terminology used in the French version (*titre*) is therefore not appropriate and should be replaced by the relevant term in common law in French (*domaine*).
Solution	In the French version the term *titre* is replaced by the term *domaine*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **9.** Where under the laws of a province other than Quebec an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(*b*) operates as a conveyance of a fee simple or equivalent **estate** in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant the fee simple or an equivalent **estate** in the property and no contrary intention is expressed in the instrument. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	s.o.
Common law	equity
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**183.** (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en **équité** qui doit leur permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre : [...] (2) Les cours d'appel du Canada, dans les limites de leur compétence respective, sont, en droit et en **équité**, conformément à leur procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investies de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés des tribunaux exerçant juri-diction de première instance en vertu de la présente loi.
Problème	En attribuant une compétence pour les cours des provinces, la loi réfère à la notion d'*equity* du droit anglais, propre aux provinces de common law. La compétence en *equity* n'est pas reconnue au Québec en droit privé.
Solution	Dans la version française, le terme « équité » est remplacé par « equity », celui-ci étant le terme consacré en common law d'expression française.
Disposition harmonisée	**183.** (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en **equity** qui doit leur permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre : [...] (1.1) Dans la province de Québec, la Cour supérieure possède la compétence pour exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant son terme, tel que celui-ci est maintenant ou peut par la suite être tenu, pendant une vacance judiciaire et en chambre. (2) Sous réserve du paragraphe (2.1), les cours d'appel du Canada, dans les limites de leur compétence respective, sont, en droit et en **equity**, conformément à leur procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investies de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés des tribunaux exerçant juridiction de première instance en vertu de la présente loi. (2.1) Dans la province de Québec, la Cour d'appel, dans les limites de sa compétence, est, conformément à sa procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investie de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés de la Cour supérieure. *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 33(1) à (3)

Common Law	equity
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**183.** (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in **equity** as will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers: ... (2) The courts of appeal throughout Canada, within their respective jurisdictions, are invested with power and jurisdiction at law and in **equity**, according to their ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the courts vested with original jurisdiction under this Act.
Problem	In conferring jurisdiction upon provincial courts, the Act refers to the English law notion of equity in use in common law provinces. Jurisdiction in equity is not recognized in private law matters in Quebec.
Solution	In the French version, the term *équité* is replaced by *equity*, which is the term used by the common law audience in French.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only, with respect to the term *equity*) **183.** (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in **equity** as will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers: ... (1.1) In the Province of Quebec, the Superior Court is invested with the jurisdiction that will enable it to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during its term, as it is now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers. (2) Subject to subsection (2.1), the courts of appeal throughout Canada, within their respective jurisdictions, are invested with power and jurisdiction at law and in **equity**, according to their ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the courts vested with original jurisdiction under this Act. (2.1) In the Province of Quebec, the Court of Appeal, within its jurisdiction, is invested with power and jurisdiction, according to its ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the Superior Court. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 33(1) to (3)

Droit civil	s.o.
Common law	fief simple
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**9.** Sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte visé à l'alinéa 5(1)*b*) d'un immeuble fédéral détenu en **pleine propriété** ou à titre équivalent soit assortie d'une délimitation pour conférer la pleine propriété si, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, les actes translatifs d'immeubles n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.
Problème	Cette disposition réfère à une règle spécifique à la common law qui n'a pas d'application en droit civil. La terminologie du droit civil employée dans la version française (« pleine propriété ») n'a donc pas lieu d'être et doit être remplacée par celle de la common law (« fief simple »).
Solution	Dans la version française, l'expression du droit civil « pleine propriété » est remplacée par l'expression de la common law « fief simple ».
Disposition harmonisée	**9.** Dans une province autre que le Québec et sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte mentionné à l'alinéa 5(1)*b*) d'un bien réel fédéral détenu en **fief simple** ou en vertu d'un domaine équivalent soit assortie de termes de délimitation pour concéder un tel fief ou domaine si, en vertu des lois de cette province, les actes translatifs de biens réels n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	fee simple
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**9.** Where under the laws of a province an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(*b*) operates as a conveyance of a **fee simple** or equivalent estate in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant such an estate in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.
Problem	This provision refers to a particular common law rule which has no application in civil law. The civil law terminology used in the French version (*pleine propriété*) is therefore not appropriate and should be replaced by the relevant term in common law in French (*fief simple*).
Solution	In the French version, the civil law term *pleine propriété* is replaced by the common law term *fief simple*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **9.** Where under the laws of a province other than Quebec an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(*b*) operates as a conveyance of a **fee simple** or equivalent estate in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant the **fee simple** or an equivalent estate in the property and no contrary intention is expressed in the instrument. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	s.o.
Common law	grèvements
Titre du texte législatif	*Loi sur Bell Canada*, L.C. 1987, ch. 19
Disposition	**14**. (1) Tout acte de fiducie créant des hypothèques, charges ou **servitudes** sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...]
Problème	Le terme « servitudes » utilisé dans la version française ne correspond pas au terme de common law *encumbrances*. La servitude a un sens particulier en droit civil qui n'est pas celui visé dans ce contexte. Le terme consacré en common law d'expression française est « grèvement ». Il n'existe aucun concept correspondant en droit civil.
Solution	Dans la version française, le terme « servitudes » est remplacé par le terme « grèvements ».
Disposition harmonisée	**14**. (1) [...] les actes de fiducie créant des hypothèques, charges ou **grèvements**, sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 62

Common Law	encumbrances
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Bell Canada Act*, S.C. 1987, c. 19
Provision	**14.** (1) Every deed of trust creating mortgages, charges or **encumbrances** on the whole or any part of the property of the Company ….
Problem	The term *servitudes* used in the French version does not correspond to the common law notion of "encumbrances". This term has a precise meaning in civil law that is not intended here. The accepted term in common law in French is *grèvement*. There is no corresponding concept in civil law.
Solution	In the French version, the term *servitudes* is replaced by *grèvements*.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **14.** (1) A deed of trust creating mortgages, charges or **encumbrances** … on the whole or any part of the property of the Company …. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 62

Droit civil	s.o.
Common law	intérêt
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, cn. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**17.** (3) Lorsque tout **droit** autre que la pleine propriété des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.
Problème	Compte tenu de l'application restreinte de cette disposition aux Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut, il est nécessaire de n'y retrouver que la terminologie de la common law. Il n'y a donc pas lieu d'harmoniser cette disposition avec le droit civil québécois. Afin d'éviter toute confusion, la terminologie du droit civil est remplacée par celle de la common law.
Solution	Dans la version française, le terme de droit civil « droit » est remplacé par « intérêt », lequel est l'équivalent français de la notion de common law *interest*. Aucune modification n'est nécessaire à la version anglaise puisqu'elle n'utilise que la terminologie de la common law.
Disposition harmonisée	**17.** (3) Lorsque tout **intérêt** autre que le droit de propriété en fief simple des biens réels fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 19

Common Law	interest
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**17.** (3) Where an **interest** other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).
Problem	Since this section only applies to the Northwest Territories, Yukon and Nunavut, only common law terminology should be used. There is no need to harmonize this provision with Quebec civil law. In order to avoid any confusion, civil law terminology is replaced by the appropriate common law terminology.
Solution	In the French version, the civil law term *droit* is replaced by the term *intérêt*, as the French equivalent of the common law notion of "interest". No change is necessary to the English version as it contains only common law terms.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **17.** (3) Where an **interest** other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1). *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 19

Droit civil	s.o.
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi maritime du Canada*, L.C. 1998, ch. 10
Disposition	**31.** (6) Les concessions visées au paragraphe (4) peuvent être faites par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble fédéral, peut servir à faire des concessions entre sujets de droit privé.
Problème	La notion de *interest in real property* n'a de sens que pour la common law. L'expression appropriée pour le droit civil dans le présent contexte est *right in an immovable*.
Solution	Dans la version anglaise, la notion de droit civil *right in an immovable* est ajoutée. Aucune modification n'est nécessaire à la version française puisqu'elle est rédigée différemment de la version anglaise et qu'elle n'utilise pas l'expression problématique.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **31.** (6) Les concessions visées au paragraphe (4) peuvent être faites par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble fédéral ou du bien réel fédéral, peut servir à faire des concessions entre sujets de droit privé. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 139(2)

Common Law	interest in real property
Civil Law	right in an immovable
Title of the Legislative Text	*Canada Marine Act*, S.C. 1998, c. 10
Provision	**31.** (6) A grant under subsection (4) may be effected by any instrument by which an **interest in real property** may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the federal real property or fixtures are situated.
Problem	The notion of "interest in real property" has meaning only in common law. The appropriate notion for civil law in the present context is "right in an immovable".
Solution	In the English version, the civil law notion "right in an immovable" is added. No change to the French version is necessary because the provision is drafted differently, without the use of the problematic phrase.
Harmonized Provision	**31.** (6) A grant under subsection (4) may be effected by any instrument by which an **interest in real property or a right in an immovable** may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the federal real property, federal immovable or fixtures are situated. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 139(2)

Droit civil	s.o.
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**12.** La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est [...]
Problème	Seule la terminologie de la common law (*covenant*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *condition* est ajouté pour refléter le droit civil. Aucune modification n'est nécessaire à la version française car celle-ci est rédigée différemment de la version anglaise et n'utilise pas le terme problématique.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **12.** Le locataire d 'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	covenant
Civil Law	condition
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12.** A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any **covenant** restricting or controlling the use of the property except in favour of ....
Problem	Only common law terminology ("covenant") is used in the English version.
Solution	In the English version, the term "condition" is added for the purposes of civil law. No change to the French version is necessary because it is drafted differently, without the use of the problematic term.
Harmonized Provision	**12.** A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any **covenant** or **condition** restricting or controlling the use of the property except in favour of .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	s.o.
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : ... *d*) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la rétrocession d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la rétrocession d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré;
Problème	Dans la version anglaise, le terme *landlord* est propre à la common law et n'est pas approprié pour le droit civil.
Solution	Dans la version anglaise, le terme *landlord* est remplacé par le terme *lessor*, qui vaut pour les deux systèmes juridiques. Aucune modification n'est nécessaire à la version française puisqu'elle est rédigée différemment de la version anglaise et qu'elle n'utilise pas le terme problématique.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : ... *d*) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la résiliation ou la résignation d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la résiliation ou de la résignation d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	lessor
Civil Law	lessor
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, ... (*d*) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender of any lease of which Her Majesty is the tenant or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender of any lease of which Her Majesty is the **landlord** or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor;
Problem	In the English version, the term "landlord" is the accepted term only in common law and is not appropriate for civil law.
Solution	In the English version, the term "landlord" is replaced by the term "lessor", which is appropriate terminology for both legal systems. No change to the French version is necessary because the provision is drafted differently, without the use of the problematic term.
Harmonized Provision	**16.** (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable, ... (*d*) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the lessee or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the **lessor** or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	s.o.
Common law	titulaire d'un permis
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**12.** La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le **titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation** sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, [...]
Problème	Dans la version française, l'expression « droit d'usage ou d'occupation » peut porter à confusion pour l'auditoire civiliste puisque ces notions ont un sens particulier en droit civil qui n'est pas celui dans cette disposition. Compte tenu de la définition de « permis » (*licence*), à l'article 2 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* édictée par le paragraphe 11(2) de la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,* il est préférable d'employer l'expression « titulaire d'un permis » (*person who holds a licence*) plutôt que « titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation » (*person who has a right to use or occupy*).
Solution	Dans la version française, l'expression « titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation » est remplacée par « titulaire d'un permis ». Dans la version anglaise, l'expression *person who has a right to use or occupy* est remplacée par *person who holds a licence.*
Disposition harmonisée	**12.** Le locataire d 'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le **titulaire d'un permis** sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est : *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	person who holds a licence
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12.** A **person** who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or **who has a right to use or occupy** any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of ….
Problem	The phrase *droit d'usage ou d'occupation* in the French version could lead to confusion for a civil law audience as it has a particular meaning in civil law that is not intended here. Given the definition of "licence"/*permis* found in section 2 of the *Federal Real Property and Federal Immovables Act* as modified by subsection 11(2) of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, it is preferable to use the phrase "person who holds a licence" (*titulaire d'un permis*) instead of "person who has a right to use or occupy" (*titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation*).
Solution	In the French version, the phrase *titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation* is replaced by *titulaire d'un permis*. In the English version, the phrase "person who has a right to use or occupy" is replaced by "person who holds a licence".
Harmonized Provision	**12.** A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a **person who holds a licence** in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of …. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	solidairement
Common law	solidairement
Titre du texte législatif	*Loi sur les télécommunications*, L.C. 1993, ch. 38
Disposition	**74.1** (7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets confisqués au titre du présent article sont **conjointement et individuellement ou solidairement** responsables des frais [...]
Problème	En droit civil d'expression française, l'expression « conjointement et individuellement » n'a aucune signification et peut porter à confusion. Le terme « solidairement » est suffisant tant pour les fins du droit civil que de la common law d'expression française.
Solution	Dans la version française, l'expression « conjointement et individuellement » est supprimée. Le terme « solidairement » est conservé.
Disposition harmonisée	**74.1** (7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets confisqués au titre du présent article sont **solidairement** responsables des frais [...] *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 123

Common Law	jointly and severally
Civil Law	solidarily
Title of the Legislative Text	*Telecommunications Act*, S.C. 1993, c. 38
Provision	**74.1** (7) Any persons convicted in respect of the forfeited apparatus are **jointly and severally or solidarily** liable for all the costs ....
Problem	The term *conjointement et individuellement* has no meaning in civil law in French and may cause confusion. The term *solidairement* is sufficient for purposes of civil law and common law in French.
Solution	In the French version, the term *conjointement et individuellement* is deleted. The term *solidairement* is maintained.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **74.1** (7) Any persons convicted in respect of the forfeited apparatus are **jointly and severally, or solidarily**, liable for all the costs .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 123

Droit civil	solidaires
Common law	solidaires
Titre du texte législatif	*Loi sur l'aéronautique*, L.R.C. (1985), ch. A-2
Disposition	**4.4** (5) Le propriétaire enregistré et l'utilisateur d'un aéronef sont **solidaires** du paiement des redevances frappant l'aéronef au titre du présent article.
Problème	En droit civil d'expression anglaise, l'expression *jointly and severally* n'existe plus et a été remplacée par le terme *solidarily*.
Solution	Dans la version anglaise, on ajoute le terme *solidarily* à l'expression *jointly and severally*. Cette dernière expression est toutefois conservée pour les fins de la common law. La version française n'a pas à être modifiée puisque le terme « solidaires » vaut aussi bien pour le droit civil que pour la common law.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **4.4** (5) Le propriétaire enregistré et l'utilisateur d'un aéronef sont **solidaires** du paiement des redevances frappant l'aéronef au titre du présent article. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 53

Common Law	jointly and severally
Civil Law	solidarily
Title of the Legislative Text	*Aeronautics Act*, R.S.C. (1985), c. A-2
Provision	**4.4** (5) Where a charge is imposed in respect of an aircraft under this section, both the registered owner and operator of the aircraft are **jointly and severally** liable for payment of the charge.
Problem	The term "jointly and severally" no longer exists in civil law in English and has been replaced with the term "solidarily".
Solution	In the English version, the term "solidarily" is added to the term "jointly and severally", which is maintained for common law purposes. The French version does not need to be amended since the term *solidaires* is appropriate for both civil and common law.
Harmonized Provision	**4.4** (5) If a charge is imposed in respect of an aircraft under this section, both the registered owner and the operator of the aircraft are **jointly and severally, or solidarily**, liable for payment of the charge. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 53

Droit civil	sous-locataire
Common law	sous-locataire
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**12.** La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le locataire ou son ayant droit, du **sous-locataire** ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.
Problème	Seule la terminologie de la common law (*subtenant*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, les termes *sublessee or assignee of such a lessee* sont ajoutés au premier paragraphe de l'article 12. À l'alinéa 12*c*), le terme *sublessee* remplace le terme *subtenant*. Les termes *lessee* et *assignee* sont également ajoutés à l'alinéa 12*c*). Ces changements visent à faire en sorte que la terminologie appropriée du droit civil et de la common law en matière de location et de sous-location soit utilisée.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) Conditions restrictives **12.** Le locataire d 'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, **sous-locataire** ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est : *a*) en faveur de Sa Majesté; *b*) en faveur de la personne de qui provient le droit ou l'intérêt; *c*) en ce qui concerne le locataire ou son ayant cause ou le cessionnaire ou le titulaire de l'intérêt découlant du bail, en faveur du **sous-locataire** de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	sublessee
Civil Law	sublessee
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**12.** A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of (*a*) Her Majesty; (*b*) any person through whom that interest or right was derived; or (*c*) in the case of a person holding such a lease or interest, any **subtenant** or licensee of that person.
Problem	Only common law terminology ("subtenant") is used in the English version.
Solution	In the English version, the phrase "sublessee or assignee of such a lessee" is added to the opening words of section 12. The term "subtenant" is replaced by the term "sublessee" in paragraph 12(*c*). The terms "lessee" and "assignee" are also added to that paragraph. These amendments are made in order to use appropriate common law and civil law terminology regarding leases and subleases.
Harmonized Provision	**12.** A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, **sublessee or assignee of such a lessee**, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of (*a*) Her Majesty; (*b*) any person through whom that interest or right was derived; or (*c*) in the case of such a **lessee**, successor or **assignee** or person holding such an interest, any **sublessee** or licensee of that person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	succession
Common law	représentants personnels
Titre du texte législatif	*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50
Disposition	**10.** L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement de l'alinéa 3*a*), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une action en responsabilité civile délictuelle contre leur auteur ou ses **représentants**.
Problème	Les notions de « représentant » dans la version française et de *personal representative* dans la version anglaise sont propres à la common law uniquement. De plus, l'expression consacrée en common law d'expression française est « représentant personnel ». En droit civil, le terme approprié pour désigner les personnes visées par cet article est « succession » (*succession*). En common law, les expressions appropriées sont « représentant personnel » et *personal representative*.
Solution	Dans la version française, l'adjectif « personnels » est ajouté au terme « représentants ». Le terme correspondant dans la version anglaise, *personal representative*, est conservé pour les besoins de la common law afin d'inclure les autres types de représentants légaux. La paire de termes « succession »/*succession* est ajoutée pour refléter le droit civil.
Disposition harmonisée	**10.** L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement des sous-alinéas 3*a*)(i) ou *b*)(i), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une action en responsabilité contre leur auteur, ses **représentants personnels** ou sa **succession**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 40

Common Law	personal representative
Civil Law	succession
Title of the Legislative Text	*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. (1985), c. C-50
Provision	**10.** No proceedings lie against the Crown by virtue of paragraph 3(*a*) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would apart from the provisions of this Act have given rise to a cause of action in tort against that servant or the servant's **personal representative**.
Problem	The notion of *représentant* in the French version and "personal representative" in the English version have meaning only in common law. Moreover, the accepted term in common law in French is *représentant personnel*. In civil law, the appropriate terms to refer to these persons are "succession" and *succession*. In common law, the appropriate terms are "personal representative" and *représentant personnel*.
Solution	In the French version, the adjective *personnel*s is added to the term *représentants*. The term "succession"/*succession* is added for civil law. In the English version, the term that corresponds to it, "personal representative", is maintained for common law, in order to include other types of legal representatives.
Harmonized Provision	**10.** No proceedings lie against the Crown by virtue of subparagraph 3(*a*)(i) or (*b*)(i) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would, apart from the provisions of this Act, have given rise to a cause of action for liability against that servant or the servant's **personal representative** or **succession**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 40

Droit civil	sûreté
Common law	sûreté
Titre du texte législatif	*Régime de pensions du Canada*, L.R.C (1985), ch. C-8
Disposition	**66.** (2.6) Un document délivré par la Cour fédérale ou par la cour supérieure d'une province et faisant preuve du contenu d'un certificat homologué à l'égard d'un débiteur peut être enregistré en vue de grever d'une **sûreté**, d'un privilège, d'une priorité ou d'une hypothèque légale un bien-fonds du débiteur — ou un droit sur un bien réel — situé dans une province de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, un document faisant preuve du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieur de la province contre une personne pour une dette de celle-ci.
Problème	Dans la version anglaise, aucun terme ne correspond au concept de « sûreté » utilisé dans la version française.
Solution	Le terme *security*, qui respecte les deux systèmes juridiques, est ajouté dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **66.** (2.6) Un document délivré par la Cour fédérale ou par la cour supérieure d'une province et faisant preuve du contenu d'un certificat homologué à l'égard d'un débiteur peut être enregistré en vue de grever d'une **sûreté**, d'une charge, d'un privilège ou d'une hypothèque légale un bien-fonds du débiteur — ou un droit sur un bien réel — situé dans une province de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, un document faisant preuve du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une personne pour une dette de celle-ci. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 67

Common Law	security
Civil Law	security
Title of the Legislative Text	*Canada Pension Plan*, R.S.C. (1985), c. C-8
Provision	**66.** (2.6) A document issued by the Federal Court or by a superior court of a province evidencing a certificate in respect of a debtor registered under subsection (2.3) or (2.4) may be recorded for the purpose of creating a charge, lien, prior claim or legal hypothec on land in a province, or on an interest in land in a province, held or owned by the debtor, in the same manner as a document evidencing a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person may be recorded in accordance with the law of the province to create a charge, lien, prior claim or legal hypothec on land, or an interest in land, held or owned by the person.
Problem	There is no term in the English version that corresponds to the concept of *sûreté* used in the French version.
Solution	The term "security", which reflects both legal systems, is added to the English version.
Harmonized Provision	**66.** (2.6) A document issued by the Federal Court or by a superior court of a province evidencing a certificate in respect of a debtor registered under subsection (2.3) or (2.4) may be recorded for the purpose of creating **security**, or a charge, lien or legal hypothec, on land in a province, or on an interest in land in a province, held or owned by the debtor, in the same manner as a document evidencing a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person may be recorded in accordance with the law of the province to create **security**, or a charge, lien or legal hypothec, on land, or an interest in land, held or owned by the person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 67

Droit civil	syndicat
Common law	personne morale
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (7) Lorsque l'achat, la location ou toute autre forme d'acquisition d'un immeuble en copropriété divise, d'un immeuble d'une coopérative ou d'un immeuble de nature semblable est autorisé sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition d'actions de la **personne morale — syndicat**, coopérative ou autre —, ou de droits de membres [...]
Problème	La notion de droit civil « syndicat », personne morale qui a pour objet la conservation, l'entretien et l'administration de l'immeuble en copropriété divise, ne se trouve pas dans la version anglaise de la disposition.
Solution	L'expression *syndicate of co-owners* est ajoutée à la version anglaise.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **16.** (7) Lorsque l'acquisition ou la location d'un immeuble en copropriété divise, d'un bien réel en condominium, d'un immeuble ou d'un bien réel d'une coopérative ou d'un immeuble ou d'un bien réel de nature semblable est autorisée sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition d'actions ou de parts de la **personne morale — syndicat**, coopérative ou autre —, ou de droits de membres [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(2)

Common Law	condominium corporation
Civil Law	syndicate of co-owners
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (7) Where a purchase, lease or other acquisition of real property in a condominium project, co-operative project or similar project is authorized under this Act, that authorization also constitutes the authority for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant **condominium corporation**, co-operative corporation ...
Problem	In the English version, the civil law notion of "syndicate of co-owners", a legal person that preserves, maintains and manages an immovable under divided co-ownership, is not included in the provision.
Solution	The term "syndicate of co-owners" is added to the English version.
Harmonized Provision	**16.** (7) Where an acquisition or a lease is authorized under this Act in relation to (*a*) real property in a condominium project or an immovable under divided co-ownership, (*b*) real property or an immovable in a co-operative project, or (*c*) real property or an immovable in any similar project, that authorization also constitutes the authority for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant **condominium corporation**, **syndicate of co-owners**, co-operative corporation ... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, S.C. 2001, c. 4, s.18(2)

Droit civil	titulaire
Common law	titulaire
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *e*) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef la gestion et la maîtrise de la totalité ou d'une partie des droits que Sa Majesté du chef du Canada **détient** sur un immeuble fédéral;
Problème	L'utilisation du terme « détient » porte à confusion, la détention correspondant à un concept particulier en droit civil. Pour éviter toute confusion, il convient d'utiliser le terme « titulaire ».
Solution	Dans la version française, le terme « détient » est remplacé par « est titulaire ». Aucune modification n'est nécessaire à la version anglaise puisque celle-ci est rédigée différemment de la version française et qu'elle n'utilise pas le terme problématique.
Disposition harmonisée	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *e*) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada la gestion et la maîtrise de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre dont Sa Majesté **est titulaire** sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	n/a
Civil Law	n/a
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, [...] (*e*) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest of Her Majesty in any federal real property, either in perpetuity or for any lesser term;
Problem	The use of the term *détient* is confusing because the concept of *detention* has a specific meaning in civil law. To avoid confusion, it is more appropriate to use the term titulaire.
Solution	In the French version, the term *détient* is replaced by *est titulaire*. No change is necessary to the English verison, as it is drafted differently, without the use of the problematic term.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **16.** (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, [...] (*e*) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest, or any right, of Her Majesty in any federal real property or federal immovable, either in perpetuity or for any lesser term; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	tout droit
Common law	tout intérêt ou intérêt moindre
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *e*) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef la gestion et la maîtrise **de la totalité ou d'une partie des droits** que Sa Majesté du chef du Canada détient sur un immeuble fédéral;
Problème	Seule la terminologie du droit civil (« droits ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (*interest*) est utilisée dans la version anglaise.
Solution	Dans la version anglaise, les termes *any right* sont ajoutés pour refléter le droit civil. Dans la version française, la phraséologie « de la totalité ou d'une partie des droits » est remplacée par « de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre » pour refléter la common law.
Disposition harmonisée	**16.** (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...] *e*) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada la gestion et la maîtrise **de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre** dont Sa Majesté est titulaire sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	entire or any lesser interest
Civil Law	any right
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**16.** (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable, ... (*e*) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control **of the entire or any lesser interest** of Her Majesty in any federal real property, either in perpetuity or for any lesser term;
Problem	Only civil law terminology (*droits*) is used in the French version and only common law terminology ("interest") is used in the English version.
Solution	In the English version, the term "any right" is added for civil law purposes. In the French version, the phrase *de la totalité ou d'une partie des droits* is replaced by *de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre* to reflect the common law.
Harmonized Provision	**16.** (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable, ... (*e*) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control **of the entire or any lesser interest, or any right**, of Her Majesty in any federal real property or federal immovable, either in perpetuity or for any lesser term; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil	toute autre forme de disposition ou la possession
Common law	toute autre forme de disposition ou la possession
Titre du texte législatif	*Loi sur le ministère des Anciens combattants*, L.R.C. (1985), ch. V-1
Disposition	**5.** (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : [...] *c*) pour le marquage ou le timbrage de prothèses ou d'autres appareils distribués par le ministère; pour empêcher l'enlèvement ou l'oblitération de ces timbres ou marques ou l'emploi de toute contrefaçon de ces timbres ou marques, ainsi que l'achat, la vente, **l'entrée en possession ou tout usage** de ces prothèses ou autres appareils sans l'autorisation du ministre pour interdire toutes fausses déclaration, proposition ou représentation relatives aux prothèses et autres appareils ou articles fabriqués au ministère, ou pour son compte, ou distribués par ce dernier;
Problème	L'expression « entrée en possession » est inappropriée en ce qui a trait au droit civil d'expression française. De plus, dans la version anglaise, le terme *receiving* ne reflète pas le concept de possession.
Solution	Dans la version française, les termes « l'entrée en possession ou tout usage » sont remplacés par « ou toute autre forme de disposition ou la possession ». Dans la version anglaise, le terme *receiving* est remplacé par *possession*.
Disposition harmonisée	**5.** (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : [...] *c*) pour le marquage ou le timbrage de prothèses ou d'autres appareils distribués par le ministère; pour empêcher l'enlèvement ou l'oblitération de ces timbres ou marques ou l'emploi de toute contrefaçon de ces timbres ou marques, ainsi que l'achat, la vente **ou toute autre forme de disposition ou la possession** de ces prothèses ou autres appareils sans l'autorisation du ministre pour interdire toutes fausses déclaration, proposition ou représentation relatives aux prothèses et autres appareils ou articles fabriqués au ministère, ou pour son compte, ou distribués par ce dernier; *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 126(2)

Common Law	other disposal or possession
Civil Law	other disposal or possession
Title of the Legislative Text	*Department of Veterans Affairs Act*, R.S.C. (1985), c. V-1
Provision	**5.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable ... (*c*) for the marking or stamping of artificial limbs or appliances issued from the Department, and to prevent the removal or defacement of such stamps or marks or the use of any counterfeit thereof, and to prevent the purchase, sale, **receiving or other disposal** of such artificial limbs or appliances without the authority of the Minister; to forbid any false statement, suggestion or representation with respect to any artificial limbs, appliances or other goods manufactured in or for or issued from the Department;
Problem	The phrase *l'entrée en possession* is inappropriate in civil law in French. Furthermore, in the English version, the term "receiving" does not reflect the concept of possession.
Solution	In the French version, the phrase *l'entrée en possession ou tout usage* is replaced by the phrase *ou toute autre forme de disposition ou la possession*. In the English version, the term "receiving" is replaced by the term "possession".
Harmonized Provision	**5.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable ... (*c*) for the marking or stamping of artificial limbs or appliances issued from the Department, and to prevent the removal or defacement of the stamps or marks or the use of any counterfeit of the stamps or marks, and to prevent the purchase, sale **or other disposal or possession** of the artificial limbs or appliances without the authority of the Minister; to forbid any false statement, suggestion or representation with respect to any artificial limbs, appliances or other goods manufactured in or for or issued from the Department; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 126(2)

Droit civil	toute personne responsable
Common law	toute personne responsable
Titre du texte législatif	*Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*, L.R.C. (1985), ch. P-10, désormais *Loi sur l'indemnisation du dommage causé par des pesticides* conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 113
Disposition	**5.** (1) Le versement d'une indemnité au titre de la présente loi ne peut se faire tant que l'agriculteur n'a pas pris les mesures que le ministre juge nécessaires pour : [...] *b*) exercer tout recours qu'il peut avoir contre : [...] (ii) soit **toute personne responsable** de la présence des résidus de pesticide.
Problème	Il y a disparité de contenu entre les deux versions linguistiques. La version française utilise la notion de responsabilité sans en décrire les composantes alors que la version anglaise parle de la personne dont l'acte ou l'omission a causé la présence de résidus de pesticides.
Solution	Dans la version anglaise, la phraséologie *any person whose act or omission resulted in or contributed*, est remplacée par *every person responsible for*.
Disposition harmonisée	(modification à la version anglaise seulement) **5.** (1) Le versement d'une indemnité au titre de la présente loi ne peut se faire tant que l'agriculteur n'a pas pris les mesures que le ministre juge nécessaires pour : [...] *b*) exercer tout recours qu'il peut avoir contre : [...] (ii) soit **toute personne responsable** de la présence des résidus de pesticide. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 116

Common Law	every person responsible
Civil Law	every person responsible
Title of the Legislative Text	*Pesticide Residue Compensation Act*, R.S.C. (1985), c. P-10
Provision	**5.** (1) No payment of compensation shall be made to a farmer pursuant to this Act in respect of a loss suffered by him by reason of pesticide residue in or on an agricultural product until the farmer has taken any steps that the Minister deems necessary ... (*b*) to pursue any legal action that the farmer may have against ... (ii) **any person whose act or omission resulted in or contributed to** the presence of the pesticide residue in or on the product.
Problem	There is a disparity between linguistic versions. The French version uses the notion of liability without describing its components, whereas the English version refers to the person whose act or omission resulted in the presence of pesticide residue.
Solution	In the English version, the phrase "any person whose act or omission resulted in or contributed to" is replaced by the phrase "every person responsible for".
Harmonized Provision	**5.** (1) No payment of compensation shall be made to a farmer under this Act in respect of a loss suffered by the farmer by reason of pesticide residue in or on an agricultural product until the farmer has taken any steps that the Minister considers necessary ... (*b*) to pursue any legal action that the farmer may have against ... (ii) **every person responsible for** the presence of the pesticide residue in or on the product. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 116

Droit civil	transféré
Common law	transféré
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**22.** (1) Lorsque, par erreur, un immeuble fédéral a fait l'objet de plusieurs opérations incompatibles l'une avec l'autre, le gouverneur en conseil peut : [...] *d*) lorsque l'immeuble **n'est plus en la possession** du détenteur initial [...]
Problème	Dans la version française, l'expression « n'est plus en la possession » est inappropriée tant pour le droit civil que pour la common law. Dans la version anglaise, l'expression *has passed*, qui est associée au transfert du droit de propriété, reflète uniquement la common law.
Solution	Dans la version française, l'expression « n'est plus en la possession» est remplacée par « a été transféré », qui est une terminologie appropriée pour les deux traditions juridiques. Dans la version anglaise, l'expression *has passed* est remplacée par *was transferred* qui vaut à la fois pour le droit civil et la common law.
Disposition harmonisée	**22.** (1) Lorsque, par erreur, un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral a fait l'objet de plusieurs opérations incompatibles l'une avec l'autre, le gouverneur en conseil peut : [...] *d*) lorsque le bien **a été transféré** du concessionnaire initial ou par celui-ci [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 24

Common Law	transferred
Civil Law	transferred
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**22.** (1) Where, through error, inconsistent transactions relating to the same federal real property have been entered into, the Governor in Council may ... (*d*) where the property **has passed** from the original holder ....
Problem	In the English version, the term "has passed" has meaning only in common law where it designates the transfer of property rights. In the French version, the phrase *n'est plus en la possession* is inappropriate for both common law and civil law.
Solution	In the English version, the term "has passed" is replaced by "was transferred" to reflect both common law and civil law. In the French version, the phrase *n'est plus en la possession* is replaced by *a été transféré*, which is appropriate terminology for both legal traditions.
Harmonized Provision	**22.** (1) Where, through error, inconsistent transactions relating to the same federal real property or federal immovable have been entered into, the Governor in Council may ... (*d*) where the property **was transferred** by or from the original holder .... *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 24

Droit civil	transfert
Common law	transfert
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**5.** (2) Les immeubles fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer la **cession** entre sujets de droit privé.
Problème	Dans la version française, l'utilisation du terme « cession » est inappropriée dans le contexte en ce qui concerne le droit civil.
Solution	Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert ». En droit civil, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission des droits de propriété dans un immeuble, que le terme « cession » qui vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Le terme « transfert » vaut également pour la common law d'expression française.
Disposition harmonisée	**5.** (2) Les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province où sont situés ces biens, peut servir à opérer le **transfert** d'immeubles ou de biens réels par une personne physique. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(3)

Common Law	transferred
Civil Law	transferred
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**5.** (2) Federal real property within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted by any instrument by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property may be **transferred** by a private person.
Problem	In the French version, the use of the term *cession* is inappropriate in civil law.
Solution	In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert*. In civil law, it is more appropriate to use the term *transfert*, which refers to the transmission of property rights in an immovable, than the term *cession*, which deals with the transmission of rights and obligations. The term *transfert* is also appropriate for common law in French.
Harmonized Provision	(Amendment to the French version only) **5.** (2) Federal real property and federal immovables within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted or conceded, as the case may be, by any instrument or act by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property and immovables may be **transferred** by a natural person. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1*, S.C. 2001, c. 4, s.15(3)

Droit civil	transfert
Common law	transport
Titre du texte législatif	*Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50, désormais *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*, conformément à la *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	**7.** (1) Lorsque, sous régime juridique fédéral ou provincial, un plan peut valoir acte de concession, d'affectation ou de **cession** d'immeuble à des fins de travaux routiers, d'aménagement de parc ou d'équipements collectifs ou autres fins d'intérêt public, l'utilisation d'un tel plan relativement à des immeubles fédéraux peut être autorisée par l'autorité habilitée à autoriser la concession, l'affectation ou la **cession**.
Problème	L'utilisation du terme « cession » dans la version française est inappropriée dans le contexte en ce qui concerne le droit civil.
Solution	Pour le droit civil et la common law, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission des droits de propriété dans un immeuble, que le terme « cession », qui vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert » afin de correspondre au terme *transfer* utilisé dans la version anglaise. Pour refléter la common law d'expression française, le terme « transport » est ajouté afin de mieux refléter le terme *conveyance* utilisé dans la version anglaise.
Disposition harmonisée	**7.** (1) Lorsque, sous régime juridique fédéral ou provincial, un plan peut valoir acte de concession, d'affectation, de **transfert ou de transport** d'immeuble ou de bien réel aux fins de travaux routiers, d'aménagement de parc ou d'équipements collectifs ou à d'autres fins d'intérêt public, l'utilisation d'un tel plan relativement à des immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux peut être autorisée par l'autorité habilitée à autoriser la concession, l'affectation, le **transfert ou le transport**. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law	conveyance
Civil Law	transfer
Title of the Legislative Text	*Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50 (title changed to *Federal Real Property and Federal Immovables Act* by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	**7.** (1) Where under the laws of Canada or a province a plan may operate as an instrument granting, dedicating, **transferring or conveying** real property for a road, utility, park or other public purpose, the use of such a plan in relation to any federal real property may be authorized by the same authority that may authorize the grant, dedication, **transfer or conveyance** of that property.
Problem	The use of the term *cession* in the French version is inappropriate in this context for civil law purposes.
Solution	For civil and common law, it is more appropriate to use the term *transfert*, which deals with the transmission of property rights in an immovable, rather than the term *cession*, which deals with the transmission of rights and obligations. In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert* to correspond to the term "transfer" used in the English version. The term *transport* is added for the purposes of common law in French to reflect the meaning of "conveyance" found in the English version.
Harmonized Provision	(amendment to the French version only) **7.** (1) Where under the laws of Canada or a province a plan may operate as an instrument or act granting, conceding, dedicating, **transferring or conveying** real property or immovables for a road, utility, park or other public purpose, the use of such a plan in relation to any federal real property or federal immovable may be authorized by the same authority that may authorize the grant, concession, dedication, **transfer or conveyance** of that property. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil	vend sous condition ou à tempérament
Common law	s.o.
Titre du texte législatif	*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3
Disposition	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.
Problème	Depuis l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec*, l'exercice des droits découlant de certaines sûretés est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* avec le *Code civil du Québec* requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le Code civil, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa *b*).
Solution	L'alinéa *b*) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du *Code civil du Québec*. Il s'agit en outre des personnes qui vendent un bien sous condition ou à tempérament. L'alinéa *b*) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.
Disposition harmonisée	**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...] « créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre : [...] *b*) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du *Code civil du Québec* intitulé *Des priorités et des hypothèques* : (i) de la personne qui **vend** un bien au débiteur, **sous condition ou à tempérament**, (ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci, (iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

Common Law	n/a
Civil Law	conditional or instalment sale
Title of the Legislative Text	*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. (1985), c. B-3
Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;
Problem	Since the coming into force of the *Civil Code of Québec*, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the *Bankruptcy and Insolvency Act* with the *Civil Code of Québec* requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the Civil Code, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights are listed in paragraph (*b*).
Solution	Paragraph (*b*) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of the hypothecary rights of the *Civil Code of Québec*. These creditors include the vendors of any property sold under a conditional sale or instalment sale. Since paragraph 2(1)(*b*) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common law concept.
Harmonized Provision	**2.** (1) In this Act, ... "secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes ... (*b*) any of (i) the vendor of any property sold to the debtor under a **conditional or instalment sale**, (ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or (iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the performance of an obligation, if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the *Civil Code of Québec* entitled *Prior Claims and Hypothecs* that deal with the exercise of hypothecary rights; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 25

Droit civil	vente en justice ou sous contrôle de justice
Common law	vente en justice
Titre du texte législatif	*Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. (1985), ch. N-7
Disposition	**114.** (1) La présente loi n'a pas pour effet de restreindre ou d'interdire les opérations suivantes : *a*) la vente en justice des biens d'une compagnie; *b*) la création de privilèges, hypothèques ou autres sûretés sur les biens de la compagnie, ou la **vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté**.
Problème	La phraséologie « vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté » (*sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security)* n'est plus appropriée en droit civil eu égard à l'hypothèque, compte tenu des nouveaux recours hypothécaires. Plus particulièrement, compte tenu du contexte, le recours hypothécaire de vente sous contrôle de justice devrait être prévu à cette disposition.
Solution	L'alinéa *c*) est créé pour couvrir les modes de réalisation propres à la common law. Il reprend la formulation existante en indiquant cependant son application hors Québec. Les alinéas *d*) et *e*) sont créés afin de couvrir les modes de réalisation du droit civil. L'alinéa *d*) vise la vente en justice et le recours hypothécaire de vente sous contrôle de justice. Quant à l'alinéa *e*), il tient compte des particularités des modes de réalisation propres aux priorités et au droit de rétention.
Disposition harmonisée	**114.** (1) La présente loi n'a pas pour effet de restreindre ou d'interdire les opérations suivantes : *a*) la vente en justice des biens d'une compagnie; *b*) la création d'une hypothèque, d'un privilège, d'une charge ou d'une autre sûreté sur les biens de la compagnie ou l'assujettissement de ceux-ci à une priorité ou à un droit de rétention selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec; *c*) **ailleurs que dans la province de Québec, la vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté**; *d*) **dans la province de Québec, la vente en justice ou sous contrôle de justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté**; *e*) l'exercice des recours destinés à faire valoir et réaliser la priorité mentionnée à l'alinéa *b*) ou l'exercice du droit de rétention mentionné à cet alinéa. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 106

Common Law	sale under an order of a court
Civil Law	sale under an order of a court or by judicial authority
Title of the Legislative Text	*National Energy Board Act*, R.S.C. (1985), c. N-7
Provision	**114.** (1) It is hereby declared that nothing in this Act restricts or prohibits any of the following transactions: (*a*) the sale under execution of any property of a company; or (*b*) the creation of any lien, mortgage, charge or other security on the property of the company, or the **sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security**.
Problem	The phrase "sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security" / *vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté* is no longer appropriate in civil law with respect to hypothecs, given the new hypothecary recourses available. More specifically, considering the context, the hypothecary recourse of sale by judicial authority should be included in the provision.
Solution	Paragraph 114(*c*) is added to set out common law enforcement methods. It reiterates the existing text, indicating however its application outside of Quebec. Paragraphs 114(1)(*d*) and (*e*) are added to set out civil law enforcement methods. Paragraph 114(1)(*d*) outlines the sale under an order of a court and the hypothecary recourse of sale by judicial authority. Paragraph 114(1)(*e*) sets out particularities of the method of enforcing prior claims and rights of retention.
Harmonized Provision	**114.** (1) It is hereby declared that nothing in this Act restricts or prohibits any of the following transactions: (*a*) the sale under execution of any property of a company; or (*b*) the creation of any lien, mortgage, hypothec, charge or other security on the property of the company, or of any prior claim or right of retention within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec with respect to property of the company; (*c*) **the sale, elsewhere than in the Province of Quebec, under an order of a court of any property of the company to enforce or realize on any lien, mortgage, charge or other security on the property of the company**; (*d*) **the sale, in the Province of Quebec, under an order of a court or by judicial authority, of any property of the company to enforce or realize on any hypothec, charge or other security on the property of the company**; and (*e*) the exercise of remedies for the enforcement and realization of any prior claim referred to in paragraph (*b*) or the exercise of any right of retention referred to in that paragraph. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 106

Fiches terminologiques bijuridiques

INDEX

A

accessoires 2
accessoires et dépendances 2
accesssoires fixes 196
acquisition ou location 4
acte 6
acte de concession 8
actes de fiducie 12
acte de transfert 10
acte de transport 10
actes constitutifs d'hypothèque 12
action en responsabilité 14
administrateur des biens de la compagnie 16
appartenant 18
avocat 20
avocat ou notaire 20
ayant cause 22
ayants cause
ayants droit 24

B

bail 26
baillement 194
bien réel 144
biens réels 146
biens personnels 162, 164
biens personnels corporels 166
biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire 28

C

cause de préférence 30
cautionnement 32
cession 34
cession en garantie, charge sur les créances comptables 136
cessionnaire 36
charge 38, 40
concéder 42
concession 44
concessionnaire 46
concessions 48
condominium 54
contravention 50
copropriété 52
copropriété divise 54
créance garantie 56
créance hypothécaire 58
créance liquide 60
créancier hypothécaire 62,64

D

débiteur hypothécaire 66
délits civils 114
délivrance 68

délivrance définitive 70
détenir 72
disposer 74, 76
disposition 78, 80, 82, 84

domaine 196
dommage 86
dommage aux biens ou perte de ceux-ci 88
dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres 90
dommages à la personne 92
dommages corporels 94
dommages-intérêts spéciaux 178
droit à l'utilisation 96
droit d'utiliser ou d'occuper 98
droit d'utiliser 100
droit ou permission d'utiliser ou d'occuper 98
droits de propriété 102
droits réels 104

E

equity 198
éteindre l'hypothèque 106
exécuteur testamentaire 154
exécution forcée 108

F

faculté de rachat 110
fait des biens 112
faute 114
faute lourde ou intentionnelle 116
fiduciaire 122
fiduciaire ou administrateur du bien d'autrui 118
fiduciaire, à titre de 118
fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation 120
fief simple 200
fondé de pouvoir 122
fruits et revenus 124

G

gage 126
garantir par un cautionnement 128
garde matérielle 130
grève d'une sûreté 132
grevées 134
grèvements 202
grever d'une sûreté 140

H

hypothèque 136, 138
hypothéquer 140
hypothèques 142

I

immeuble 144
immeubles 146
intérêt 204
intérêt dans un bien-fonds 104

L

légataires à titre particulier 148
légataires, légataires à titre particuliers 150
legs 152
liquidateur de succession 154
locataire 156

M

mainlevée d'hypothèque 158
mandataires 160
manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens 90
meubles 162, 164
meubles corporels 166

N

négligence grossière ou d'inconduite délibérée 116
nulle 168

O

obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi et en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif 170
ordonnance d'exécution en nature 172

P

personne 174
personne morale 224
personne physique 176
perte pécuniaire antérieure au procès 178
priorité constitutive de droit réel 180
priorité ou droit de rétention 182
privilège 30, 182
propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens 28

R

racheter l'hypothèque 106
rang 184
représentants personnels 220
résignation 186
résiliation 186
responsable 232
responsabilité 188
responsabilité civile extracontractuelle 190
responsabilité délictuelle 190

S

solidairement 214
solidaires 216
sous-locataire 218
succession 220
sûreté 222
syndicat 224

T

titulaire 226
titulaire d'un intérêt 22
titulaire d'un permis 212
tout droit 228
tout intérêt ou intérêt moindre 228
toute autre forme de disposition ou la possession 230
toute personne responsable 232
transféré 234
transfert 236, 238
transport 238

V

vend sous condition ou à tempérament 240
vente en justice 242
vente en justice ou sous contrôle de justice 242

Bijural Terminology Records

INDEX

A

accessories and dependencies 3
acquisition or lease 5
act constituting a hypothec 13
act of a thing 113
act of concession 9
administrator of the property of the company 17
advocate or notary 21
agent 161
any right 229
appurtenances 3
assignee 37
assignment 35
assignment by way of security, charges on book debts 137
assigns 25

B

bailment 195
barrister or solicitor 21
bodily injury 95
bond 33
breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property 91

C

cause of action for liability 15
cause of preference 31
charge 39, 41
charged 135
concede 43
concession 45
concessions 49
condition 209
conditional or instalment sale 241
condominium 55
condominium corporation 225
contravening use 51
conveyance 239
conveyancing instrument 11
co-ownership 53
corporeal movable property 167
covenant 209

D

damage 87
damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner 91
damage to or loss of property 89
deed of trust 13
delivery 69
delivery becoming absolute 71

devise 153
discharge of mortgage 159
dispose 75, 77
disposed of 79
disposition 81, 83, 85
divided co-ownership 55

E

encumbrances 203
entire or any lesser interest 229
equity 199
estate 197
every person responsible 233
execution 109
executor 155
extinguish the hypothec 107
extracontractual civil liability 191

F

fault 115
fee simple 201
fiduciairy capacity 119
fixtures 193
fruits and revenues 125

G

grant 43, 45
grants 49
gross negligence or willful misconduct 117
gross or intentional fault 117

H

hold 73
holder 47
holder of a power of attorney 123
hypothec 137, 139, 143
hypothecary claim 59
hypothecary creditor 63, 65
hypothecary debtor 67
hypothecate 141

I

immovables 145, 147
injury to the person 93
instrument 7
instrument of grant 9
instrument or act 7
interest 205
interest in land 105
interest in real property 207

J

jointly and severally 215, 217

L

lease 27
legacy 153
legatees by particular title 149
legatees, legatees by particular title 151

lessee 157
lessor 211
liability 189
liability in tort 191
lien 31
liens 183
liquidated claim 61
liquidator of a succession 155

M

mandatary 161
mortgage 59, 139, 143
mortgagee 63, 65
mortgagor 67
movables 163
movables property 165

N

natural person 177
null 169

O

obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interest of the administration 171
obtain security 133
order for specific performance 173
other disposal or possession 231
owned 19
ownership, occupation, possession or control of property 29

P

person 175
person who holds a licence 213
person who holds an interest 23
personal injury 95
personal property 163, 165
personal representative 221
physical control 131
pledge 127
pre-trial pecuniary loss 179
prior claim constituting a real right 181

prior claims or rights of retention 183
property right 103

R

ranking 185
real property 145, 147
real right 105
redeem the mortgage 107
release of hypothec 159
resiliation 187
responsible 233
right in an immovable 207
right of redemption 111
right to the use 97
right to use 101
right to use or occupy 99

S

sale under an order of a court 243
sale, under an order of a court or by judicial authority 243
secure itself 133
secured claim 57
security 223
security interest (create a) 141
solidarily 219, 221
special damages 179
sublessee 219
succession 221
successors 23, 25
suretyship 33
surrender 187
syndicate of co-owners 225

T

tangible personal property 167
thing in the custody of or owned by 29
to post bonds 129
to provide suretyships 129
tort 115
transfer 239
transferred 235, 237
transfert act 11
trust constituted to secure the performance of an obligation 121
trustee 123
trustee or administrator of the property of others 119

V

void 169

SECTION DU DROIT CIVIL ET DU DROIT COMPARÉ

284 rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Téléphone: (613) 954-7651
Télécopieur: (613) 954-1209

http://lois.justice.gc.ca/fr/index.html

CIVIL LAW AND COMPARATIVE LAW SECTION

284 Wellington Street
Ottawa, Ontario K1A 0H8

Tel: (613) 954-7651
Fax: (613) 954-1209

http://laws.justice.gc.ca/en/index.html